

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE DROIT DE CHASSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mars 1935, à 13 heures 30

PAR

PIERRE LECOURTIER

JURY { *Président* : M. Achille MESTRE, *professeur*.
 { *Suffragants* { MM. LAFERRIÈRE }
 SCELLE } *professeurs*.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques, 160

—
1935

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE DROIT DE CHASSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mars 1935, à 13 heures 30

PAR

PIERRE LECOURTIER

JURY { *Président* : M. Achille MESTRE, *professeur.*
 { *Suffragants* { MM. LAFERRIÈRE } *professeurs.*
 SCELLE }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques, 160

—
1935

A MES PARENTS



INTRODUCTION

« La faculté de chasser ou de pêcher est réglée par des lois particulières... », dit l'article 715 du Code Civil.

C'est ainsi que les rédacteurs de notre charte, éludant la réglementation du droit de chasse, consacraient ouvertement le caractère épineux de la matière.

Ils furent d'ailleurs prudents de sauvegarder l'unité de leur œuvre, car il n'est guère de questions qui suscitent plus de discussions, de réclamations et de réformes que la chasse, mais il faut reconnaître que cette abstention dans nos textes fondamentaux n'a fait qu'augmenter les difficultés et les incertitudes.

Comment la chasse qui n'est pour le profane qu'une distraction cruelle ou une occupation d'oisifs peut-elle être la cause d'autant de dissensions?

C'est qu'elle est pour les initiés plus qu'un passe temps, une activité pleine d'émotions et un sport d'élite, un « exercice divin » ainsi que la nommait Platon. Ils l'aiment avec passion comme une reminiscence des temps où l'homme était poussé par son instinct et ils y sont jalousement attachés depuis que la Révolution en a ravi le monopole à la Féodalité. Le droit de chasse tient au cœur de l'homme :

« Nos histoires, écrit Monsieur Herriot, sur le droit de chasse avant 1789 (1), enregistrent l'influence qu'exercèrent sur la formation de l'esprit révolutionnaire les théories ou les considérations sociales des philosophes; soyons sûrs que

(1) E. Herriot : *Dans la Forêt Normande*, p. 16.

ce code rigoureux de la chasse, qui enserme le paysan, fait de lui un esclave de toutes les heures, ne lui permet pas de jouir du chemin, de sa maison, de son champ, a plus fait que le Contrat Social lui-même pour exciter ces haines profondes qui vont quelque jour éclater. Le paysan se révoltera moins pour conquérir une théorique liberté que pour acquérir le droit, qui lui est refusé, de clore son pré d'une haie vive, de creuser un puits, de prendre à la carrière le sable dont il a besoin, et quand il lui plaît, de rôder à son aise sur le vieux sol de ses aïeux. »

Mais ici la liberté se heurte au droit d'autrui. Devant le Droit Naturel surgit le droit de propriété.

Les indifférents deviennent des intéressés: Propriétaires, locataires, fermiers s'opposent aux chasseurs, chacun pour défendre son droit. Dans la lutte on invoque textes et principes; la chasse tourne à la politique et tel passant verra plus de discordes au village huit jours avant l'ouverture qu'une semaine avant les élections.

C'est sous cet aspect de sourdes rivalités que nous apparaît souvent le problème de la chasse. C'est un ferment vivace qui trouble périodiquement la paix qui règne dans nos campagnes et va jusqu'à la ville exciter les intérêts des chasseurs, des propriétaires ruraux et des fermiers.

Mais le problème se présente sous une forme plus générale encore: il vise des intérêts économiques, financiers, sociaux et des intérêts d'ordre divers.

Le gibier est une richesse économique. Les nombreuses races d'animaux sauvages vivant sur notre sol fournissent à la consommation un tribut appréciable qui pourrait être encore supérieur, si un bon entretien de notre cheptel-gibier nous permettait de nous suffire et même d'exporter, au lieu d'être réduits à une importation s'élevant à une va-

leur de plusieurs millions (1). La richesse est à exploiter d'autant plus qu'elle entraîne toute l'industrie de la chasse qui crée elle-même un mouvement d'affaires important et aide, quand elle ne les fait pas vivre à elle seule, de nombreux commerçants :

Hôteliers, transporteurs, armuriers, fabricants de munitions, gardes, fabricants d'accessoires, bottiers, tailleurs, éleveurs, marchands de gibier et de comestibles... (2) et M. Du Blaisel d'Enquin ajoute: « sans oublier l'Etat qui vend des permis, sans rien donner en échange ».

Richesse financière en effet: Permis de chasse, monopole des poudres, taxe sur les chasses gardées, taxe sur les baux de chasse, taxe sur les chiens. On comprend que l'Etat ait pu créer un fond spécial de la chasse en reconnaissance, d'autant plus facilement qu'il est d'une bonne politique d'entretenir une matière imposable aussi fructueuse.

Imposer, choisir le contribuable, sont d'autre part des sujets d'ordre social en même temps que la réglementation du droit de chasse. L'attribution de celui-ci ou son refus, son étendue et ses limites mettent en jeu des principes fondamentaux.

La répression du braconnage, la réparation civile des dégâts du gibier, enfin, viennent s'ajouter à la somme des intérêts énoncés, sans compter ceux, plus lointains ou plus nuancés, qui sont d'ordre scientifique, touristique, sportif.

(1) *Bulletin mensuel de Statistique du Commerce extérieur français*.
Importations 1933 : 7.460 quintaux ; 5.404.000 francs

7 premiers mois 1934 : 8.401 » ; 5.384.000 »

Exportations 1933 : 16 » ; 24.000 »

7 premiers mois 1934 : 30 » ; 90.000 »

(2) Article de M. Du Blaisel d'Enquin, *Bulletin de l'Association des Lieutenants de Louveterie*, 15 fév. 1934, p. 2.

La chasse est en effet une activité saine qui développe les qualités physiques et morales de résistance et d'énergie, d'acuité des sens et d'adresse; elle est peut-être aussi la gardienne de cette ardeur profonde qui attache le campagnard à la terre. Ce n'est pas sans raison que les anciens en faisaient l'« école des vertus militaires ».

Hélas cette école risque de n'avoir plus d'élèves, car l'objet de leurs exercices diminue sans cesse.

La campagne devient déserte, le gibier disparaît.

Or nous pouvions mesurer les conséquences désastreuses qu'entraînerait cette disparition.

Malgré des efforts déjà nombreux la crise qui affecte le gibier et la chasse continue.

Quelle en est la cause?

On l'attribue généralement à la mauvaise réglementation de la chasse. On accuse notre droit. Est-il responsable?

C'est ce que nous aurons à examiner. Les griefs adressés à notre réglementation portent sur deux points: elle est compliquée, elle est desuète.

Elle est en effet la combinaison de divers droits mal distingués les uns des autres, dont il est traité sans ensemble dans différents textes législatifs, ou dont le statut n'est qu'une consécration de la jurisprudence.

C'est une réglementation complexe dont l'unité est compromise par les arrêtés préfectoraux de chaque département.

Nous étudierons toute la matière comprise généralement sous la dénomination « droit de chasse », essayant de sérier les questions, de dégager les principes directeurs. Puis, après avoir exposé les critiques qui sont le plus souvent adressées à notre système, nous examinerons quelques projets de réforme.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

La chasse sans gibier, c'est la royauté sans sujets.

Sous notre titre « droit de chasse » nous grouperons donc ces deux questions inséparables :

La chasse, réglementation et police.

Le gibier, statut et appropriation.

En ce qui concerne la police de la chasse, les sources de notre droit sont le Code Civil (art. 715), la loi du 3 mai 1844 et les suivantes qui la complètent, la jurisprudence administrative et judiciaire.

Quant au gibier, objet de la chasse, son statut est déterminé par la jurisprudence qui a puisé dans la tradition une réglementation que la législation a conservée par son silence ou confirmée dans des textes laconiques. (Voir : Code Civil, art. 711 et suivants, 524-564).

Les textes fondamentaux qui visent notre matière sont généraux et incomplets; nous examinerons tous ceux qui seront susceptibles de nous apporter quelque appoint au cours de notre étude, mais nous nous adresserons principalement à la jurisprudence qui est la base de notre droit en la matière.

Le sujet apparaît très complexe. Notre but sera de dégager des principes, des règles, des points de repère.

Les difficultés naissent surtout dès qu'une question de droit se pose, dès qu'un procès s'élève, parce que les textes n'ont pas défini exactement les droits qui peuvent faire

l'objet de litiges. Ainsi le statut du gibier n'est pas fixé par un texte, nous l'avons dit, la jurisprudence suit la tradition, de sorte que ce défaut permet encore à certains de contester la solution actuelle. L'appropriation laisse des doutes. D'autre part c'est la loi de police, loi de caractère administratif et pénal, qui traite du droit du propriétaire, du sol quant à l'exercice de la chasse sur sa propriété, question de droit privé. Cette même loi enfin fixe la police du transport, de la vente, du colportage du gibier en même temps que la police de la chasse proprement dite.

Essayons de séparer, de caractériser les questions: pour tout ce qui intéresse le chasseur face à la loi, tout ce que l'on groupe sous l'enseigne « droit de chasse ».

La loi du 3 mai 1844, dans ses articles emploie des termes variés tout à fait imprécis:

Art. 1, § 1. — Nul ne « pourra chasser ».

Art. 1, § 2. — Nul n'aura la « faculté de chasser ».

Art. 2. — Le propriétaire ou possesseur « peut chasser ou faire chasser ».

Art. 4, § 8. — Les détenteurs du « droit de chasse ».

On emploie souvent ce terme « droit de chasse ». Que signifie-t-il?

Au seuil de notre étude il importe de le définir et de préciser désormais dans quel sens nous l'emploierons, afin d'éviter les confusions trop souvent commises à son égard.

Dans une première acception, lato sensu, il englobe tout ce qui concerne le droit de se livrer à la chasse. C'est le droit général qu'a l'homme de poursuivre et capturer les animaux sauvages. Le « droit de chasse » est alors le terme qui désigne l'ensemble des conditions requises pour pou-

voir chasser. C'est dans ce sens étendu que nous l'inscrivons en tête de notre ouvrage.

Mais le terme « droit de chasse » a une signification plus restreinte, et en même temps plus juridique.

C'est à ce sens étroit, qui lui est généralement reconnu, que nous nous attacherons dorénavant.

Dans notre ouvrage il faudra désormais entendre par « droit de chasse » le droit du propriétaire d'un fonds, *droit du propriétaire de poursuivre et capturer le gibier sur son fonds*. C'est un droit privé, accessoire de la propriété. C'est celui que visent l'alinéa 2 de l'article 1 de la loi du 3 mai 1844 : « Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou des ayants-droit » et le 2° de l'art. 11 (modifié 1924) : « Seront punis d'une amende de 50 à 200 francs : 1° ... 2° Ceux qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire ».

Mais la possession de ce droit suffit-elle pour avoir le droit d'exercer la chasse?

Non. Il faut remplir d'autres conditions, posséder d'autres titres, être titulaires d'un véritable autre droit de caractère différent, droit visé par l'art. 1 § 1 de la loi de 1844, droit personnel, de caractère administratif que la loi reconnaît au titulaire d'un permis de chasse et que limitent les arrêtés préfectoraux :

« Nul ne pourra chasser, sauf les exceptions ci-après, si la chasse n'est pas ouverte, et s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente ».

Nous nous efforcerons à l'occasion de notre étude de séparer du « *droit de chasse* », droit du propriétaire sur son

fonds, ce droit d'une essence particulière. Nous l'appellerons « *droit de chasser* » afin d'éviter la confusion avec le « *droit de chasse* ».

Les deux notions sont formellement affirmées par le texte de la loi de 1844 qui exige deux conditions à l'exercice de la chasse dans son article 1^{er} :

Al. 1. « Nul ne pourra chasser, sauf les exceptions ci-après, si la chasse n'est pas ouverte, et s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente (droit de chasser).

Al. 2. « Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit (droit de chasse).

Au cours de notre étude de la réglementation de la chasse nous distinguerons un autre droit: le « *droit au gibier* » ou « *droit à l'occupation du gibier* ».

Une tradition juridique qui remonte au Droit romain fait du gibier, comme du poisson, une « *Res nullius* », c'est-à-dire une chose mobilière n'appartenant à personne à l'état naturel et dont on devient propriétaire par l'occupation, par la prise effective.

Le droit au gibier est donc le droit qui appartient à chacun de s'approprier le gibier libre, *res nullius*. Il est reconnu implicitement par le Code qui n'a formulé aucune disposition particulière contre ce droit traditionnel reconnu à tous sans condition; il est constamment confirmé par la jurisprudence (1).

(1) Bordeaux, 28 mai 1918. D. P. 1919.2.7.

Tr. Cor. Wassy, 21 nov. 1922. D. P. 1922.5.20.

Enfin nous reconnaitrons dans la législation de 1844 un dernier droit, c'est le « *droit au transport, au colportage, à la vente du gibier* ».

Que les chasseurs ne nous tiennent pas rigueur de mentionner ce droit dans un ouvrage concernant le droit de chasse en général. Il figure dans les lois sur la police de la chasse et nous verrons que s'il intéresse les braconniers spécialement au point de vue vente du gibier, son étude n'en est pas moins dépourvue d'utilité pour le chasseur et même le profane en ce qui regarde le transport du gibier.

Ayant donné un bref aperçu des questions qui peuvent intéresser l'exercice de la chasse, nous proposons pour la commodité de l'exposé de distinguer dans la législation quatre droits bien caractérisés :

Droit de chasser.

Droit de chasse.

Droit à l'occupation du gibier.

Droit au transport du gibier.

et nous verrons qu'ils correspondent effectivement à des réalités juridiques.

Le « *droit de chasser* » étant un droit de caractère administratif, personnel, qui appartient à tout titulaire d'un permis de chasse et qui s'exerce conformément aux arrêtés préfectoraux concernant la chasse.

C'est le droit de mettre en œuvre les procédés de chasse autorisés.

Le « *droit de chasse* » étant un droit de caractère civil, droit accessoire de la propriété, qui appartient au propriétaire d'un fonds.

C'est le droit de poursuivre le gibier sur sa propriété.

Le « *droit à l'occupation du gibier* », droit d'appropriation dont le gibier est l'objet et qui appartient à tout individu.

Le « *droit au transport du gibier* », droit de transporter le gibier, droit conditionné par les lois sur la police de la chasse, qui appartient à tout individu.

Notre intention n'est pas d'établir des classifications dans un intérêt purement théorique, mais il nous paraît indispensable de dégager des idées directrices pour analyser convenablement tout ce qui touche à la réglementation de la chasse.

Nous étudierons séparément chacun des droits que nous avons caractérisés et il nous suffira de dire que l'exercice de la chasse nécessite la possession simultanée de ces divers droits chez celui qui s'y livre.

Il paraît bien y avoir des exceptions à la règle que nous formulons, notamment en ce qui concerne :

1. La chasse dans un enclos attenant à une habitation (loi de 1844, art. 2).

2. La destruction des bêtes fauves.

3. La destruction des animaux nuisibles.

Il suffit de posséder le *droit de chasse* sur son terrain clos attenant à une habitation pour pouvoir y chasser en tout temps sans permis. Le propriétaire ou fermier peut repousser les bêtes fauves et détruire les animaux nuisibles moyennant certaines conditions, en tout temps.

Dans ces trois cas, il y aurait donc nécessité de posséder le *droit de chasse* sans avoir besoin du *droit de chasser*, ainsi que nous les avons définis.

Nous verrons que le premier cas est une véritable exception, tandis que le second ne l'est pas : il se rattache à

un principe tout à fait différent qui est celui de la légitime défense. Quant au troisième il participe aussi de la légitime défense, mais du droit de légitime défense limité par la loi. Aussi la règle ne souffrira pas de l'unique exception qui concerne les terrains clos attenant à une habitation.

Notre distinction en quatre droits indique la division de notre matière en 4 chapitres :

L'administration et le droit de chasser.

La propriété et le droit de chasse.

Le droit d'occupation du gibier.

Le droit au transport du gibier.

Les deux derniers droits ont ceci de particulier qu'ils peuvent être exercés indépendamment de tout acte de chasse et par toute personne.

Pour le transport (colportage et vente) c'est évident. Pour le droit à l'occupation du gibier cela paraît plus extraordinaire, et pourtant il est certain qu'on peut en user indépendamment de tout acte de chasse (1).

C'est pourquoi nous commencerons par l'étude de ces deux droits.

(1) Voir : page 26.

DROITS QUI PEUVENT S'EXERCER
INDÉPENDAMMENT DE TOUT ACTE DE CHASSE

Droits de l'homme sur le gibier

DROIT A L'OCCUPATION DU GIBIER. — Ch. I.

DROIT AU TRANSPORT DU GIBIER. — Ch. II.

Le droit à l'occupation du gibier

C'est le droit que possède tout individu de s'approprier un gibier, *res nullius*, par voie d'occupation.

Il est à remarquer que son exercice s'accompagne généralement d'un acte de chasse; c'est pourquoi il est si facilement confondu avec celui-ci. Mais il ne faut jamais oublier que le droit d'occupation du gibier est un droit indépendant qui peut fonctionner sans être associé à un acte de chasse quelconque.

Exemple: j'ai le droit de ramasser un gibier mort (ou inerte) non approprié (décisions déjà citées de Wassy et Bordeaux). J'exerce un droit d'occupation sans faire acte de chasse.

Même quand je m'approprie un gibier en chassant, l'acte d'occupation reste distinct de l'acte de chasse.

Dans notre législation l'acte d'occupation est toujours permis et produit ses effets; c'est l'acte de chasse qui est réglementé.

Cette situation qui maintes fois aboutira à des conséquences paradoxales est le fruit d'une analyse fidèle de la

réalité, qui n'a malheureusement pas été suivie de l'unité de réglementation nécessaire.

Etant donné le rapport étroit qui existe en fait entre la chasse et l'occupation du gibier, nous envisagerons l'étude du droit au gibier dans notre ouvrage, mais nous l'isolons pour le traiter à part, ainsi que l'a fait la loi. Ce sera le meilleur moyen pour nous d'éclairer la question.

Le gibier. — On entend par gibier tous les animaux sauvages en général, oiseaux de toute taille, y compris les petits oiseaux (1) et quadrupèdes, dont on excepte cependant les taupes, rats, souris.

Au point de vue du droit d'appropriation du gibier, nous n'avons pas à faire de distinction parmi les différentes sortes d'animaux sauvages qualifiés gibier.

Lièvre ou belette, grive ou buse, tout animal sauvage est « gibier » devant le droit d'occupation qui le menace.

Ce n'est qu'en ce qui concerne le droit au transport qu'il sera utile de distinguer :

Le gibier propre à l'alimentation.

Le gibier impropre à l'alimentation.

et en ce qui concerne le « *droit de chasser* » qu'il sera nécessaire de séparer :

Les animaux utiles ou inoffensifs.

Les animaux nuisibles ou malfaisants.

Les « bêtes fauves ».

Mais dans notre chapitre concernant le droit à l'occupation du gibier, lorsque nous parlons de gibier, *res nullius*, nous avons en vue tous les animaux sauvages.

(1) Ch. R. 25 mars 1846. D. P. 46.1.95.

Crim. 4 avril 1846. D. P. 46.1.96.

Res nullius. — Le gibier libre est *res nullius*; il n'appartient à personne; il est seulement susceptible d'appropriation.

Ce principe qui nous vient du Droit romain (Dig. L. 1 § 1, De acquirendo rerum Dominio) et peut-être du Droit Naturel, a été suivi dans l'ancien Droit et survit encore puisque le Code en a consacré la tradition par son silence.

L'article 715 qui déclare que la faculté de chasser sera réglée par des lois particulières ne modifie en rien le droit civil; il ne vise que la police de la chasse. Enfin ceux que ne satisferait pas cette confirmation tacite doivent abandonner leurs doutes à la lecture des articles 524 et 564 C. C. (1) qui, reproduisant formellement les exceptions de l'ancien droit, consacrent implicitement la règle existante.

Cette théorie de la *res nullius* a été vivement attaquée et l'est encore plus que jamais par des auteurs et plus souvent par des chasseurs. Faisant appel à des considérations pratiques ou à des raisonnements juridiques, ils cherchent pour la plupart à faire du gibier une « *res propria* » (2).

Certains ont invoqué les art. 539 et 713 du Code Civil pour faire du gibier un bien sans maître, appartenant à l'Etat; mais cette théorie est généralement repoussée (3).

(1) Aux termes de ces articles, les lapins des garennes, comme les poissons des étangs, les ruches, les pigeons des colombiers, sont immeubles par destination, affectés à l'exploitation du fonds, appartenant au propriétaire de ce fonds.

(2) Verzier: *La chasse*, Lyon 1926. Voir sa théorie de l'accession, p. 95 et s.

(3) Art. 539: « Tous les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont

Les auteurs sont d'accord pour affirmer la théorie de la *res nullius* dans notre Droit (Aubry et Rau, Demolombe, Giraudeau, Villequez) et la jurisprudence l'applique constamment (1).

En règle générale les animaux sauvages sont *res nullius*, contrairement aux animaux domestiques *res propriae*.

En règle générale, disons-nous, car il arrive que certains animaux sauvages aient un propriétaire devant la loi, et que certains animaux domestiques soient dans une situation juridique voisine de celle des animaux sauvages à certaines époques et sous certaines conditions.

*Cas où certains animaux sauvages n'ont pas le caractère
de « res nullius »*

Animaux sédentaires. — Certains animaux, d'espèce sauvage, vivent cependant dans la dépendance de l'homme.

abandonnées, appartiennent à l'Etat ».

A. 713 : « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat ».

Si l'on adoptait la théorie qui fait du gibier une chose appartenant à l'Etat, le droit à l'occupation du gibier cesserait d'exister au profit de tous et il faudrait toujours posséder un permis, délivré par l'Administration compétente, pour avoir le droit de s'approprier une pièce de gibier.

(1) Cas. Belgique, 2 juillet 1888. D. P. 89.2.104.

« Les animaux sauvages sortent de la catégorie des *res nullius* ou des *res communes* lorsqu'il ont perdu leur liberté naturelle et sont entrés par un fait certain d'occupation dans le domaine individuel de l'homme ».

Tr. Cor. Wassy, 21 nov. 1922. D. P. 22.5.20.

« Le fait de s'emparer d'un gibier trouvé mort dans une chasse gardée et paraissant abandonné par le chasseur, ne constitue pas un vol, mais un fait d'occupation de *res nullius* ou *derelicta* ».

ils gardent de leur origine sauvage la beauté, la souplesse du corps et la grâce effarouchée des mouvements, tels les daims des parcs, les cygnes des pièces d'eau. S'ils se distinguent de l'animal domestique par le nom et par le rôle d'ornementation qui leur est réservé, ils n'en sont pas moins la propriété de l'homme qui les entretient, les protège et les nourrit. Il en est de même de tous les animaux apprivoisés, des oiseaux de volière et de tous les animaux sauvages prisonniers de l'homme. Vivants, ils sont la propriété de l'homme tant qu'ils sont sous sa dépendance, sous cette seule réserve qu'ils peuvent un jour s'en affranchir par la fuite. Encore l'homme a-t-il en ce cas un droit de revendication tant que l'animal n'est pas encore « ensauvagé », c'est-à-dire tant qu'il n'a pu recouvrer les facultés qui feront de lui un animal sauvage et libre (1).

Pour être *res nullius*, l'animal sauvage doit donc vivre en liberté. Encore faut-il réserver le sort du lapin.

Lapin des garennes. — Un lapin en vaut un autre, pourrait-on croire. Il n'en est rien. Si le lapin de garenne est un gibier que l'on doit considérer communément comme une *res nullius*, il en va tout différemment de son frère le lapin *des garennes* en tout point semblable pourtant, qui est aux termes de la loi une *res propria*, une chose appartenant au propriétaire du terrain sur lequel il vit, et, qui plus est, un immeuble.

Cette particularité résulte de l'énoncé de l'art. 524 et de son corollaire l'art. 564.

(1) Douai, 25 mai 1906. D. P. 1908.5.10.

« Sont immeubles par destination, quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds: ... les lapins des garennes ».

Ainsi dans certains cas les lapins sont des biens appropriés, immeubles attachés au fonds. Il faut de la part du propriétaire l'intention de créer, d'entretenir une garenne, ouverte ou fermée, il faut que la production des lapins constitue une mise en valeur de la terre.

La jurisprudence a été assez avare, quand il s'est agi de reconnaître l'existence de garennes. M. Forgeot (1) soulignant la rareté des décisions qui admettaient l'exception, qualifie cette branche de notre droit de « bois mort ». Les textes ne sont cependant pas lettre morte; ils entrent en vigueur quand l'occasion se présente: c'est ainsi que les tribunaux en ont fait application encore récemment: Caen, 18 mai 1922 (2).

En ce qui concerne le lapin la solution qui en fait une res propria, attachée au sol, est d'ailleurs acceptable, car c'est un animal sédentaire qui naît, vit et meurt sensiblement dans la même zone, sur un espace résérent et qui indique lui-même son domicile: le terrier.

Selon les principes énoncés à l'égard des animaux sédentaires et du lapin des garennes, sorte d'animal séden-

(1) Forgeot: *Les lapins de garenne devant la loi et la jurisprudence*, Paris 1911, p. 34.

Arrêts cités: Cass. Ch. Req. 23 nov. 1846. D. P. 47.1.20.

Cass. Ch. Req. 29 août 1889. D. P. 90.1.432.

(2) D. P. 23.2.135.

taire, le fait de s'emparer de l'un d'eux est un vol et est poursuivi comme tel (1).

On peut se demander si le vol est susceptible de s'accompagner d'un délit de chasse. On doit considérer que lorsqu'il y a vol, c'est-à-dire appréhension d'un animal domestique, apprivoisé ou de lapins des garennes appartenant à autrui, ce délit exclut le délit de chasse qui ne vaut que pour la poursuite et la capture des animaux sauvages libres à l'état de res nullius.

• Mais nous pensons qu'il pourrait y avoir délit de chasse de la part du voleur pour avoir été surpris en attitude de chasse sur le terrain d'autrui, peu importe l'intention, et même la bonne foi (douteuse en ce cas) de celui qui est ainsi surpris, l'infraction étant contraventionnelle.

Pigeons. — Nous avons dit que contrairement aux animaux sauvages, les animaux domestiques étaient en règle générale des res propriae; ils ne sont pas par conséquent l'objet d'acte de chasse.

Mais une certaine catégorie d'animaux domestiques mérite de retenir notre attention, car ils font l'objet d'une réglementation spéciale. Ils peuvent être quelquefois confondus avec des animaux sauvages et ils ont à certains moments une condition juridique voisine de celle des animaux sauvages quant à leur destruction et leur appropriation. Ce sont les pigeons de colombier.

Selon les art. 524 et 564 du Code Civil que nous venons de citer à propos des lapins, les pigeons de colombier sont immeubles par destination et appartiennent au propriétaire

(1) Crim. 3 avril 1903. D. P. 1907.5.8.

« On doit voir un délit de vol et non un délit de chasse dans le fait de soustraire frauduleusement des lapins dans un enclos de 10 ha que son propriétaire a fait entourer d'une grille continue dans le but d'y élever les dits lapins pour la vente ».

du colombier, qu'il les y ait placés lui-même, ou qu'ils s'y soient fixés de leur propre mouvement.

La loi du 4 avril 1889 (art. 4 et 7) qui reconnaît implicitement leur caractère de chose privée, permet cependant aux agriculteurs de se défendre contre les dégâts que les pigeons causent à leurs récoltes. Ils ont le droit de les tuer « sur le lieu et au moment du dégât » (1), mais à la condition de les laisser sur place, sans se les approprier. C'est là un cas de défense de la propriété, de légitime défense, indépendamment de l'action en réparation qui existe contre le propriétaire des animaux.

Mais il est un cas où cette même loi reconnaît un droit beaucoup plus étendu au cultivateur (art. 7). « Pendant le temps de la clôture des colombiers (2), les propriétaires et les fermiers peuvent tuer *et s'approprier* les pigeons qui seraient trouvés sur leur fonds, indépendamment des dommages-intérêts et des peines de police encourues par les propriétaires des pigeons ».

A la lecture de ce texte il semble qu'en période de fermeture des colombiers, on doive regarder les pigeons comme des animaux sauvages, par conséquent res nullius pouvant faire l'objet d'appropriation par occupation, opinion corroborée par les termes du rapport au Sénat, sur la loi précitée, de Monsieur Ribière, selon lequel dans le cas qui nous intéresse les pigeons « quelle que soit leur espèce, bi-

(1) Il est à noter que le propriétaire qui répandrait sur son terrain des grains empoisonnés, se rendait coupable du délit prévu par l'article 12-5° de la loi du 3 mai 1844 relative à la police de la chasse.

Cas. 25 nov. 1910. S. 1913.1.418.

(2) Fixée par arrêté préfectoral.

sets, de volière ou de fantaisie, doivent être considérés comme des animaux sauvages et nuisibles » (1).

Il est cependant impossible en réalité de soutenir que les pigeons en liberté dans la campagne pendant la période de clôture des colombiers sont des animaux sauvages assimilables au gibier: en effet, d'une part la loi précise que les propriétaires des pigeons restent tenus des dommages causés par ceux-ci. Par conséquent ils demeurent la propriété de leur maître même en leur état de liberté, propriété souvent vérifiable grâce au procédé qui consiste à munir de bagues les volatiles.

D'autre part, les propriétaires ou fermiers ne peuvent les tuer et se les approprier que sur leur fonds. Sur tout autre terrain ils commettraient une infraction, un vol, et non un délit de chasse. « La chasse s'applique à la recherche, poursuite, capture d'un animal sans propriétaire et vivant à l'état de liberté absolue » (2).

« La chasse en principe ne peut avoir pour objet que la recherche ou la capture d'animaux sauvages considérés *res nullius* et susceptibles d'appropriation par occupation » (3). En l'espèce les pigeons des villes, logeant dans les bâtiments publics, nourris par la population ne sont pas regardés comme gibier, *res nullius*.

Bref, malgré quelques particularités de législation concernant les pigeons de colombiers, la solution n'est pas douteuse: le pigeon de colomnier n'est jamais un gibier, *res nullius*.

(1) Voir: D. P. 1889.4.36.

(2) Dijon, 30 janvier 1924. D. H. 24.321.

(3) Dijon, 12 octobre 1927. S. 1928.2.7.

Tout au plus peut-il le devenir lorsqu'ayant déserté complètement les habitations que lui ménage l'homme, il vit à l'état libre et sauvage, comme le pigeon ramier.

Il est une catégorie de pigeons, les pigeons voyageurs, dont la vie est particulièrement protégée (1). Des peines spéciales frappent ceux qui les détruisent ou tentent de les détruire. Mais remarquons que ce délit (contrairement aux délits de chasse), pour être consommé, nécessite une intention, c'est-à-dire qu'il peut être excusé par la bonne foi (2).

L'occupation. — Après avoir étudié à quels animaux s'appliquait le terme de gibier et avoir rappelé le caractère juridique de *res nullius* qui y est attaché, nous allons examiner le moyen de se l'approprier : l'occupation.

« L'occupation est un moyen d'acquérir la propriété d'une chose par le seul fait de l'appréhension de cette chose, dans l'intention de se l'approprier » (3).

Seul mode d'acquisition des « *res nullius* », ce droit est un droit naturel reconnu à tous dont l'indépendance est complète vis-à-vis des règles concernant la police de la chasse, bien qu'en fait l'occupation du gibier ait généralement lieu à l'occasion d'un acte de chasse. Mais il ne faut jamais oublier que dans notre législation on peut toujours

(1) Lois du 22 juillet 1896, 4 mars 1898, 18 février 1927.

(2) Jugé que le délit de destruction de pigeons voyageurs visé par les lois du 22 juillet 1896 et 4 mars 1898 n'est pas établi contre un particulier ayant tué un pigeon voyageur, mais ignorant ce caractère, parce que le tireur n'avait pu discerner avoir affaire à un pigeon voyageur et n'avait pas eu par conséquent d'intention délictueuse.

Crim. 19 nov. 1926. D. P. 1928.1.112.

(3) Aubry et Rau : Cours de Droit Civil français, 5^e édition, p. 359

Voir aussi : Demolombe, *Cours de Code Napoléon*, T. 10, n° 176.
Giraudeau, Lelièvre, Soudée : *La chasse*, Paris 1882, n° 1313.

s'approprier un gibier quelconque dans quelque circonstance que ce soit.

La question de savoir si l'on est coupable d'un délit est une autre affaire: elle ressort du domaine de la réglementation de la chasse. •

Peu importe que mon acte d'occupation s'accompagne d'un acte de chasse pouvant être illicite, l'occupation, elle, est toujours licite et produit son effet civil.

Je deviens propriétaire du gibier par le seul fait de l'appréhension volontaire, que je commette un délit de chasse ou non:

Par exemple je tue et je prends un gibier, sans permis de chasse, ou en période de fermeture de la chasse ou à l'aide d'engins prohibés. Je commets un délit de chasse, infraction au « *droit de chasser* », ainsi que nous l'avons défini; mais je reste cependant propriétaire du gibier. Il ne peut m'être revendiqué. Pour qu'il en soit ainsi il faudrait admettre que le gibier fait partie des biens sans maître (art. 713 C. C.) et appartient par conséquent à l'Etat. Dans ce cas l'Etat par la délivrance d'un permis, me céderait en même temps le droit d'occupation du gibier et le droit de chasser. C'est l'opinion que paraît adopter M. Labiche (1): « Le droit de chasse appartient à l'Etat et non aux propriétaires, il le concède aux particuliers moyennant le paiement d'un permis de chasse délivré par l'autorité administrative ». Cette conception n'est pas exacte: en droit français le gibier est *res nullius*; il n'appartient pas à l'Etat d'une part. D'autre part le droit de chasse, droit de poursuivre le gibier sur un terrain déterminé appartient au propriétaire de ce terrain et non à l'Etat.

(1) Labiche: *De la nature du droit de chasse*, 1909, p. 115.

L'autorité administrative accorde bien par la délivrance du permis un droit, le droit de mettre en œuvre les procédés de chasse autorisés, celui que nous avons appelé pour le reconnaître « *droit de chasser* », mais elle ne confère aucun « *droit de chasse* », droit du propriétaire sur son fonds, ni aucun « *droit d'occupation du gibier* ».

Celui-ci appartient à toute personne sans réserve et sans condition; la doctrine (Aubry et Rau, Colin, Demolombe), comme la jurisprudence reconnaissent ses effets civils chaque fois qu'il s'exerce, même accompagné d'un délit de chasse: Cas. Belgique, 2 juillet 1888 (1).

« Il importe peu que les actes de recherche et de poursuite qui ont précédé l'appréhension soient qualifiés délit par les lois relatives à la police de la chasse, cette circonstance ne pouvant avoir pour effet de modifier les conséquences civiles que l'acte d'occupation même doit avoir au point de vue de l'établissement de la propriété privée sur des animaux sauvages ».

Ce texte est extrêmement net.

Une solution contraire est adoptée par les législations qui reconnaissent la propriété du gibier à l'Etat ou au propriétaire du sol sur lequel il a été tué (Hollande, Roumanie, Allemagne, Angleterre). Dans ces pays l'acte d'occupation, délictueux, ne produit pas d'effets civils, conformément au principe qu'on ne peut tirer profit d'un délit. Celui qui commet un délit en prenant un gibier n'en devient pas propriétaire.

En France aurions-nous consacré une exception à ce principe pratiqué avec raison?

(1) D. P. 89.2.104.

On pourrait le croire car pratiquement on aboutit à un résultat quasi identique qui est l'objet de bien des critiques. Mais juridiquement le principe est sauf: Tandis que dans les législations que nous venons de nommer l'acte d'occupation lui-même est dans certains cas considéré comme délictueux, en droit français l'acte d'occupation n'est jamais délictueux. Rien ne l'empêche donc de produire ses effets civils normaux.

Et quand Monsieur Belan (1) écrit : « Un acte même délictueux d'occupation n'en est pas moins un acte d'occupation, et susceptible à ce titre de transférer la propriété », le but auquel il tend, c'est-à-dire montrer que tout acte d'occupation quel qu'il soit a un effet civil certain, est à approuver pleinement, mais sa façon de s'exprimer est à critiquer: Un acte d'occupation de res nullius n'a jamais le caractère délictueux en droit français. Ce caractère ne peut affecter que l'acte de chasse qui l'accompagne, ou le précède généralement.

C'est ce qui explique la situation paradoxale à certains égards du braconnier, qui condamné pour délit de chasse n'en reste pas moins propriétaire du gibier qu'il a capturé en délit.

Même en chassant sur le terrain d'autrui je m'approprie le gibier que j'y appréhende. Je commets un délit certes, puisque je ne possède pas le « *droit de chasse* » sur le terrain, mais je garde mon aptitude à l'appropriation du gibier, car celui-ci n'appartient en aucun cas au propriétaire du sol, qui n'est jamais fondé à le revendiquer.

(1) Belan : *De la propriété du gibier tué, blessé ou poursuivi*, ch. II.

« Le droit de chasse ne confère pas à celui qui le possède la propriété du gibier, qui même apporté par le propriétaire ne reste pas nécessairement attaché au territoire de chasse et demeure par nature *res nullius* » (1).

En pareil cas, le titulaire du droit de chasse ne peut réclamer à l'auteur du délit ni le gibier, ni sa valeur.

Il peut seulement lui demander des dommages et intérêts pour atteinte à son « *droit de chasse* », accessoire de sa propriété (2), indépendamment des dommages dont aurait pu souffrir sa propriété.

La législation française reconnaît à tous le droit d'occupation du gibier, sans imposer la nécessité de posséder ni le « *droit de chasse* », ni le « *droit de chasser* ». C'est un droit civil indépendant.

La difficulté de le distinguer vient de ce qu'il ne s'exerce généralement qu'à l'occasion d'un fait de chasse pour lequel la loi a prescrit l'observation d'un certain nombre de règles.

Mais il peut quelquefois s'exercer en dehors de tout acte de chasse, et l'appropriation du gibier sans fait de chasse, n'est pas répréhensible.

Je peux ramasser un gibier tué, mort ou abandonné, me l'approprier sans commettre quelque délit que ce soit :

(1) Paris, 23 juin 1904. D. P. 1905.2.9.

(2) Paris, 12 avril 1924. D. H. 1924.400.

Un sanglier ayant été tué dans un bois, « le propriétaire du bois n'est pas qualifié pour réclamer le prix de l'animal tué et ne peut prétendre qu'à la réparation du préjudice qui lui est causé par le fait de chasse ». Le délinquant a causé un dommage au droit de chasse du propriétaire, mais celui-ci ne peut revendiquer une chose ou la valeur d'une chose qui ne lui a jamais appartenu et appartient au premier occupant.

sur un terrain après une chasse, au bord d'une route, ou d'une ligne de chemin de fer, sous une ligne de fils électriques, au bord d'un fleuve ou de la mer, aux alentours d'un phare,

« Ne constitue pas un délit de chasse sans permis le fait de ramasser à la main des canards sauvages, qui, après avoir été roulés par les vagues de la mer sont arrivés sur le rivage déjà morts, ou dans un état d'anéantissement tel qu'il se laissent prendre sans résistance » (1).

« Le fait de s'emparer d'un gibier trouvé mort dans une chasse gardée et paraissant abandonné par les chasseurs ne constitue pas un vol, mais un fait d'occupation de res nullius ou derelicta. Ce fait ne constitue pas davantage un fait de chasse, si l'occupant n'a pas volontairement occasionné la mort de la bête » (2).

Remarquons cette particularité: il faut que le gibier soit mort ou inerte. En effet à partir du moment où je poursuis un gibier vivant, si je le capture ou si je le tue, je deviens outre un simple citoyen apte à exercer un droit naturel, un véritable chasseur, j'accomplis un acte de chasse en même temps qu'un acte d'occupation et il me faut satisfaire aux lois sur la police de la chasse.

Mais en règle générale les lois de police de la chasse ne modifient en rien le droit à l'occupation et ses effets.

Néanmoins en ce qui concerne le transport du gibier la loi de 1844 (modifiée 1^{er} mai 1924) a. 4, al. 1, 2, 3, a formulé quelques restrictions qui limitent pratiquement les effets du droit d'occupation, par la saisie du gibier tué en

(1) Bordeaux, 28 mai 1918. D. P. 1919.2.7.

(2) Wassy, 21 novembre 1922. D. P. 1922.5.20.

temps prohibé et du gibier tué à l'aide d'engins prohibés en tout temps (1). Mais ce n'est pas là une exception au droit d'occupation lui-même puisque la loi dit que le gibier sera « saisi » et immédiatement livré à l'établissement de bienfaisance le plus voisin, en vertu soit d'une ordonnance du juge de paix, soit d'une autorisation du maire. Le gibier est « saisi ». Il n'y a pas d'exception à la règle de l'occupation, mais confiscation au profit de la collectivité d'un bien acquis à l'occasion d'un délit, confiscation opérée lors de la mise en circulation de ce bien.

Pour acquérir la propriété du gibier, il faut et il suffit qu'on lui ravisse sa liberté, qu'on s'en empare en le capturant, en le tuant ou en le blessant mortellement.

Si la règle est simple, son application prête cependant à des difficultés; c'est que l'occupation est constituée la plupart du temps par un ensemble de faits successifs; il faut par exemple: tirer un coup de feu, tuer le gibier, le chercher et le ramasser; ou bien tendre un piège, arrêter le gibier à l'aide de ce piège et s'en emparer.

Sera-t-il toujours nécessaire d'opérer l'ensemble de ces actes pour créer l'occupation? ou certains de ces actes sont-ils déterminants?

C'est ici qu'il est nécessaire de préciser le sens de la règle qui décide que tout fait d'appréhension du gibier res nullius donne un titre de propriété à celui qui l'effectue.

On décidera, conformément à la jurisprudence, que le fait déterminant d'occupation qui met l'animal sauvage sous la dépendance de l'homme suffit à créer l'occupation.

(1) Voir *infra* à Transport du gibier.

En un mot : devenir propriétaire d'un animal sauvage, c'est lui ravir sa liberté.

Quel que soit le procédé employé, dès que l'animal est privé de sa liberté, il devient la chose de son maître. Le changement de condition est assez semblable à celui de l'homme tombant en esclavage. L'être libre qui ne connaissait d'autre guide que son instinct, d'autre limite à ses mouvements que la force de ses muscles, vaincu dans sa course ou dans sa ruse, devient par sa défaite la « chose » de son vainqueur ; vivant ou mort il devient la propriété de celui qui l'arrête.

Ainsi le fait de tuer un animal avec l'intention de se l'approprier constituera un titre suffisant à l'occupant. De même le fait de le blesser mortellement, à condition « que la blessure ait mis l'animal dans l'impossibilité d'échapper au chasseur ». Enfin le seul fait d'arrêter un animal dans sa course donnera le titre de premier occupant : Le lapin qui passe la tête dans un collet entre dans le patrimoine du braconnier... le renard qui succombe au piège n'est plus qu'une fourrure appartenant au piéteur... et pourtant, sans avoir recours aux soins secourables du Rat de La Fontaine, l'animal peut encore par ses efforts ou par ses sacrifices se libérer de l'emprise qui le retient. Le lacet, le piège peuvent céder, la blessure peut n'avoir qu'un effet passager. Et si l'animal parvient à se libérer il reprend le caractère de gibier sans maîtres. Pourquoi dans ces conditions reconnaître un droit aussi exclusif au premier occupant ? Est-ce générosité envers le malheureux gibier afin de lui réserver une chance de salut ? Non certes. Le titre de propriété qui pèse sur lui, excluant tout droit d'occupation nouveau ne vaut que pour

protéger le droit du premier occupant, au regard des droits que des occupants postérieurs pourraient prétendre.

Vis-à-vis des autres hommes le premier occupant, celui qui a arrêté le gibier dans sa course, qui lui a ravi sa liberté, même temporairement, est considéré comme le propriétaire et le seul propriétaire de ce gibier. Le juge préfère et protège cet acte d'occupation déterminant par rapport aux actes secondaires d'occupation qui n'ont pas le mérite de l'initiative et qui sont nécessairement subordonnés au premier. Le droit du premier occupant, sanctionné à l'égard des tiers par le délit de vol, a la valeur d'un droit d'occupation complet. La seule fragilité réside en ce fait que son objet, le gibier, garde la possibilité de s'échapper jusqu'à ce que l'occupation soit parfaite par la prise de possession effective.

En règle générale donc, dès que le gibier sera arrêté dans sa course, privé de liberté, il y aura prise de propriété au profit de celui qui aura mis en œuvre les moyens de capture, ou, si l'on préfère, commencement d'appropriation, excluant toute occupation étrangère et préparant l'occupation définitive que réalisera l'appréhension matérielle (1).

En conséquence du principe énoncé : le chasseur qui tue un gibier sur sa propriété, peut aller le ramasser sur le terrain d'autrui ou se le faire rapporter par son chien. L'acte principal emporte l'accessoire. De même peut-il revendiquer la propriété de tout gibier sur lequel il a exercé un acte déterminant d'occupation et poursuivre le tiers qui s'en em-

(1) Il peut se faire que l'occupation soit réalisée par les chiens d'une meute sur le terrain d'autrui, sans qu'il y ait délit de la part du propriétaire des chiens. Selon les règles de l'occupation celui-ci acquiert la propriété du gibier capturé par ses chiens sans être coupable de délit de chasse. Résultat curieux : les chiens représentent le maître au civil, et non en matière pénale.

parerait dans ces conditions, ce dernier étant coupable de vol.

Mais en aucune circonstance le chasseur qui se prévaut du droit de premier occupant ne devra abandonner son droit de suite, c'est-à-dire que pour conserver le privilège de son titre, il devra manifester l'intention de parfaire son occupation par l'appréhension matérielle du gibier ; sinon il est censé renoncer à l'occupation entreprise, ce qui rend aux tiers la faculté d'exercer leur droit à leur tour.

Cas particuliers d'occupation. — La règle générale sur l'occupation étant établie, il faut néanmoins examiner certains cas où elle ne s'applique pas strictement avec l'automatisme que nous lui avons reconnu.

Il ne s'agit pas ici, dans un ouvrage qui a pour but l'examen objectif du droit actuel en matière de chasse et d'appropriation des animaux sauvages de mentionner des articles d'un code de civilité en matière de chasse. Le droit doit être dominé par des principes, doit suivre des règles générales applicables en toutes circonstances et à toutes personnes. Les convenances en matière de chasse, comme en toute autre matière, échappent à la réglementation parce qu'elles sont faites de nuances et de finesses qui s'expliquent difficilement et ne se prouvent guère. Sous la pression des faits le droit tend à se rapprocher le plus possible des solutions équitables et s'il ne satisfait pas toutes les parties, c'est que dans la lutte non seulement des intérêts, mais des droits individuels, des sacrifices sont exigés. Des questions délicates restent sans solution (enclaves, tir devant les chiens d'un tiers...).

En étudiant les cas particuliers d'occupation nous n'avons pas en vue les exceptions volontairement consenties

aux règles de l'occupation, par souci de politesse ou pour des raisons diverses, nous ne visons que les exceptions adoptées dans les sociétés de chasse et consacrées par la jurisprudence des tribunaux.

Cette question devient de plus en plus importante avec le développement de ces groupements. La chasse en de nombreuses circonstances n'est pas un acte individuel : elle est le fait de plusieurs chasseurs qui s'unissent dans la recherche du gibier, dans sa poursuite et fréquemment dans sa capture (chasse en ligne, chasse en battue...).

Le chasseur qui tue un animal dans ces conditions profite de la collaboration des autres, du moins certainement en ce qui concerne la recherche. Aussi la plupart des sociétés de chasse ont établi des règlements intérieurs dans leurs statuts qui déterminent les conditions de partage du gibier entre les sociétaires et invités. Ces conventions particulières lient non seulement ceux qui s'y sont soumis par leur signature ou leur acceptation, mais aussi les invités qui sont appelés à pratiquer la chasse sur le terrain de la Société et qui sont présumés avoir accepté le règlement fixant le mode d'appropriation et de distribution du gibier. Dans ces cas l'occupation, conséquence d'un ensemble de faits particuliers a un effet collectif au profit de l'association.

Il a été jugé (1) qu'un invité doit se soumettre aux règles d'une société de chasse pour le partage du gibier, en l'espèce un cerf : « que X n'ignorait pas que Y qui l'invitait faisait partie de cette société, qu'en acceptant cette invitation il s'est soumis aux règles adoptées » à « l'usage, conforme, d'après de nombreuses attestations, à la pratique suivie dans toute la région. »

(1) Cas. Req. 5 avril 1927. S. 1927.1.184. G. P. 1927.2.14.

Il ne s'agit pas de courtoisie, mais bien d'une convention, écrite, verbale ou tacite qui lie les parties.

La Cour de Poitiers qui avait précédemment eu à juger cette affaire, donnait comme motif dans son arrêt (1) que la règle d'occupation ne pouvait jouer, qu'il s'agissait de « rapports qui relèvent avant tout de la politesse et de la courtoisie, que l'invité ne peut raisonnablement prétendre qu'aux droits que l'invitant veut bien lui concéder, qu'il ne saurait en tout cas en avoir plus que l'invitant lui-même. »

La Cour de Cassation, laissant le premier motif de côté, reconnu avec raison la validité du second, à savoir que l'invité en acceptant l'invitation s'était soumis aux règles adoptées par la société quant à la propriété et au partage du gibier.

Les règles de l'occupation subissent donc des modalités particulières lorsqu'il s'agit de chasse dans le sein d'une association de chasseurs ou société de chasse. Mais la règle générale reste intacte : le gibier appartient à celui qui le capture avec l'intention de se l'approprier. Dans le cas que nous venons d'étudier on peut même dire qu'il n'y a pas à proprement parler exception à la règle de l'occupation : il y a plutôt un fait d'occupation collective accompli à l'occasion d'un acte de chasse collectif.

S'il y a un acte indispensable de la part du chasseur qui tue ou blesse mortellement le gibier et si cette intervention adroite est sanctionnée par des honneurs, par des trophées ou par des privilèges particuliers selon les coutumes de l'association, il n'en reste pas moins un droit de propriété

(1) Poitiers, 17 déc. 1924. G. P. 1925.1.167.

par occupation au profit du groupe qui a organisé la chasse, qui y a participé et a contribué au résultat final.

Cette idée, dont les applications iront croissantes avec l'organisation des sociétés de chasse, est en même temps qu'un progrès pour l'exploitation de la richesse nationale que constitue le gibier, un palliatif utile aux règles parfois un peu trop individualistes de l'occupation.

CHAPITRE II

Le droit au transport du gibier

De l'état de liberté, de la condition de *res nullius*, le gibier est passé sous la domination de l'homme, est devenu sa propriété, *res propria*.

L'acte d'occupation a-t-il eu pour effet une transformation complète qui ferait tout à coup d'un animal sauvage un objet entrant dans la catégorie des meubles, soumis à ce titre à leur réglementation et rien qu'à celle-ci? La transformation n'est pas aussi radicale. Le gibier garde certaines particularités même quand il est approprié et il est utile que la loi intervienne pour réglementer l'acte qui suit obligatoirement l'occupation : c'est-à-dire le transport.

Que le gibier appartienne à un chasseur ou à un particulier, qu'il ait été pris à l'occasion d'un délit de chasse ou non, peu importe : le gibier ne se consomme pas sur place. la question du transport se pose nécessairement dès que l'occupation est accomplie. Le transport commence immédiatement après l'occupation ; c'est pourquoi les lois sur la police de la chasse s'en occupent. Pour ces deux raisons nous l'étudierons dans notre ouvrage, mais surtout parce que la loi a usé de la réglementation du transport du gibier pour atteindre indirectement un certain nombre d'actes délictueux qui échappent à la police de la chasse.

En même temps que le transport la loi réglemente le colportage et la vente du gibier (1). L'étude en est par con-

(1) Le réglementation est identique sauf sur un point.

Le transport du gibier vivant en temps d'ouverture sans permis de transport est seul sanctionné. Art. 11, 6°, loi de 1844.

séquent utile à divers points de vue, non seulement pour le braconnier, mais pour le chasseur heureux (exploitation de chasse, transport, vente d'un département à l'autre, achat de gibier d'élevage vivant) comme pour le chasseur malheureux, au soir d'une bredouille...

Nous étudierons le Transport du gibier vivant.

le Transport du gibier mort.

Transport du gibier vivant — La loi subordonne le droit de transporter le gibier vivant en temps d'ouverture de la chasse à l'obtention d'un « *permis de transport* » délivré par le directeur général des eaux et forêts ou par le conservateur des eaux et forêts du lieu d'origine du gibier ou par leurs délégués (Loi de 1844, modifiée 1924, art. 4. al. 6^o (1)).

Les sanctions de cette obligation sont : en période d'ouverture de la chasse, une amende de 50 à 200 fr. (art. 11, 6^o). En période de fermeture, une amende de 100 à 500 francs, et facultativement un emprisonnement de 6 jours à 2 mois; le gibier devant être en outre saisi suivant la disposition de l'art. 4 (al. 1 et 3) et relâché selon l'opinion générale conforme à l'esprit de la loi (2).

Le permis de transport est toujours obligatoire lorsqu'il s'agit de transporter le gibier vivant. La règle est simple, mais il est nécessaire pour éviter des erreurs de préciser le

(1) Le demande du permis de transport doit indiquer le nombre et l'espèce des animaux à transporter, le motif de l'envoi, le mode de transport, le lieu de destination. Elle est accompagnée d'un certificat du maire de la commune attestant que le gibier ne provient pas du braconnage.

Baudouin, Radot, Sire : *Conseils aux Gardes*, Paris, 1925, p. 324.

(2) Décision ministérielle. *Bull. Min. int.*, 1846, p. 81.

sens du mot gibier, et accessoirement l'interprétation du mot transport.

Interprétation du mot gibier en ce qui concerne le transport du gibier vivant. — Lorsque nous avons rencontré le mot gibier dans le chapitre visant le droit à l'occupation du gibier, nous l'avons défini : « l'ensemble des animaux sauvages vivant à l'état de liberté ». Il serait naturel qu'il ait la même signification en ce qui concerne le droit au transport, matière aussi voisine de la précédente ; hélas, il n'en est rien. Bien que logique, cette solution n'est pas consacrée : Il faut entendre le terme gibier dans un sens à la fois plus restreint et plus étendu :

D'une part :

Il faut soustraire du gibier dont le transport est soumis à la nécessité du permis de transport tous les oiseaux de plaisirs, tels que serins, chardonnerets, linots, etc... et surtout toute la catégorie des animaux sauvages non comestibles. Le juriste adopte le langage du marchand ; nous verrons à l'occasion de l'étude du transport du gibier mort que la doctrine et la jurisprudence s'accordent à ne considérer comme gibier que les animaux sauvages dont la chair est bonne à manger. Il faut admettre que la même restriction affecte le terme gibier alors qu'il s'agit du transport du gibier vivant. Avant la loi du 1^{er} mai 1924 les auteurs (Girardeau, Berriat, Championnière) ne distinguaient pas entre le gibier vivant et le gibier mort. Aucune décision de jurisprudence n'est intervenue depuis cette loi ; mais nous croyons qu'en réglementant plus rigoureusement le transport du gibier vivant elle n'a principalement visé que la protection du gibier comestible.

Inversement il faut entendre par « *gibier* » non plus seulement les animaux sauvages vivant en liberté, *res nullius*, mais aussi le « *gibier d'élevage* ».

L'interdiction de transporter le gibier vivant sans autorisation s'étend à tout animal d'espèce sauvage, capturé sauvage ou élevé ; dans un but de protection des espèces car il est à peu près impossible de reconnaître un gibier né sauvage d'un gibier élevé ; permettre le libre transport des animaux d'espèce sauvage, élevés, serait faciliter la fraude quant au transport du gibier sauvage ; ce serait contraire à l'esprit de la loi du 1^{er} mai 1924 qui a subordonné le transport du gibier vivant en temps d'ouverture à l'obtention d'un permis et augmenté les mesures de protection (1).

Cette conception a été affirmée dans un arrêt important de la Cour de Riom (2) :

Il s'agissait de vente de perdrix et d'un levraut d'élevage. Les défendeurs soutenaient que les animaux élevés par eux ne pouvaient être considérés comme gibier, qu'ils étaient *res propriae* et qu'ils n'étaient par conséquent pas soumis à la nécessité du permis de transport. Le Tribunal de Riom (30 octobre 1929) accepta cette thèse. Il n'y avait aucun doute, les animaux étaient *res propriae* : en conséquence le tribunal considéra que le permis de transport n'était pas nécessaire et relaxa les prévenus. Mais la Cour, laissant de côté la question de savoir si les animaux étaient

(1) *J. O.*, 27 nov. 1923, p. 1719. Discussion de la loi au Sénat. M. Berthoulat : « Nous faisons une loi sur la chasse et dans l'intérêt de la chasse ».

(2) Riom, 15 janvier 1930. *D. P.* 1930.2.177.

ou non des produits d'élevage (peu importe puisque dans un cas comme dans l'autre, les animaux étant appropriés, étaient des *res propriae*) porta la question sur le terrain du sens à donner au mot « gibier » dans le texte qui impose le permis de transport pour le gibier vivant, et elle reconnut qu'il fallait entendre par « gibier vivant » : « tout animal vivant, gibier de sa nature, c'est-à-dire même l'animal momentanément capturé ou domestique, mais qui recouvre ce caractère dès l'instant que, détenu, procuré ou élevé en vue de la chasse, il est vendu et transporté pour être mis en liberté et devenir la proie du chasseur. »

Les animaux sauvages, vivants et libres, *res nullius*, deviennent *res propriae* quand ils cessent d'être libres; mais tant qu'ils sont vivants, ils gardent une aptitude à reprendre leur liberté et leur caractère de *res nullius* ; c'est peut-être cette idée qui permet d'élargir la notion de gibier quand il s'agit de transport de gibier vivant en même temps que la nécessité de protéger les espèces en évitant une distinction impraticable et néfaste. Nous préférons ces raisons au motif principal donné par l'arrêt : la notion de gibier irait s'élargissant depuis 1844 par les réformes de 1911 et 1924 ; c'est pourquoi il faudrait étendre le terme de gibier aux animaux d'élevage d'espèce sauvage.

Mais nous approuvons la critique de ce motif, inscrite en note par M. Savatier, Professeur à la Faculté de Poitiers ; la loi de 1911 n'a guère étendu la notion de gibier ; elle a étendu la protection, réservée au gibier, aux couvées et portées, dans l'intérêt de la chasse. La loi de 1924 a augmenté la protection du gibier en exigeant le permis pour le transport du gibier vivant en temps d'ouverture. Les lois de 1911 et 1924 ont étendu la protection du gibier, mais non la

notion de gibier en général : on entend toujours par gibier *res nullius*, susceptible d'occupation les seuls animaux sauvages vivant à l'état de liberté.

M. Savatier critique les raisons données par la Cour, et il critique même la solution, souhaitant que le transport du gibier d'élevage, soit exempt de la nécessité d'un permis de transport, ajoutant que cette exemption sera favorable aux intérêts de la chasse.

A cet égard nous ne croyons pas qu'elle soit favorable car l'absence de contrôle concernant le transport du gibier d'élevage permettrait le transport de tout gibier vivant et la fraude des braconniers et recéleurs dont la besogne serait facilitée par la confusion.

A un autre point de vue cette solution serait contraire à l'intention des lois de 1911 et 1924 qui tendent à développer l'application des formalités prescrites.

Nous nous rallions à la jurisprudence quant au résultat : la loi a disposé d'une façon générale en imposant le permis de transport à l'égard de tout animal d'espèce comprise dans la catégorie de gibier.

Lorsqu'il s'agit de gibier, *res nullius*, susceptible de faire l'objet d'un acte d'occupation, il est question des animaux sauvages vivant à l'état de liberté.

Lorsqu'il s'agit de gibier vivant, susceptible de faire l'objet d'un transport, il faut entendre par le mot gibier, les animaux comestibles d'espèce sauvage.

Les animaux comestibles seulement, car ce sont ceux-là surtout que la loi cherche à protéger en réglementant leur transport ; mais peu importe qu'ils soient d'origine champêtre ou domestique, du moment qu'ils sont aptes à vivre à l'état sauvage et libre.

Oeufs, Couvées et Portées. — Nous avons vu à quelles sortes de gibier la jurisprudence appliquait les dispositions de la loi de 1844, modifiée 1924, relatives au transport du gibier vivant. En examinant les textes nous sommes tentés de nous demander à partir de quel âge le gibier s'y trouve soumis. En effet, des dispositions spéciales visent les œufs, couvées et portées ou petits des animaux, sauf de ceux déclarés nuisibles par les arrêtés préfectoraux.

Interdiction en temps de fermeture de les prendre, transporter, vendre... (art. 4, al. 7), sanctionnée par l'art. 11, 4°, la loi punissant le transport illégal du gibier vivant distingue le temps de l'ouverture (art. 11, 6°) et le temps de la fermeture (art. 12, 4°). Quand il s'agit de l'interdiction du transport des couvées et portées, la loi ne parle que du temps de fermeture (art. 11, 4°) (1).

Aucune disposition ne vise la prise, le transport des œufs, couvées et portées en période d'ouverture. Doit-on en conclure que ces actes sont licites pendant ce temps?

C'est peu protéger le gibier en herbe et c'est peu probablement l'intention de la loi.

Certains diront qu'une disposition visant le temps d'ouverture est inutile, qu'à cette époque il n'y a pas de nids et pas de couvées. C'est vrai ; l'absence de réglementation a peu d'inconvénient à ce sujet ; cependant restent les portées ou petits d'un certain nombre d'espèces qui peuvent être capturés en temps d'ouverture. Peut-on les prendre et les transporter?

Nous pensons que la meilleure solution est de les assimiler au gibier vivant adulte dont le transport est protégé

(1) Il se trouve que la destruction, prise ou transport d'œufs, couvées et portées est punie moins sévèrement (art. 11) que le transport du gibier vivant en période de fermeture (art. 12).

et réglementé en période d'ouverture et ainsi sera résolue en même temps la question de savoir à partir de quand une portée devient du gibier.

Nous aboutissons toutefois à ce résultat peu satisfaisant : si leur transport est soumis à la règle du permis de transport, leur prise ou destruction n'est sanctionnée par aucun texte en temps d'ouverture.

Solution néfaste pour la protection des jeunes animaux. Quant aux œufs ou couvées, nous avons dit qu'en pratique la question de leur prise ne se posait qu'en période de fermeture où elle est interdite et punie.

Il y a cependant à cette règle une exception art. 4, al. 8.

« Les détenteurs de droit de chasse et leurs préposés auront le droit de recueillir pour les faire couvrir les œufs mis à découvert par la fauchaison ou l'enlèvement des récoltes. »

Dans ce cas l'interdiction est levée ; il n'y a pas d'intention délictueuse et pour sauver les œufs leur prise est autorisée en temps de fermeture. Les œufs devront être transportés obligatoirement du champ à la ferme et on pense qu'il n'y aura pas besoin de permis de transport pour cet acte ; « recueillir les œufs » doit comprendre la prise et le transport en lieu sûr. Mais il n'en sera pas de même lorsque les œufs se seront transformés en volatiles. A ce moment ils seront soumis à la règle générale qui exige du tranposteur le permis de transport tant pour le gibier d'éle-transporteur le permis de transport tant pour le gibier d'éle-

Ce cas particulier nous amène à faire mention d'une exception à la nécessité du permis de transport : art. 9, al. 11.

(1) Voir *supra*, p. 42.

« Ils (les préfets) pourront en outre autoriser individuellement les propriétaires ou leurs ayants-droit, à capturer, même en temps prohibé, avec les engins et dans les conditions déterminées, certaines espèces de gibier pour les conserver provisoirement et les relâcher dans un but de repeuplement. »

Dans ce cas il y aura forcément un transport de gibier vivant des champs à la maison ; faudra-t-il, outre l'autorisation du préfet de capturer le gibier vivant en temps prohibé, un permis de transport ? Nous pensons que ce serait là un cumul inutile de formalités.

Nous en arrivons à nous demander ce qu'on doit entendre par « transport de gibier vivant ».

Voilà deux espèces où nous admettons que le fait de rapporter des champs à la ferme le gibier vivant n'est pas un transport soumis aux formalités. Doit-on conclure que le transport des champs au logis (1), transport de courte durée, n'est pas le transport visé par la loi de 1924 et soumis aux formalités administratives. Ou bien doit-on considérer ces cas comme des exceptions, la règle étant que tout transport de si courte durée soit-il, est soumis aux formalités édictées par la loi de 1924 ?

Nous croyons qu'il est préférable de se rallier à cette solution, si l'on se rappelle que la loi de 1924 par souci de protection a élargi le champ d'application des formalités en imposant le permis de transport en période d'ouverture et que la jurisprudence est plutôt disposée à une interprétation large de la loi. Et pourtant cette solution peut être mauvaise puisqu'elle soumet un transport obligatoire de gibier vivant

(1) Et par conséquent du logis aux champs. Voir, contra : à propos du gibier d'élevage la décision de la Cour de Riom, p. 42.

en temps d'ouverture à des formalités non exigées pour un transport semblable de gibier mort et engage, pour éviter des sanctions, à tuer le gibier qu'on aurait pu capturer et garder vivant dans un but de repeuplement.

Mais c'est là une question d'appréciation des tribunaux qui, par une sage application de la loi, doivent modérer la rigueur de son automatisme. Nous aurons l'occasion de retrouver la question sous une forme voisine à propos du transport du gibier mort que nous abordons.

Le transport du gibier mort — En principe le gibier tué à l'aide d'engins non prohibés peut, en période d'ouverture de la chasse, être transporté sans formalités.

Cette règle se déduit a contrario des dispositions par lesquelles la loi de 1844, modifiée 1924, interdit le transport du gibier mort dans certaines conditions.

Dans chaque département, il est interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter et de colporter du gibier pendant le temps où la chasse n'y est pas permise. (art. 4, al. 1).

« Il est également interdit en toute saison de mettre en vente, de vendre, de transporter, de colporter ou même d'acheter sciemment le gibier tué à l'aide d'engins ou d'instruments prohibés. »

Les sanctions de ces interdictions sont : une sanction pénale, amende de 100 à 500 francs et facultativement emprisonnement de six jours à deux mois, art. 12, 4° ; une sanction civile, la saisie du gibier, art. 4, al. 3 (1).

(1) « En cas d'infraction à ces dispositions, le gibier sera saisi et immédiatement livré à l'établissement de bienfaisance le plus voisin, en vertu, soit d'une ordonnance du juge de paix, si la saisie a eu lieu au chef-lieu de canton, soit d'une autorisation du maire, si le juge est

Résultat pratique : Elles portent indirectement une grave restriction au droit d'occupation du gibier à l'occasion d'un délit, puisqu'elles aboutissent à l'interdiction du transport et à la saisie du gibier occupé à l'occasion d'un fait délictueux.

Il ressort de ces deux dispositions quelques différences :

La première vise tout le gibier mort en général et n'est valable que pour le temps prohibé.

La seconde s'applique en toute saison, mais elle vise le gibier tué à l'aide d'engins prohibés provenant toujours du braconnage et d'un braconnage particulièrement nuisible.

Les deux paragraphes interdisent l'achat du gibier, mais le second précise qu'il devra avoir été fait « *sciemment* ». En effet si l'on doit être toujours jugé coupable d'avoir acheté du gibier en temps prohibé, on peut être de bonne foi en achetant, en temps d'ouverture, du gibier tué à l'aide d'engins prohibés, lorsque celui-ci ne révèle pas les marques du délit.

Sauf ces particularités attachées à chacune de ces dispositions, les règles qu'elles fixent sont semblables.

Le transport, le colportage, l'achat, la vente et la mise en vente sont punis dans les deux cas par les mêmes peines et par la même sanction civile. La détention seule échappe aux poursuites (1).

absent, ou si la saisie a été faite dans une commune autre que celle du chef-lieu.

Cette ordonnance ou cette autorisation sera délivrée sur la requête des agents ou gardes qui auront opéré la saisie et sur la présentation du procès-verbal régulièrement dressé. »

(1) Sous réserve des peines qui peuvent être prononcées à l'égard du

Quant au transport, le fait est punissable chez le transporteur, que le gibier lui appartienne ou non, qu'il connaisse ou qu'il ignore la présence du gibier, étant donné le caractère contraventionnel des infractions aux lois sur la police de la chasse dans lesquelles sont comprises les dispositions relatives au transport du gibier.

La bonne foi n'est pas une excuse suffisante ; il faut qu'il y ait absence de volonté du transporteur (1) ou bien que le gibier soit dissimulé et que le transporteur n'ait pas le droit de visiter le colis.

Le transport, la vente, le colportage, etc., sont interdits en temps prohibé, c'est-à-dire pendant le temps qui va de la fermeture de la chasse à l'ouverture ; la règle formulée par la loi est stricte et formelle ; bien que pratiquement elle ait des conséquences fâcheuses : en effet il est nécessaire pendant quelques jours après la fermeture de la chasse de faire voyager, de donner ou de vendre le gibier tué avant cette date afin d'en tirer profit. En fait des arrêtés préfectoraux autorisent le transport du gibier mort pendant environ deux jours après la fermeture de la chasse (2) ; mais il ne faut pas oublier que cette pratique n'est qu'une tolérance et que les tribunaux peuvent ne pas tenir compte des arrêtés illégaux (3).

détenteur, coupable de recel. Si le détenteur ignore l'origine délictueuse du gibier, il doit être relaxé. Paris, 12 avril 1924 ; D. H. 1924, p. 400, mais s'il connaît cette origine, il semble qu'il doive être passible des peines de l'article 460 nouveau du Code Pénal. Voir : Beaudouin, Radot et Siré : *Conseils aux Gardes*, p. 127. S. H. C. F., août 1934, p. 193.

(1) Crim., 9 déc. 1859. D. P. 1860.1.144.

(2) Circulaire du Ministre de l'Agriculture. Débats parlementaires, Sénat, 1923. J. O. 27 nov. 1923, p. 1722.

(3) Cf. infra : *Question voisine*, p. 57.

Inversement le transport, la vente, etc., sont autorisés dès que l'heure de l'ouverture de la chasse a sonné (sauf si le ministère public peut prouver que le gibier a été tué avant cette heure).

Par cet automatisme la loi invite les braconniers à pratiquer une ouverture anticipée qui leur procure le privilège des premiers arrivages.

Nous avons dit : la loi interdit le transport du gibier en temps prohibé, c'est-à-dire pendant le temps qui va de la fermeture à l'ouverture. Précisons le sens de cette expression : cela signifie le temps qui va de la fermeture à l'ouverture de la chasse vis-à-vis de tel gibier déterminé que l'on veut transporter ; et non pas la période de fermeture générale. On doit admettre que le transport de tout gibier dont la chasse est ouverte, est licite (1). (Exemple : transport de canards sauvages, bécasses, sangliers...).

Les périodes pendant lesquelles l'exercice de la chasse est seulement suspendu ne comptent pas dans le temps prohibé (2) (temps de neige, nuit).

Nous en arrivons à nous demander ce qui faut entendre par « gibier », comme en ce qui concerne le transport du gibier vivant. Nous avons dit à ce propos qu'il fallait considérer comme gibier, au terme de la loi, tous les animaux d'espèce sauvage, mais seulement de chair comestible.

Le gibier mort dont le transport est interdit dans les conditions que nous avons énoncées ne comprend que les animaux d'espèce sauvage dont la chair est comestible.

(1) Instruction 9 mai 1844, N° 4 ; 20 mai 1844, N° 24. Crim. 6 nov. 1898. D. P. 1898.1.281.

(2) Tr. Cor. Le Puy, 26 déc. 1895. D. P. 1895.2.97.

Selon l'esprit de la loi, il faut se ranger à cette interprétation : à propos de la saisie du gibier, elle parle de la recherche de celui-ci chez les aubergistes et marchands de comestibles et elle en ordonne la livraison à un établissement de bienfaisance. Les auteurs sont d'accord (1) et nous lisons dans la *Revue générale d'administration* (2) : « L'expression gibier a dans l'article 4, en matière de colportage, un sens beaucoup moins étendu que dans l'article 1^{er} qui a trait aux faits de chasse. Le colportage du gibier ne s'entend que du gibier comestible, tandis que le fait de chasse s'entend de la poursuite de tout animal sauvage. »

La jurisprudence, enfin, confirme cette interprétation (3) :

« La loi de 1844 ne vise que le gibier, donc ne vise pas les animaux nuisibles qui ne peuvent être mangés » (4).

L'expression est d'ailleurs défectueuse, car il n'y a pas concordance entre le groupe des animaux nuisibles et celui des animaux non comestibles. Certains animaux nuisibles sont comestibles et certains animaux inoffensifs ne le sont pas. Mais il n'est pas douteux que c'est au caractère non comestible que s'attache la jurisprudence quand elle refuse d'appliquer les dispositions de la loi relatives au transport du gibier mort à des animaux nuisibles tels que renards, fouines, putois.

Quelle que soit la certitude sur ce point, la distinction n'en reste pas moins obscure et injustifiée :

(1) Championnière : *Manuel du chasseur*, p. 134.
Girardeau : *op. cit.*, p. 400.

(2) *Revue générale d'administration*, 1905, Tome 3, p. 262.

(3) Crim. 27 mai 1853. D. P. 58.1.377.

(4) Dans le même sens : Cir. du Ministère des Finances, Fould, 25 avril 1862. D. P. 1862.3.63.

La liste des animaux sauvages comestibles diffère sensiblement d'après les auteurs (1)... et d'après les goûts.

Il n'y a pas de raison de soustraire aux mesures de protection de la loi un certain nombre d'animaux ou oiseaux inoffensifs non comestibles, tels que mouettes, goelands, oiseaux d'eau...

Pourtant la jurisprudence est fidèle à cette distinction, et elle protège le gibier comestible largement, pour éviter le braconnage en supprimant ses profits.

Elle assimile au gibier cru, le gibier frigorifié ou cuit. Quant au gibier conservé, le fabricant de conserves a la faculté de prouver qu'il a été tué en période permise.

Le gibier étranger semblable au gibier français est soumis à la même interdiction de transport, afin que la fraude ne puisse être commise grâce à la confusion. Conformément à cette idée les oiseaux rares ou de races non acclimatées en France (gélinotte blanche, lièvre blanc, renne) peuvent au contraire être introduits sur notre territoire.

Toujours pour éviter la fraude, le transport, la vente, etc. du gibier tué librement dans un enclos attenant à une habitation est prohibé.

Que décider en ce qui concerne le gibier d'élevage?

Nous avons déjà touché à cette question à propos du transport du gibier vivant et nous avons constaté que la jurisprudence avait évolué. Autrefois les animaux d'espèce sauvage, élevés, n'étaient pas considérés comme gibier (2). Depuis l'arrêt de Riom, déjà cité, du 15 janvier 1930, la jurisprudence s'oriente vers une acception plus large du mot gibier en y comprenant tous les animaux d'espèce gibier par nature.

(1) Girandeaup : *op. cit.*, N° 401. Dalloz : *Chasse*, 1053.

(2) Orléans, 23 déc. 1902. D. P. 1903.5.106.

Etant donné que l'arrêt, pour légitimer l'extension qu'il donne au mot gibier, s'appuie sur les lois de 1911 et 1924 qui tendent à élargir la protection du gibier, il semble qu'il faille appliquer au transport du gibier mort la solution admise pour le transport du gibier vivant, surtout si l'on a en vue d'éviter la fraude facilitée par la confusion du gibier libre et du gibier d'élevage.

Mais il faut remarquer qu'il existe cependant des différences entre le gibier mort et le gibier vivant.

Celui-ci est généralement transporté dans un but de repeuplement ; il est destiné à être relâché, libéré et à devenir res nullius tandis que le gibier mort est définitivement une chose. En outre l'interdiction du transport du gibier mort en temps prohibé est complète et absolue ; l'interdiction de transport du gibier vivant est seulement soumise à des formalités : délivrance d'un permis de transport.

On pourrait donc permettre le transport du gibier mort à condition que s'y joigne un titre qui empêche la fraude : par exemple un certificat d'origine émanant du maire, qui serait pour le gibier mort l'équivalent du permis de transport pour le gibier vivant. Mais dans un but de protection on préfère interdire le transport de tout gibier mort en période de fermeture ; étendons la solution donnée en ce qui concerne le transport du gibier vivant au transport du gibier mort, en remarquant cependant que dans ce cas elle est plus sévère puisqu'elle aboutit à une interdiction de transport absolue.

Transport des animaux nuisibles détruits conformément à l'art. 9, 3°, Loi de 1884, modifiée 1924. — Certains animaux sauvages sont qualifiés « animaux nuisibles » par la loi. Leur liste est fixée par des arrêtés préfectoraux.

Non seulement ces animaux peuvent être chassés, comme tout animal sauvage, mais ils peuvent en outre être « détruits » dans des conditions particulières.

Lorsqu'ils sont tués à la chasse, leur capture est soumise aux règles générales de police de la chasse et leur transport aux règles générales concernant le transport du gibier mort.

C'est-à-dire : Non comestibles ils ne sont pas considérés comme « gibier » aux termes des dispositions relatives au transport du gibier, ils peuvent être transportés librement (renards, fouines, belettes). Comestibles, ils sont soumis aux règles du transport du gibier mort.

Lorsqu'ils font l'objet d'une « destruction » aux termes de l'art. 9, 3°, loi de 1844, modifiée 1924, de la part du « propriétaire, possesseur ou fermier », que se passe-t-il ?

Même solution pour les animaux non comestibles. Ils peuvent être transportés librement. Les dispositions de la loi leur sont étrangères.

Mais pour les animaux nuisibles dont la chair est comestible (ex. : lapin de garenne, sanglier), la chasse en ce qui les concerne est fermée. Seule, leur destruction est permise. Nous insisterons plus loin (1) sur la différence qui existe entre ces deux activités. Qu'il nous suffise de dire ici, que si elles se ressemblent en pratique, elles sont du moins juridiquement tout à fait différentes l'une de l'autre et sont soumises à des règles spéciales.

La chasse est prohibée ; la destruction est permise. Il s'en suit : que le propriétaire, possesseur ou fermier, pourra détruire, tuer des animaux nuisibles sur sa propriété dans certaines conditions, mais il ne pourra les transporter, les vendre ou les colporter parce que ce sont des animaux sau-

(1) Voir page 102.

vages comestibles, compris par conséquent dans la catégorie gibier, et soumis à ce titre à l'interdiction qui frappe le transport du gibier mort en période de fermeture de la chasse.

L'insuffisance, ou plutôt l'imprévoyance de la loi est manifeste. Je tue des lapins sur ma propriété ; j'en ai le droit conformément à un arrêté préfectoral pris en vertu de l'article 9 ; mais je ne puis les transporter, même chez moi ; la seule ressource légale est de les consommer sur place !

L'autorité administrative a dû apporter des tempéraments successifs à la rigueur de la loi, tempéraments utiles, quoiqu'illégaux.

Des circulaires ministérielles (1) et les arrêtés préfectoraux autorisent le transport, le colportage, la vente, la mise en vente, l'achat des animaux nuisibles dont ils réglementent la destruction (pour les lapins et les sangliers, autorisation de destruction et de transport en tout temps).

La disposition de l'art. 9, 3°, qui donne aux préfets le pouvoir de déterminer les animaux malfaisants ou nuisibles ainsi que les conditions de leur destruction, ne peut être considérée comme leur donnant le pouvoir de réglementer leur transport après destruction. Il n'y a pas de doute, ces arrêtés sont illégaux et peuvent être annulés par le Conseil d'Etat comme tels. Mais ils ont ceci de spécial qu'ils dispensent d'une peine : de sorte que les particuliers, qui profitent de leurs dispositions n'ont aucun intérêt à les attaquer, contrairement aux arrêtés qui lèsent leurs intérêts. Quant au ministère public, il néglige de le faire parce que l'utilité pratique le retient. C'est un exemple de cas où la toute puissance de la loi est mise en échec par l'intérêt général. Ra-

(1) C. Min. 25 avril 1862. D. P. 62.3.63.

C. Min. int. 7 mars 1874, 22 janvier 1887.

tionnellement ceci est juste, puisque c'est l'intérêt général qui devrait toujours dicter la loi, mais il serait bon de régulariser.

Les tribunaux sont très embarrassés lorsque la question se pose devant eux.

Doivent-ils ne pas tenir compte de l'arrêté préfectoral illégal et condamner en appliquant les sanctions de la loi de 1844 ? Cette solution est stricte, voire injuste.

Nul n'est censé ignorer la loi, certes, mais cela ne veut pas dire : Nul n'est censé ignorer le droit administratif.

Aussi la jurisprudence adopte une solution, tant équitable, en ce qu'elle est conforme à l'intérêt des particuliers, qu'élégante en la forme. Tribunal correctionnel de Falaise, 12 décembre 1930 (1) :

« Si la bonne foi est impuissante à faire disparaître les délits en matière de chasse, on ne saurait toutefois obliger les particuliers à se prononcer par avance sur la légalité des arrêtés édictés par les autorités qualifiées pour les prendre. Doit dès lors être acquitté le prévenu poursuivi pour avoir en temps prohibé colporté des lapins tués à la chasse, si l'arrêté préfectoral spécifie que les lapins peuvent en tout temps être transporté sans formalités. »

Nous ajouterons enfin que la jurisprudence ne fait pas de différence quant au lapin tué à la chasse ou au lapin tué comme animal nuisible, lorsque le transport est autorisé par la loi ou seulement toléré (2) : « Lorsque l'arrêté permanent sur la police de la chasse dans un article concernant les animaux nuisibles autorise en tout temps le colportage des lapins de garennes, il est permis de colporter aussi bien le

(1) Recueil, Caen, 1931, p. 55.

(2) Cour d'Appel Caen, 7 avril 1897. Gazette des Tribunaux, 10 sept. 1897.

lapin tué régulièrement comme animal nuisible en temps de chasse prohibé, que le lapin tué régulièrement comme gibier en temps de chasse permise. »

Transport des « bêtes fauves », détruites conformément au droit reconnu par l'art. 9, 3°, loi de 1844-1924. — Parmi les animaux sauvages la loi distingue « les bêtes fauves ». Nous étudierons les règles spéciales qui s'attachent à cette catégorie juridique.

Qu'il nous suffise de dire pour l'instant : Les bêtes fauves, animaux dont la liste est déterminée par la jurisprudence, peuvent, comme tout animal sauvage, faire l'objet de la chasse ; leur capture et leur transport sont soumis à ce titre aux lois relatives à la police de la chasse et au transport du gibier. Elles peuvent en outre faire l'objet d'une destruction de la part des propriétaires ou fermiers. Ceux-ci peuvent les repousser ou les détruire, même avec des armes à feu sur leur fonds alors qu'elles portent à celui-ci un dommage actuel ou imminent (art. 9, 3°). C'est un véritable droit de légitime défense qui existe en dehors des lois sur la police de la chasse et demeure étranger à leurs dispositions.

En conséquence on décide que le propriétaire ou fermier qui a fait usage de son droit de défense de sa propriété et a tué une « bête fauve » peut en disposer librement, la transporter, la vendre, etc., sans que les sanctions de la loi de 1844, modifiée 1924, lui soient applicables.

En ce qui concerne les bêtes fauves non comestibles, la question ne fait pas de difficultés et est résolue depuis longtemps (1). Mais en ce qui concerne les « bêtes fauves »

(1) Crim. 27 mai 1853, déjà cité, D. P. 58.1.377.

dont la chair est comestible, comprises par conséquent dans la catégorie gibier (cerfs, chevreuils, sangliers) la question est plus délicate. En leur qualité de gibier ils sont soumis à l'interdiction de transport en temps prohibé.

Les auteurs (1) admirent d'abord qu'il n'y avait pas délit de transport dans le fait de transporter simplement du lieu de chasse au domicile (2). La jurisprudence fit ensuite des concessions (3) pour aboutir à la solution actuelle : Crim. 10 décembre 1914 (4). Il s'agissait en l'espèce d'un cerf :

« Attendu que le droit que la disposition finale du § 3 de l'art. 9 de la loi du 3 mai 1844 consacre au profit de tout propriétaire, possesseur ou fermier, de repousser ou détruire même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés est un droit de légitime défense, qu'il est écrit dans la loi non à titre de concession, mais comme la reconnaissance d'un droit naturel qui n'est soumis à aucune condition, que la loi n'a point autorisé les préfets à en réglementer l'exercice, que dès lors rien ne s'oppose à ce que le propriétaire qui a détruit une bête fauve dont la présence était un danger actuel ou imminent pour sa chose, en dispose comme bon lui semble et par conséquent la transporte. »

La solution est donc identique maintenant, que les « bêtes fauves » soient comestibles ou non.

(1) Girardeau : *op. cit.*, N° 405-421. Leblond : *Code de la chasse et de la louveterie*, N° 160.

(2) Cf : *supra*, p. 46.

(3) Amiens, 31 août 1882. D. P. 82.5.65.

(4) Crim. 10 Déc. 1914. D. P. 1919.1.38.

TRANSPORT DU GIBIER TUÉ ACCIDENTELLEMENT. — Tout transport de gibier, tel que nous l'avons défini, est interdit en temps prohibé (art. 3, al. 1) et puni par l'article 12, 4°.

En application de cette règle, le gibier, même tué accidentellement, en temps prohibé, ne peut être transporté.

« La disposition de la loi du 3 mai 1844 qui répute délit de transport ou colportage de gibier en temps prohibé est générale et doit s'étendre même au gibier tué accidentellement et en dehors de tout délit de chasse » (1)... « Attendu que cette disposition, destinée à atteindre le braconnage aussi efficacement que possible est conçue en des termes généraux et absolus qui ne comportent aucune distinction sur la provenance délictueuse ou non du gibier transporté ou colporté. »

Une décision de la Cour de Rouen paraît pourtant faire exception à la règle (2) :

Un cultivateur s'empare d'un lièvre qu'avait tué et qu'allait dévorer un chien, et il l'emporte chez lui pour le manger, après avoir prévenu l'adjoint au maire de la commune.

La Cour dit : « ... le fait de l'apport de ce gibier dans sa maison ne peut constituer un fait de colportage (entendez transport) alors que cette maison est située dans la commune à peu de distance de l'endroit où le lièvre avait été trouvé et que X avait pris la précaution de prévenir l'adjoint, qu'il portait ce lièvre chez lui. »

(1) Limoges, 27 sept. 1860. D. P. 1861.5.68.

(2) Rouen, 12 nov. 1880, D. P. 1882.5.69.

Ce n'est pas la première fois que nous citons un cas de ce genre et que nous signalons cette anomalie : à différentes reprises la jurisprudence a fait un sort spécial à ce transport de courte durée qu'est le transport des champs à la maison, se refusant à en faire un transport sanctionné par la loi de 1844, modifiée 1924. Des cas analogues ont été notés à propos du transport des bêtes fauves, des animaux nuisibles, et du gibier vivant. Cette interprétation est cependant une interprétation d'exception, n'intervenant que pour suppléer à l'insuffisance de la loi ou tempérer ses rigueurs.

Le transport en temps prohibé du gibier tué accidentellement est interdit, comme tout transport de gibier mort.

Le résultat est que cette interdiction apporte indirectement encore une restriction notable au droit d'occupation du gibier. Nous savons qu'il est possible de s'approprier un gibier mort ou inerte en tout temps, sans que le fait d'occupation s'accompagne d'un acte de chasse délictueux. On peut donc ramasser en tout temps un gibier tué accidentellement : perdreau tué par les fils électriques, lièvre ou lapin étranglé par un chien ou tué par une automobile ou une machine agricole.

Je saisis ce lièvre, j'en fais mon bien, j'accomplis un acte licite. Mais là s'arrête mon droit ; si je fais un pas, je deviens un délinquant, car je transporte un gibier en temps prohibé ; je suis punissable d'une amende de 100 à 500 fr., pouvant être aggravée d'un emprisonnement de six jours à deux mois et le gibier doit m'être saisi. Les lois qui protègent le gibier sont parfois sévères.

La question a une importance particulière vu le développement de l'automobilisme et le nombre des animaux sauvages tués par ces véhicules. C'est pourquoi nous consacrerons quelques lignes au sujet suivant :

LE GIBIER ET L'AUTOMOBILE. — Un gibier est écrasé par une automobile sur la route.

Un passant le ramasse. Il en a le droit conformément au droit d'occupation qui existe au profit de tous.

Mais la question de transport se pose aussitôt si ce passant veut tirer profit de son acquisition sans la consommer sur place.

En vertu des règles concernant le transport du gibier :

Il pourra l'emporter, si la chasse de ce gibier est ouverte dans le département, par conséquent si le transport est autorisé par la loi, ou bien si ce transport est seulement toléré.

- Il ne pourra le transporter sans délit si c'est en temps prohibé et si c'est un gibier dont le transport n'est pas toléré.

Cette solution se déduit des articles 3, al. 1, et 12, 4°, interdisant le transport du gibier en temps prohibé.

Mais la solution n'est-elle pas plus sévère encore?

Le transport du gibier tué par une automobile n'est-il pas interdit en tout temps comme le transport du gibier tué à l'aide d'engins prohibés? (art. 3, al. 2). L'automobile peut-elle être considérée comme un « *engin prohibé* »?

Il est question de l'automobile dans l'art. 9, al. 2 qui l'interdit comme « *moyen de chasse* » dont l'usage est puni par l'article 12, 2°.

En outre l'usage d'une automobile pour se rendre sur le lieu du délit ou pour s'en éloigner est une circonstance aggravante du délit aux termes de l'article 14 § 1 et enfin l'automobile qui a servi aux délinquants peut être confisquée en vertu de l'article 16 § 1, disposition particulièrement sévère, car si les engins prohibés sont en général confisqués, les moyens ou accessoires de chasse échappent à la

confiscation. On pourrait être tenté de conclure que la loi ordonnant la confiscation de l'automobile comme elle le fait pour les engins prohibés, la considère comme tel.

Mais ce serait mal interpréter les textes qui n'envisagent l'automobile que comme « *moyen de chasse* » :

« Le mode ou moyen de chasse est le procédé que l'on met en usage pour découvrir le gibier et pour en assurer et en faciliter la capture ou la mort », tandis que « l'engin est l'appareil ou l'instrument qui sert à faire tomber l'animal sauvage, mort ou vivant, entre les mains du chasseur » (1).

L'usage de l'automobile est prohibé et puni en tant qu'il sert à faciliter la capture du gibier, comme moyen de rabat, ou comme moyen de transport (2).

L'automobile est visée dans les textes de la loi de 1844, 1924 (art. 9, 12, 14 et 16) comme moyen de chasse, et non comme engin de chasse.

Mais peut-elle être parfois qualifiée d'engin, et par suite d'engin prohibé?

(1) Fuzier, Hermann : Rép. gén. de droit français. Chasse, N° 884.

(2) La jurisprudence entend dans un sens très large l'usage d'une automobile servant à faciliter le délit, circonstance aggravante aux termes de l'art. 14. Crim. 26 juin 1930. G. P. 1930.2.221. « L'usage d'une automobile pour se rendre sur le lieu du délit ou pour s'en éloigner constitue, aux termes de l'art. 14 de la loi du 1^{er} mai 1924, une circonstance aggravante du délit qui a suivi cet usage, sans qu'il soit nécessaire d'établir à la charge du prévenu qu'il a employé l'automobile avec une intention délictueuse. »

L'emploi d'une automobile comme moyen de chasse proprement dit est puni par l'art. 12, 2°. L'emploi d'une automobile, comme moyen de transport destiné à faciliter le délit, est puni par l'art. 14, beaucoup plus sévère. Il est à remarquer que c'est le dernier article qui a pratiquement l'occasion de jouer, car on voit difficilement une automobile servir de moyen de chasse sans servir également de moyen de transport pour se rendre au lieu du délit ou en repartir.

La loi n'en parle pas ; l'engin est l'appareil ou l'instrument qui sert à faire tomber l'animal sauvage, mort ou vivant entre les mains du chasseur, avons-nous dit. Il semble que l'automobile puisse être quelquefois un engin lorsqu'elle procure directement et par elle seule la capture du gibier. Par exemple l'automobile, munie de phares, fascine le gibier et l'écrase ; il suffit de le ramasser ensuite.

Reconnaître en pareil cas à l'automobile la qualité d'engin, puisqu'à elle seule elle constitue un instrument capable de faire tomber le gibier entre les mains du chasseur, a un grand intérêt car en conséquence le gibier tué par une automobile ne pourrait jamais être transporté, conformément à l'art. 3 § 2, qui interdit le transport du gibier tué à l'aide d'engins prohibés. Mais nous ne pensons pas que l'automobile puisse être qualifiée d'engin de chasse ; elle n'est qu'un moyen de chasse car l'intervention du conducteur est nécessaire en tout temps. Il ne suffit pas de disposer une auto sur une route, comme on dispose un lacet sur une passée ; il faut la conduire, il faut diriger ses roues.

L'automobile est un moyen de transport qui peut servir de moyen de chasse ou faciliter les délits de chasse.

La règle en ce qui concerne le transport du gibier tué accidentellement par les automobiles sur les routes sera celle que nous avons déjà formulée : transport permis sauf en temps de fermeture.

La conséquence en est parfois mauvaise ; le gibier tué accidentellement en temps prohibé, est exposé à pourrir sur la route, si les passants ne bravent pas l'interdiction de la loi.

Disons quelques mots maintenant du cas où le gibier, au lieu d'avoir été tué accidentellement par une automobile aurait été écrasé volontairement par un automobiliste :

Les règles du droit à l'occupation ne changent pas. Quant au transport la règle est la même que pour le gibier tué accidentellement, l'interdiction générale de transport ne visant que le gibier tué à l'aide d'engins prohibés et non à l'aide de moyens de chasse prohibés.

Mais ce qu'il y a de particulier quand il s'agit de gibier tué volontairement par une automobile, c'est que le fait pour l'automobiliste d'avoir écrasé volontairement un gibier, constitue un acte de chasse. En manœuvrant son automobile avec l'intention de tuer le gibier il accomplit un acte ayant pour but la capture du gibier, acte de chasse délictueux, parce qu'il s'effectue à l'aide d'une automobile, moyen de chasse prohibé.

Dans ce cas, cependant, bien que les infractions aux lois de police de la chasse soient contraventionnelles, il faudra prouver chez l'automobiliste l'intention de tuer le gibier, car l'auto étant avant tout un moyen de transport, il sera nécessaire de démontrer qu'elle a été détournée de son usage normal pour devenir un moyen de chasse (1).

Cette notion de délit de chasse met en cause un sujet que nous n'avons pas encore abordé et auquel nous arrivons : la chasse proprement dite. Nous connaissons le gibier, son statut, son mode d'appropriation et la réglementation de son transport.

Nous abordons l'étude de l'activité à l'occasion de laquelle les droits d'occupation et de transport s'exercent le

(1) Une présomption doit peser sur celui qui après avoir écrasé le gibier s'arrête pour le ramasser.

La rencontre avec le gibier au lieu d'être dommageable à celui-ci, peut l'être quelquefois à l'égard de l'automobile. Un cas s'est présenté : une automobile heurta un cerf sur une route. La jurisprudence ne s'est

plus souvent, l'étude du droit de chasse que selon notre thèse nous divisons en deux droits que nous proposons d'appeler le « *droit de chasser* » et le « *droit de chasse* ».

pas encore prononcée. Il y a de bonnes raisons de croire qu'il faudrait suivre en pareil cas les règles en matière de dégâts causés par le gibier (V. infra, p. 147) : responsabilité du propriétaire du domaine s'il a commis une faute, à condition toutefois qu'il n'y ait pas faute de l'automobiliste.

DROITS QUI S'EXERCENT A L'OCCASION D'UN ACTE DE CHASSE

L'ADMINISTRATION ET LE DROIT DE CHASSER. - Ch. III

LA PROPRIÉTÉ ET LE DROIT DE CHASSE. - Ch. IV

Nous abordons l'étude de la chasse.

La chasse est l'activité qui comprend la recherche, la poursuite et la capture des animaux sauvages.

Lorsqu'on veut parler de l'aptitude à exercer cette activité, on la désigne par ces mots : Droit de chasse.

Mais, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, cette expression n'est pas toujours employée dans un sens précis et elle fait l'objet de diverses acceptions.

Au sens large, le droit de chasse englobe toutes les conditions requises pour pouvoir pratiquer la chasse.

Au sens restreint, en même temps plus étroit et plus juridique, il signifie le droit qu'a le propriétaire d'un fonds d'y poursuivre et capturer les animaux sauvages.

Nous répétons que c'est dans ce sens que nous emploierons l'expression « *droit de chasse* ».

La possession de ce droit n'est pas la seule condition requise par la loi pour pouvoir se livrer à la chasse : la loi impose un certain nombre d'autres conditions : possession d'un permis de chasse, respect des arrêtés préfectoraux réglementant la chasse.

Ce sont ces deux notions que nous nous proposons de séparer pour les étudier ; les questions de chasse en deviendront beaucoup plus claires. Nous distinguons :

1° Le droit de caractère civil, privé, accessoire du droit de propriété.

Droit de rechercher, poursuivre, capturer le gibier sur sa propriété.

Nous l'appelons le « *droit de chasse* ».

2° Le droit de caractère administratif, personnel, appartenant à tout détenteur d'un permis de chasse qui se conforme aux arrêtés préfectoraux en matière de chasse.

Droit de mettre en œuvre les moyens, modes ou procédés de chasse autorisés.

Nous pourrions l'appeler ainsi que certains textes de l'ancien droit : Faculté personnelle de chasser. Nous l'appellerons « *Droit de chasser* » et nous dirons qu'il faut pour exercer la chasse sans commettre un délit, être titulaire de ces deux droits : Droit de chasse et Droit de chasser.

Outre l'intérêt qu'elle présente pour l'exposé, notre distinction s'appuie sur les textes et sur la tradition :

L'ordonnance de 1669 distingue : 1° la « faculté de chasser » accordée à certaines personnes et refusée à d'autres (paysans et roturiers). 2° Le droit réel de chasse, attaché à tel domaine ou à tel seigneurie ; de telle façon que les délits de chasse donnaient lieu à deux sortes d'actions, une action publique, une action privée :

1° Une action publique existait contre celui qui chassait, n'ayant pas la faculté personnelle de chasser.

2° Une action civile existait contre celui qui, ayant la faculté personnelle de chasser, chassait sur la terre d'autrui sans sa permission.

« La « *faculté personnelle de chasser* » était accordée à tous seigneurs gentilhommes et nobles, ce qui comprenait les simples propriétaires de fiefs et seigneuries » (ordonnance de 1669, titre 30, art. 14).

« Le droit de chasse, considéré comme une espèce de droit réel, était annexé à la seigneurie et à la haute justice » (1).

Le droit intermédiaire, supprimant les privilèges, donna à tous le « *droit de chasser* » et faillit en faire de même en ce qui concerne le « *droit de chasse* » (2).

Le Code Civil, art. 715, décide que la faculté de chasser sera réglée par des lois particulières et consacre implicitement la solution du droit révolutionnaire : le droit de chasse reste attaché au droit de propriété. Le droit de chasser au fusil est réglementé par les décrets du 11 juillet 1810 et du 4 mai 1812 traitant du permis de port d'armes.

Enfin la loi de 1844, réglemant principalement le « *droit de chasser* », distingue toutefois droit de chasse et droit de chasser dans les paragraphes 1 et 2 de l'article 1 et de l'article 11.

Art. 1 : « Nul ne pourra chasser, sauf les exceptions ci-après, si la chasse n'est pas ouverte et s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente » (Droit de chasser).

« Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit » (Droit de chasse).

(1) Duvergier : *Collection complète des lois, décrets, ordonnances*, 1844, p. 83.

(2) Paroles de Robespierre citées par M. Belan, *op. cit.* : « Je m'élève contre le principe qui restreint le droit de chasse aux propriétaires seulement. »

Dans l'article 11 on retrouve la même dualité :

Art. 11 : « Seront punis d'une amende de 50 à 200 fr. :
1° ceux qui auront chassé sans permis de chasse. 2° Ceux
qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consente-
ment du propriétaire.

Le « *droit de chasse* » est le droit du propriétaire sur son terrain.

Le « *droit de chasser* » est le droit de mettre en œuvre les procédés de chasse autorisés : chasse à tir, chasse à courre, chasse aux lapins avec furets et bourses. C'est ce droit qui est conféré par le permis de chasse et conditionné par la loi et les arrêtés préfectoraux concernant la chasse.

Il est de coutume de confondre en un seul droit ce que nous appelons « *droit de chasse* » et « *droit de chasser* » et de dire que ce dernier n'est que l'exercice du premier ; ce qui signifie que le droit d'obtenir un permis, le droit de mettre en œuvre les modes de chasse autorisés par la loi ne représente que « les conditions d'exercice du droit de chasse ».

Selon cette opinion classique il n'y a qu'un droit : le droit de chasse entendu dans le sens de droit accessoire de la propriété, droit du propriétaire de rechercher, poursuivre, capturer le gibier sur son fonds ; le fait de pratiquer la chasse n'est que l'exercice de ce droit et la nécessité d'avoir un permis, de se conformer aux lois et arrêtés de police de la chasse ne sont que les conditions d'exercice du droit de chasse.

Cette thèse, simple, tout à fait logique en apparence n'est pas exacte et elle contribue à créer la confusion dans la législation concernant la chasse.

En réalité l'exercice du droit de chasse, droit accessoire de la propriété, et le « *droit de chasser* » droit de mettre en

œuvre les modes de chasse autorisés, sont deux notions très différentes.

Prenons un exemple :

Un mineur est propriétaire d'un fonds rural. En qualité de propriétaire il possède sur sa terre « *le droit de chasse* » ; mais en tant que mineur il n'a pas le droit d'obtenir un permis de chasse ; il n'a pas le droit de chasser. Très simple, dit-on, il a la jouissance d'un droit : le droit de chasse ; il n'en a pas l'exercice.

Mais poussons le raisonnement : Conformément aux règles de l'incapacité, le mineur est titulaire d'un certain nombre de droits, dont il a la jouissance sans en avoir l'exercice. Cet exercice est confié au tuteur. Selon cette règle générale, le tuteur a l'exercice du droit de chasse appartenant au mineur. D'après le système qui confond le « *droit de chasser* » et l'exercice du droit de chasse, il aurait par conséquent le droit de se livrer à la chasse sur la propriété du mineur. Or ce résultat est tout à fait contraire à la vérité et au droit. Le tuteur n'a aucun droit sur la propriété de son pupille en ce qui concerne la chasse. Le tuteur a effectivement l'exercice des droits, y compris le droit de chasse, dont le mineur a la jouissance. Cela signifie que c'est lui qui est chargé de le gérer pour le compte de son pupille, c'est-à-dire de le réserver, le louer ou le céder. « *L'exercice du droit de chasse* » se borne à cette gestion ; il ne se confond pas avec ce que nous avons appelé le droit de chasser.

Nous allons nous en rendre compte plus clairement en examinant le cas d'une personne indigne d'obtenir un permis, c'est-à-dire de la catégorie de celles auxquelles la loi refuse la délivrance d'un permis. Cette personne est propriétaire d'un fonds rural. A ce titre elle possède un droit de chasse sur sa propriété. Mais elle n'a pas le droit de met-

tre en œuvre les procédés de chasse autorisés par la loi, celui que nous appelons « *droit de chasser* ».

Cela signifie-t-il qu'elle n'a pas l'exercice de son droit de chasse? Non. Cette personne ne peut avoir le « *droit de chasser* » en vertu d'une disposition légale qui lui refuse la délivrance d'un permis ou la soumet à la décision de l'autorité administrative. Elle n'a pas en conséquence le droit d'exercer la chasse sur le terrain sur lequel elle possède le droit de chasse, parce qu'il lui manque le droit de chasser, droit octroyé par l'administration. Mais elle garde un droit de chasse plein et entier sur sa propriété, un droit dont elle a la jouissance et l'exercice, en ce sens qu'elle peut en disposer elle-même comme elle l'entend : le réserver, le louer, le céder.

Nous verrons que la distinction que nous présentons en ce qui concerne le droit de chasse et le droit de chasser n'a pas qu'un aspect théorique ; elle a un intérêt pratique et mérite d'être signalée car elle prête à des confusions.

M. Labiche dans son ouvrage (1) a dit :

« Tous les propriétaires ont le « *jus prohibendi* », ils n'ont pas tous le droit de chasse. Tel serait le cas d'un propriétaire mineur ou indigne de la délivrance d'un permis de chasse ».

Présentée ainsi, cette opinion est contraire à notre droit : un mineur ou indigne de la délivrance d'un permis, comme tout propriétaire, possède le droit de chasse sur sa propriété : il peut l'exploiter, le céder ou le réserver. Ce qui lui manque c'est le droit concédé par l'autorité administrative de mettre personnellement en œuvre les modes de chasse autorisés, ce que nous appelons précisément le « *droit de chas-*

(1) Labiche : *op. cit.*, p. 51.

ser ». D'ailleurs M. Labiche semble apercevoir cette différence, car il ajoute : « Il (le mineur) n'aurait pas le droit de chasser, mais il aurait certainement le jus prohibendi ». C'est plutôt à ce propos qu'existe sa confusion ; il reconnaît bien au mineur un droit effectif, mais il l'appelle jus prohibendi. Quel est ce jus prohibendi ? On considère que c'est le droit d'interdire l'accès de sa propriété à toute personne, promeneur, touriste, voyageur. Ce droit appartient à tout propriétaire, encore faut-il que sa propriété soit close. Mais ce droit s'entend en dehors de toute idée de chasse. Le mineur possède autre chose que ce simple droit de défense de sa propriété : il possède un droit d'essence différente qui est le droit de chasse, droit qui appartient à tous les propriétaires fonciers sans exception, droit qu'ils peuvent céder, ou conserver pour chasser à condition qu'ils aient en même temps le « *droit de chasser* ».

Pour pouvoir chasser sans être répréhensible, toute personne doit réunir en elle ces deux droits, mais ils sont distincts et indépendants.

Nous venons de voir qu'on pouvait avoir le *droit de chasse* sans avoir le *droit de chasser*. On peut aussi être titulaire du *droit de chasser* sans avoir le droit de chasse. Du moment que j'ai un permis de chasse et que je me conforme aux arrêtés préfectoraux concernant la chasse, je possède une aptitude à mettre en œuvre les procédés de chasse autorisés et je pourrai chasser sur un terrain déterminé dès que je joindrai le droit de chasse sur ce terrain au droit que je possède déjà et que nous avons appelé « *droit de chasse* ».

Je puis être muni du « *droit de chasser* » avant d'être détenteur du « *droit de chasse* ».

Comment pourrait-on dire que ce droit(droit de chasser) que je possède n'est que l'exercice d'un droit que je ne

possède pas (droit de chasse). Le « *droit de chasser* » ne peut pas être considéré comme l'exercice du *droit de chasse* : je ne puis avoir l'exercice d'un droit dont je n'ai pas la jouissance.

Il en serait autrement s'il fallait justifier de la possession d'un droit de chasse pour obtenir le permis de chasse. Or cette condition n'est nullement exigée. Les permis de chasse sont délivrés sans qu'il soit nécessaire d'apporter un titre de propriété ou de prouver un droit de chasse quelconque : cette absence de condition est certaine et nettement formulée dans une ordonnance ministérielle adressée aux préfets (1) : « Il sera bien également que vous rappeliez à MM. les sous-préfets et maires qu'ils n'ont pas à s'occuper dans leur avis de la question de savoir si l'impétrant est ou n'est pas propriétaire foncier. Aucun des articles de la loi du 3 de ce mois n'a exigé la qualité de propriétaire comme condition de l'exercice de la chasse et l'autorité ne peut à cet égard faire ce que la loi n'a pas fait. »

Et encore : « Elle (l'administration) ne peut pas plus exiger avant de délivrer le permis, la représentation d'une permission de chasse sur le terrain d'autrui, qu'elle ne peut exiger de la part de l'impétrant la preuve qu'il est propriétaire foncier. »

C'est justement là qu'apparaît la transaction de notre système juridique.

Partagé entre le désir de conserver au droit de propriété son caractère absolu et exclusif, et en même temps le désir de satisfaire aux principes démocratiques, il a réservé à la propriété le *droit de chasse* et il a donné à tous la faculté de se procurer le *droit de chasser*.

(1) Circulaire du Ministre de l'Intérieur, mai 1844.

Duvergier : *op. cit.*, 1844, p. 95.

Mais on sent tout de suite tous les dangers de cette transaction, dangers réels, car si l'âme populaire n'analyse pas le droit, elle a du moins une aptitude particulière à tirer le plus grand parti possible des dispositions de la loi qui lui sont favorables. Beaucoup de chasseurs oublient facilement qu'il leur faut réunir simultanément le *droit de chasse* et le *droit de chasser* et croient qu'il leur suffit pour pouvoir chasser d'être munis d'un permis et de respecter les arrêtés préfectoraux, c'est-à-dire d'être en règle vis-à-vis de l'administration en étant pourvus du *droit de chasser*. Ils s'attachent uniquement à ce droit que la loi sépare du *droit de chasse* négligé. Pratique facilitée d'une part par notre système juridique qui sanctionne avec plus de certitude les contraventions au *droit de chasser* que les atteintes au *droit de chasse*, exigeant pour la poursuite de ces dernières la plainte du propriétaire ; d'autre part par la négligence de ces propriétaires qui pour des raisons diverses ne protègent pas leur droit de chasse et livrent le gibier à la destruction.

CHAPITRE III

L'Administration et le Droit de chasser

Selon notre définition, le droit de chasser est le droit de mettre en œuvre les modes de chasse autorisés. Il est soumis à la délivrance d'un permis. Il est conditionné par les arrêtés préfectoraux concernant la police de la chasse.

C'est un droit personnel de caractère administratif. Il peut appartenir en principe à tous, sauf exceptions légales, et les contestations qui s'élèvent à propos de sa jouissance ressortissent au Conseil d'Etat.

Les procédés de chasse autorisés. — On distingue, parmi les procédés de chasse autorisés (1) des procédés généraux : la chasse à courre, à cor et à cri, et la chasse à tir, celle-ci comprenant la chasse à l'aide de toutes armes de jet, que l'on doit comprendre dans un sens large (fusil, fronde, lance-pierres, etc.).

Un procédé de chasse spécial : la chasse aux lapins, à l'aide de furets et de bourses.

Enfin des procédés exceptionnels déterminés par les arrêtés préfectoraux pour la chasse des oiseaux de passage.

Le procédé de chasse, procédé que l'on met en usage pour découvrir le gibier et pour en assurer ou en faciliter la capture ou la mort, se différencie de l'engin de chasse, instrument qui par lui-même procure la capture ou la mort de l'animal sauvage (lacet, collet, filet) et de l'auxiliaire de

(1) Loi de 1844-1924, art. 9, § 1, 2, 3 N° 1.

chasse (1), instrument qui facilite la mise en œuvre des procédés de chasse.

Les engins sont en principe tous prohibés, sauf les mues employées dans un but de repeuplement conformément à l'art. 9 § 5 (2). Leur simple détention est punie et ils doivent être confisqués, sauf s'ils sont détenus par le propriétaire d'une garenne dans un but d'exploitation (3).

Les auxiliaires de chasse sont au contraire autorisés : miroir pour la chasse aux alouettes (4), banderolles pour la chasse en battue, oiseau naturalisé pour la chasse des petits oiseaux (5).

(1) On entend aussi par auxiliaire de chasse un certain nombre de personnes qui aident le chasseur dans sa recherche du gibier (traqueurs). Ils ne sont pas obligés d'être titulaire d'un permis de chasse, à moins qu'ils n'effectuent par eux-mêmes un acte de chasse (piqueur, valet de limier).

Les auxiliaires de chasse, rabatteurs, utilisés par les sociétés de chasse ne bénéficient pas des dispositions de la loi sur les accidents du travail que la loi du 15 décembre 1922 a étendu aux exploitation agricoles. Cour d'appel d'Amiens, 20 juin 1933. G. P. 1933.2.486.

(2) Baudouin : *op. cit.*, p. 316. S. H. C. F. janvier 1923, p. 8.

(3) Caen, 18 mai 1922. D. P. 1923.2.135.

(4) Dijon, 17 mars 1875. S. 1876.2.138.

(5) Tr. Cor. Vienne, 14 mars 1923. S. 23.2.111.

Il s'agissait de l'emploi de chouettes empaillées : « procédés qui, tout en facilitant au chasseur l'appropriation du gibier, sont inopérants par eux seuls à lui procurer cette appropriation et qui constituent non des moyens de chasse, mais des auxiliaires ou accessoires de chasse ». En conséquence, l'arrêt reconnaît que l'emploi en est licite et que les préfets n'ont pas le droit de l'interdire.

Cependant dans une espèce analogue, le tribunal a décidé que l'emploi d'un épervier empaillé devait être considéré comme moyen de chasse, par conséquent était interdit. Tr. Cor. Brignolles, 5 décembre 1924. D. H. 1925.115.

Le permis de chasse. — L'ancêtre du permis de chasse est le permis de port d'armes de chasse (1).

Créé par le décret du 11 juillet 1810, il fut rendu obligatoire et sanctionné par les dispositions du décret du 4 mai 1812 pour la pratique de la chasse à tir.

Le permis de chasse, institué par la loi du 3 mai 1844, qui l'a remplacé, a une portée plus étendue : non seulement il donne droit d'employer le procédé de la chasse à tir, mais il est nécessaire pour la mise en œuvre de tous les procédés de chasse autorisés par la loi.

Il est délivré à toute personne qui en fait la demande, sauf exceptions légales.

La demande adressée au préfet ou au sous-préfet, qu'elle soit transmise par le maire ou envoyée directement, doit toujours être accompagnée de l'avis du maire de la résidence ou du domicile de l'impétrant.

Le maire doit refuser de donner son avis lorsque l'impétrant n'a ni domicile, ni résidence dans la commune. S'il passe outre, le permis délivré est valable ; la commune intéressée a seulement un droit de répétition : elle peut réclamer à la première le montant du droit alloué aux communes sur le prix du permis de chasse (2).

La délivrance du permis est refusée à certaines personnes.

(1) Le droit de port d'armes en général est un droit inhérent à la qualité de Français, affecté de ces deux restrictions : Le port d'armes est interdit dans les lieux publics ; les armes offensives, cachées ou secrètes, sont prohibées. On peut en être privé par décision judiciaire. C. Pénal, art. 42, 4^o et art. 34.

(2) Autorisation de plaider donnée par le Conseil d'Etat à la commune de Faucogney, 30 juin 1886. Lebon 1886, p. 939 et note. Besançon contre commune d'Ecole : 10 juillet 1877. D. P. 80.3.55.

Cas de refus obligatoire. — Loi de 1844-1924 : art. 7 :

« Le permis de chasse ne sera pas délivré :

1° Aux mineurs qui n'auront pas seize ans accomplis.

2° Aux mineurs de seize à vingt-et-un ans, à moins que le permis ne soit demandé pour eux par leur père, mère, tuteur ou curateur, porté au rôle des contributions.

3° Aux interdits » (1).

Art. 8 : « Le permis de chasse ne sera pas accordé :

1° A ceux qui, par suite de condamnations, sont privés du droit de port d'armes ;

2° A ceux qui n'auront pas exécuté les condamnations prononcées contre eux pour l'un des délits prévus par la présente loi ;

3° A tout condamné placé sous la surveillance de la haute police (c'est-à-dire : interdit de séjour) ».

Art. 18 : « En cas de condamnations pour délits prévus par la présente loi, les tribunaux pourront priver le délinquant du droit d'obtenir un permis de chasse pour un temps qui n'excédera pas cinq ans ».

Cas de refus facultatif. — Art. 6 : « Le préfet pourra refuser le permis de chasse :

1° A tout individu majeur qui ne sera point personnellement inscrit, ou dont le père ou la mère ne serait pas inscrit au rôle des contributions :

2° A tout individu qui par une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés

(1) Cet article modifié par la loi du 9 août 1930, fixe en outre un certain nombre de réserves à la délivrance de permis de chasse aux gardes champêtres, préposés des eaux et forêts et agents de l'administration des travaux publics, commissionnés en qualité de gardes-pêche du service de la navigation.

dans l'article 42 du Code Pénal, autre que le droit de port d'armes ;

3° A tout condamné à un emprisonnement de plus de six mois pour rébellion ou violence envers les agents de la force publique ;

4° A tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre, de menaces écrites ou de menaces verbales avec ordre ou sous condition ; d'entraves à la circulation des grains ; de dévastation d'arbres ou de récoltes sur pied, de plants venus naturellement ou faits de main d'homme ;

5° A ceux qui auront été condamnés pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou abus de confiance.

La faculté de refuser le permis de chasse aux condamnés dont il est question dans les paragraphes 3, 4, 5 cessera cinq ans après l'expiration de la peine. »

En dehors de ces cas limitativement prévus par la loi, le permis doit être délivré.

Recours pour non délivrance. — Cas de retard à la délivrance : il existe deux recours contre le maire qui refuse ou néglige de donner l'avis obligatoire prescrit par l'art. 5 de la loi de 1844 ; un recours hiérarchique : le préfet fait une mise en demeure, puis nomme un délégué spécial, chargé de rédiger l'avis prescrit par la loi ; un recours en indemnité de la compétence du Conseil d'Etat (1).

(1) Espèce voisine. Tr. conflits, 29 déc. 79. S. 81.3.20. Giraudeau, Lelièvre, Soudée, *op. cit.*, N° 493.

En cas de faute personnelle, la compétence serait judiciaire (Rép. Fuzier Hermann, Chasse, N° 655).

Dans le cas de refus basé sur les incapacités des art. 7, 8 et 18, il existe un recours hiérarchique, du sous-préfet au préfet, du préfet au ministre et un recours contentieux, recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat lorsque l'impétrant considère qu'il n'est pas frappé par l'une des incapacités prévues (1).

Dans le cas de refus basé sur l'article 6 :

D'une part, l'impétrant frappé d'une incapacité relative a toujours un recours gracieux, hiérarchique du sous-préfet au préfet, du préfet au ministre.

D'autre part, celui qui prétend n'être pas frappé d'une incapacité relative a en outre le recours pour excès de pouvoir, puisque c'est une question d'interprétation et d'application de texte législatif pour l'administration (2).

Inversement l'administration a un recours lorsqu'elle a délivré un permis à tort.

Lorsque la délivrance était facultative et que l'administration l'a accordée elle ne peut revenir sur sa décision. Elle avait la faculté d'apprécier, son choix est définitif, même s'il est mauvais.

Mais si le refus de délivrance était obligatoire elle doit pouvoir revenir sur sa décision illégale : il faut un arrêté du préfet qui retire le permis de chasse, nouvelle décision, suivie d'une notification (3).

Cependant, les actes de chasse accomplis avec un permis délivré à tort, avant le retrait et la notification ne sont

(1) Leblond : *op. cit.*, 101. Giraudeau : *op. cit.*, 542.

(2) Conseil d'Etat, 13 mars 1867. D. 67.3.98.

(3) Tr. Cor. Carpentras, 3 nov. 1892. G. T., 4 déc. 1892. Les droits de timbre sont remboursés ou non selon que l'impétrant était de bonne ou de mauvaise foi.

pas punis : en effet la loi ne punit que la « chasse sans permis » (1).

Nous venons de voir le cas où un permis a été délivré malgré un cas d'incapacité absolue. Qu'arrive-t-il, lorsque le cas d'incapacité absolue prévu par les art. 7 et 8 survient après la délivrance d'un permis ?

On applique par analogie la solution précédente : retrait et notification, afin de ne pas laisser subsister une situation irrégulière.

Bref, lorsqu'une personne sera en possession d'un permis de chasse, bien qu'elle soit frappée d'une incapacité absolue des articles 7 et 8, que cette incapacité soit antérieure ou postérieure à la délivrance du permis, celui-ci pourra faire l'objet d'un retrait et la personne cessera d'avoir le Droit de chasser après notification du retrait.

Nous avons dit : une incapacité des articles 7 et 8. En effet la solution logique adoptée à l'occasion de ces cas d'incapacité prévus par les art. 7 et 8, ne s'applique pas généralement en jurisprudence lorsqu'il s'agit de l'incapacité prévue par l'article 18 : privation du droit d'obtenir un permis pendant cinq ans.

Quelques décisions judiciaires sont conformes à la règle que nous venons d'exposer à propos des incapacités des articles 7 et 8 (2). Celui qui est privé du droit d'obtenir un permis en vertu de l'article 18 conserve le Droit de chasser tant que le permis qui lui a été délivré antérieurement à sa condamnation et à l'application de l'art. 18, n'est pas périmé ou ne fait pas l'objet d'un retrait de la part de l'administration. Le permis n'est pas caduc immédiatement. « Il n'est

(1) Cas. 28 janvier 1858. S. 1858.1.485.

(2) Nogent-sur-Seine, 3 novembre 1866. D. P. 1868.3.75.

pas loisible aux tribunaux d'ajouter à la loi. Il est défendu aux tribunaux d'annuler soit explicitement, soit implicitement les actes de l'autorité administrative lorsque ces actes ont été pris dans l'exercice régulier des pouvoirs qui lui sont conférés ». Le permis ne cesse pas d'être valable aussitôt la décision judiciaire qui ne fait que priver du *droit d'obtenir un permis*. Il faudrait pour rendre le permis caduc une intervention de l'administration comme dans les cas précédents des articles 7 et 8, solution qui est déjà une extension de la loi, puisque celle-ci ne fait que permettre aux tribunaux de priver le délinquant du droit d'obtenir un permis et ne permet pas explicitement le retrait du permis antérieurement délivré.

Pourtant cette solution logique adoptée par quelques tribunaux et conforme à celle qui est pratiquée à propos des incapacités des articles 7 et 8, n'est pas celle de la jurisprudence la plus courante (1).

Celle-ci décide que l'incapacité de l'article 18 doit avoir une application immédiate et que le permis déjà délivré devient caduc sans avoir besoin d'être l'objet d'un retrait. Elle déclare « que le permis ne fait que permettre l'exercice du droit de chasse, que le permis ne le crée pas, mais le suppose... Que la suppression du droit d'obtenir un permis implique la suppression du droit de chasse. »

Mais première remarque : il faut s'entendre sur le sens des expressions « droit de chasse » et « exercice du droit de chasse ». Le terme droit de chasse est certainement pris ici dans le sens de « Droit de chasser » d'après notre termino-

(1) C. d'appel Nancy, 29 février 1864. S. 64.2.98.

Amiens, 21 mai 1874. S. 74.2.137.

Rouen, 3 déc. 1880. S. 81.2.14.

logie. En effet le droit de chasse, proprement dit, reste intact : aucune décision administrative ou judiciaire ne peut priver un propriétaire du droit de chasse attaché à sa propriété. La jurisprudence veut donc dire que c'est ce que nous appelons « Droit de chasser » qui est supprimé, lorsqu'une décision judiciaire prive un délinquant du droit d'obtenir un permis en vertu de l'article 18.

Deuxième remarque : Cette jurisprudence est plus sévère que celle dont nous avons parlé précédemment en ce qu'elle décide non plus seulement que le Droit de chasse disparaîtra dès qu'on cessera de posséder un permis, mais même que le Droit de chasser cessera automatiquement dès qu'on n'aura plus le droit d'obtenir un permis. Elle fait dépendre le Droit de chasser non plus du permis, mais du droit au permis.

Il est vrai que pratiquement, cette jurisprudence est bonne, car elle frappe plus sévèrement les braconniers, seuls bénéficiaires de la disposition aggravante de l'article 18 ; mais il faut noter que le même résultat pourrait être acquis en décidant que le préfet effectuera un retrait de permis avec notification consécutive à la décision du tribunal privant le délinquant du droit d'obtenir un permis. Cette procédure aurait l'avantage d'unifier la question :

Qu'il s'agisse d'incapacité de l'art. 7, 8 ou 18, antérieure ou postérieure à la délivrance du permis, il faudrait et il suffirait toujours d'un retrait préfectoral suivi de notification pour enlever le permis de chasse aux incapables et indignes et les dépouiller de ce fait du « Droit de chasser ».

Le permis de chasse est valable du jour de sa délivrance jusqu'au 1^{er} juillet prochain (loi du 25 juin 1920). Selon

l'opinion courante des auteurs (1) confirmée par la jurisprudence (2), la délivrance est considérée comme parfaite du jour de la signature du permis par le préfet, sans qu'il soit besoin d'attendre la remise à l'intéressé.

La jurisprudence n'exige pas non plus le port du permis par le chasseur (3), aucun texte législatif ne l'exigeant. Il suffit de justifier de sa délivrance. Une circulaire ministérielle (4) prescrit aux agents de verbaliser contre tout chasseur qui sur leur réquisition n'exhibe pas son permis de chasse, mais le prévenu doit être acquitté dès qu'il justifie de la délivrance d'un permis, avec cette réserve toutefois qu'il est condamné à payer les frais de poursuite engagés par sa faute. Les arrêtés préfectoraux ne peuvent exiger le port du permis.

Le permis de chasse donne-t-il le droit de mettre en œuvre les procédés de chasse autorisés sur tous les terrains sur lesquels on possède le droit de chasse?

Il faut distinguer : le permis départemental (loi du 25 juin 1920) valable pour un département et les arrondissements limitrophes et le permis général, valable pour toute la France.

Prix du permis. — Des tendances variables ont présidé à la fixation du prix du permis de chasse. Tandis que dans les travaux préparatoires de la loi de 1844 on relève des demandes de diminution du prix du permis, afin d'engager les candidats braconniers à s'en munir, depuis longtemps la tendance à l'augmentation du prix prévaut malgré l'op-

(1) Giraudeau : *op. cit.*, 529. Leblond : *op. cit.*, 94.

(2) Cour de Caen, 8 mai 1845. D. 45.4.73.

Contra : Tr. Cor. Reims, 20 oct. 1927. G. T., 21 déc. 1926.

(3) Aix, 21 nov. 1923. D. P. 1924.2.86.

(4) Cir. min. int., 20 déc. 1844. D. 45.2.4.

position de ceux qui la combattent en alléguant un idéal démocratique.

Dans le dernier état du droit fiscal, le prix du permis départemental et celui du permis général étaient respectivement de 44 et de 116 francs (loi du 25 juin 1920) sur lesquels 20 francs revenaient à la commune où avait lieu la demande.

Une loi du 28 février 1934 (1) vient d'élever les prix. Art. 9 : « Le prix du permis de chasse est porté en ce qui concerne la part de l'Etat à 175 francs pour le permis général et à 29 francs pour le permis départemental, décimes compris.

En addition au droit de timbre frappant les permis de chasse, il sera perçu un droit de 5 francs par permis, dont le produit sera consacré à l'amélioration de la chasse. Ce produit sera réparti par le ministre de l'agriculture après avis du comité national de la chasse, du ministre de l'intérieur et du ministre des finances, dans les limites d'un crédit ouvert chaque année par la loi des finances et qui ne pourra dépasser 8 millions de francs.

Un règlement d'administration publique déterminera le mode et les conditions de répartition du crédit spécial ainsi ouvert au ministre de l'agriculture (2).

Le prix du permis départemental est donc de 54 francs, celui du permis général de 200 francs.

L'augmentation assez sensible en ce qui concerne les permis généraux est insignifiante en ce qui concerne les permis départementaux ; c'est que pour ceux-ci qui forment

(1) *J. O.*, 1^{er} mars 1934, p. 2018.

(2) Ce règlement est intervenu le 25 août 1934. *J. O.*, 7 septembre 1934. Voir *infra*: p. 169.

la grande majorité, on se heurte à la résistance d'intérêts électoraux. Pourtant le prix du permis de chasse n'est pas à son taux : si l'on tient compte de la dévaluation du franc (le permis de chasse était à 20 francs avant guerre), si l'on calcule dans quelle modique proportion il entre dans les frais qu'engage un chasseur, si l'on compare le prix des permis chez nos voisins (1) on constate que l'impôt sur les permis de chasse est un des rares impôts dont l'augmentation soit raisonnable, qui plus est souhaitable, car il est somptuaire; en outre il a une contre-partie, en ce sens qu'il donne le « Droit de chasser » ; enfin il peut avoir pour conséquence indirecte la protection du gibier.

Les arrêtés préfectoraux. — Nous avons dit que le « Droit de chasser » était le droit de mettre en œuvre les procédés de chasse autorisés, qu'il était soumis à la délivrance d'un permis et qu'il était conditionné par les arrêtés préfectoraux.

Nous touchons à l'étude de ces derniers : il sont nombreux et divers, car la loi a laissé aux préfets le soin de déterminer les modalités particulières du Droit de chasser, dans chaque département selon les besoins. Il en résulte une grande facilité d'adaptation, mais aussi un grand manque d'unité.

Le pouvoir accordé par la loi aux préfets est en principe complet ; en fait il est restreint par l'autorité des circulaires ministérielles et par l'influence des avis des Conseils généraux.

(1) En Belgique : le prix du permis de port d'armes de chasse est fixé à 720 francs ; celui de la licence de chasse à 175 francs. *Bulletin de l'Association des Lieutenants de Louveterie*, juillet 1933, p. 11.

Les circulaires ministérielles interviennent dans un but d'unification afin de pallier les inconvénients d'une trop grande diversité, en fixant les dates d'ouverture, de fermeture générale de la chasse par zones (1), en recommandant certaines formules, en engageant les préfets à prendre tels ou tels arrêtés concernant la chasse en général (2) ou les matières annexes, comme la destruction des animaux nuisibles.

Le préfet est d'autre part obligé ou invité à prendre l'avis du Conseil général en certaines matières : chasse des oiseaux de passage et du gibier d'eau, destruction des animaux nuisibles ; obligé pour ses arrêtés permanents, il n'est qu'invité pour ses arrêtés ordinaires, sans toutefois être jamais lié par un avis.

En définitive, circulaires ministérielles et avis des Conseils généraux ne s'accordent pas toujours et s'opposent souvent (3), il en résulte des incertitudes dans la réglementation.

Mais à cet inconvénient vient s'en joindre un plus grave : les arrêtés préfectoraux concernant la chasse, contiennent une foule de dispositions visant d'autres matières, annexes il est vrai, mais cependant étrangères telles que : destruction des animaux nuisibles, louveterie, police générale, police sanitaire des animaux, protection des pigeons voyageurs, sans compter les rappels et résumés d'arrêtés antérieurs et de dispositions législatives. Bien que cette pra-

(1) Cir. Min. int., 24 juillet 1863. D. P. 63.3.56.

(2) Cir. Min. int., 12 déc. 1887. *B. of. m. int.* 1887, p. 308.

Cir. Min. int., 19 juillet 1877. *B. of. m. int.* 1877, p. 376.

(3) Trav. préparatoires de la loi du 1^{er} mai 1924. *J. O.*, 27 nov. 1923.

Intervention de M. Morand et réponse du Ministre de l'Agriculture, p. 1722, 2^e colonne.

tique soit recommandée (1) et qu'elle ait effectivement des avantages en ce sens qu'elle groupe en un seul texte l'essentiel d'une réglementation usuelle, il n'en est pas moins vrai qu'il en résulte une confusion entre les matières traitées, entre les textes législatifs et les textes réglementaires, une incertitude sur la sanction attachée à chaque interdiction et un doute sur la légalité de certaines dispositions (2).

Nous dirons quelques mots des arrêtés qui réglementent le Droit de chasser en les divisant en deux catégories :

Les arrêtés préfectoraux concernant la chasse, pris en vertu des pouvoirs conférés aux préfets par la loi du 3 mai 1844 et sanctionnés par elle:

Les arrêtés limitant le Droit de chasser, pris en vertu des pouvoirs de police conférés à l'administration par d'autres textes et sanctionnés par ceux-ci.

LES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX PRIS EN VERTU DE LA LOI DU 3 MAI 1844. — Ces arrêtés concernent :

L'ouverture et la fermeture de la chasse. — Article 3, (sanction art. 12, 1^o). Le préfet fixe par arrêtés publiés dix jours à l'avance, sauf force majeure, les jours et heures d'ouverture, les jours de fermeture de la chasse pour les moyens de chasse autorisés (à tir, à courre) vis-à-vis de telles ou telles espèces de gibier (3). art. 3 § 1 et 2. Une disposition spéciale lui permet de retarder l'ouverture dans les bois ou forêts classés, en prévision des dangers d'incendie (§ 3). Il pourrait déterminer des dates d'ouverture différentes à l'intérieur de son département selon les régions, mais il ne pourrait pas établir de différences entre les cultures

(1) Cir. Min. int., 22 juillet 1851. *B. of. m. int.* 1851, p. 296.

(2) Soudée : *Revue générale d'administration*, 1905, T. 3, p. 142 et s.

(3) Crim. 29 juin 1929. *D. H.* 1929, 446.

(plaines, bois, prairies) (1) ni étendre ou restreindre les moyens de chasse autorisés par la loi. Par exemple : la chasse à tir doit comprendre aussi bien la chasse au chien courant, au chien couchant, la chasse en battue, la chasse à l'affût pendant le jour.

Ces arrêtés doivent être annuels, un pour l'ouverture, un pour la fermeture et ne devraient contenir d'autres dispositions.

Les oiseaux de passage. — Art. 9, § 3 N° 1. Sanctions, art. 11, 3°. Ces arrêtés, obligatoires, permanents, nécessitant l'avis du Conseil général, déterminent la nomenclature des oiseaux de passage, les dates d'ouverture et de fermeture de leur chasse, les modes et procédés de chasse autorisés pour les diverses espèces.

Ils ne s'appliquent qu'en période de fermeture générale ; l'opinion courante est que le préfet peut augmenter le nombre des moyens de chasse permis, mais non le diminuer en interdisant les moyens autorisés par la loi (2).

Le gibier d'eau. — Art. 9 § 3, 2°. Sanction, art. 11, 3°. Obligatoires, permanents, pris après avis du Conseil général ces arrêtés fixent non pas la nomenclature, laissée à l'appréciation des tribunaux, ni les modes et procédés de chasse, qui sont les procédés ordinaires des lois de 1844-1924, mais seulement les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse.

Les pouvoirs des préfets sont limités quant à la réglementation de la chasse du gibier d'eau; le subterfuge employé pour augmenter les pouvoirs du préfet à l'égard de

(1) C. M. int., 22 juillet 1851.

(2) Contra, Giraudeau : *op. cit.*, 644.

celui-ci consiste à classer tel gibier, par exemple le canard, parmi les oiseaux de passage (1).

La protection des oiseaux. — Art. 9, § 4 1°. Sanction art. 11, 3°. Arrêtés facultatifs pour lesquels le préfet est seulement invité à consulter le Conseil général; ils ne peuvent être pris qu'afin de protéger les oiseaux et non le gibier en général; nous aurons l'occasion de le signaler plus loin.

La chasse en temps de neige. — Arrêtés facultatifs pris en vertu de l'article 9, § 4, 3° et sanctionnés par l'article 11, 3° (2).

ARRÊTÉS PRIS EN VERTU DES POUVOIRS DE POLICE DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — C'est en principe en vertu des pouvoirs de police à lui conférés par les lois sur la police de la chasse que le préfet réglemente le « Droit de chasser ». Les arrêtés pris en vertu de ces pouvoirs sont sanctionnés par des peines correctionnelles prévues par les articles 11 et suivants de la loi de 1844, modifiée 1924, qui établissent pour chaque délit des sanctions et des circonstances aggravantes, tout en refusant le jeu des circonstances atténuantes (art. 20).

Mais il existe d'autres arrêtés limitant le Droit de chasser, arrêtés non plus pris en vertu des pouvoirs conférés aux préfets par les lois de police de la chasse, mais pris en vertu de pouvoirs généraux de police, conférés par d'autres textes. Les pouvoirs tirés de la loi de 1844, modifiée 1924 sont insuffisants pour réglementer le Droit de chasser. De-

(1) Les arrêtés qui autorisent la chasse au canard à l'affût la nuit sont en principe illégaux, la chasse pendant la nuit étant toujours prohibée. En fait cette chasse est tolérée d'autant plus que le tir a généralement lieu au moment où le jour poind.

(2) Le « temps de neige » est soumis à l'appréciation des Tribunaux. Rouen, 22 mars 1880. D. P. 82.5.74.

vant la nécessité de compléter la réglementation, l'autorité administrative a fait appel à d'autres textes.

Les arrêtés pris en vertu de ces pouvoirs contribuent à conditionner le Droit de chasser et sont la plupart du temps insérés pour cette raison dans les arrêtés concernant la chasse, mais il importe de les distinguer car leurs sanctions ne sont pas les peines correctionnelles établies par la loi de 1844-1924, mais seulement des peines « *contraventionnelles* » édictées par l'article 471, § 15 du Code Pénal.

Ces arrêtés sont basés sur les textes des lois du 22 décembre 1789, 5 avril 1884 ou 21 juin 1898 qui confèrent aux préfets et aux maires des pouvoirs de police, en les chargeant d'assurer le « bon ordre, la sécurité et la salubrité publiques ».

C'est sur ces pouvoirs généraux de police que s'appuient les préfets et les maires pour compléter la réglementation du Droit de chasser.

Nous disons : les préfets et les maires. En effet, tandis que les pouvoirs de police de la chasse appartiennent exclusivement aux préfets, les pouvoirs généraux de police sont confiés par les textes soit aux maires, soit aux préfets, soit aux deux autorités avec préminence hiérarchique.

La police rurale appartient au maire (loi du 5 avril 1884, art. 91, loi du 21 juin 1898), et à lui seulement, la jurisprudence ne reconnaissant au préfet aucun pouvoir en ce qui concerne la police rurale (1), sauf pour les matières qui lui ont été formellement dévolues par un texte (par ex. loi du 4 avril 1889, pigeons, volailles).

(1) C. d'Etat, 36 mars 1867. D. P. 68.3.1.

Cass. Crim., 23 janvier 1892. D. P. 92.1.447.

Cass. Crim., 12 février 1903. D. P. 1906.1.454.

Le maire est en outre investi des pouvoirs de police municipale, loi du 5 avril 1884, art. 91, 97, 98, loi du 21 juin 1898.

Quant au préfet, il tire ses pouvoirs de la loi du 22 déc. 1789 et de l'article 99 de la loi du 5 avril 1884, confirmé par l'art. 1 de la loi du 21 juin 1898. En réalité le premier texte n'est pas invoqué et c'est sur l'art. 99 de la loi municipale et l'art. 1^{er} de la loi du 21 juin 1898 que s'appuie le préfet pour prendre des arrêtés de police. Les matières de la police départementale se confondant avec celles de la police municipale, le préfet n'use pratiquement que de ses pouvoirs de police municipale, lui permettant de prendre des arrêtés valables pour toutes les communes du département.

C'est ainsi qu'en toute matière de police, sauf rurale, les maires et les préfets sont appelés à collaborer. Voyons quelques exemples où l'autorité municipale et l'autorité préfectorale sont appelées à régler concurremment le Droit de chasser.

La chasse sur les chemins publics est souvent interdite par des arrêtés municipaux ou préfectoraux pour des raisons de sécurité publique, art. 91, 97, 99 loi du 5 avril 1884 et loi du 21 juin 1898.

Pour les mêmes raisons est interdit *le tir dans les agglomérations* en vertu des mêmes textes.

Quant à *la chasse en voiture*, les préfets l'interdisent quelquefois en se basant sur l'art. 9 de la loi de 1844, modifiée 1924, relative à la police de la chasse ; mais la légalité de ces arrêtés est très contestable, car si la loi de 1844-1924 interdit l'usage de l'avion et de l'automobile, elle ne permet pas de conclure de là que la chasse en voiture peut être prohibée.

Au contraire les textes qui donnent au préfet et au maire le pouvoir d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité peuvent légitimement fonder des arrêtés interdisant la chasse en voiture, des exceptions étant d'ailleurs fréquemment consenties aux mutilés et infirmes.

Examinons enfin en quelques mots une matière extrêmement complexe : *la divagation des chiens*. Chacun sait que la divagation des chiens est très nuisible à la conservation du gibier. Aussi est-il nécessaire qu'elle soit réglementée d'une façon précise ; or comment la question se présente-t-elle ?

Les arrêtés préfectoraux contiennent une foule de dispositions d'origines diverses : loi de 1844, loi municipale de 1884, loi du 21 juin 1898, police sanitaire des animaux, lois de 1881, 1898 et décret du 6 octobre 1904, articles du Code Pénal...

Dans ce mélange de règlements, de rappels de règlements, de textes législatifs ou d'articles du Code pénal, il est impossible de reconnaître l'étendue et la valeur de chaque disposition ainsi que les sanctions attachées à chacune.

Il est nécessaire de distinguer dans un arrêté préfectoral relatif à la divagation des chiens :

1° Les rappels de dispositions législatives (1) :

Code Pénal, art. 475, § 7, concernant les chiens qui attaquent ou poursuivent les passants.

Loi du 21 juin 1898, art. 16 : les chiens errants sont menés en fourrière et abattus dans les 48 heures ou dans les 8 jours.

(1) Circulaire min. int., 22 juillet 1851. *Bull. m. int.* 1851, p. 303.
« Lorsque vous croirez devoir y rappeler quelques-unes des dispositions de la loi, il conviendra de les insérer, non dans le texte même, mais à la suite de l'arrêté. »

Décret du 6 octobre 1904, pris en exécution des lois du 21 juillet 1881 et 21 juin 1898, édictant un certain nombre de mesures pour les cas d'épidémies et de rage.

2° Des arrêtés proprement dits.

Arrêtés visant la protection des oiseaux, pris en vertu de l'art. 9, § 4, 1° et sanctionnés par l'art. 11, 3° de la loi de 1844-1924 (délict).

Arrêtés pris dans un but de tranquillité, sécurité, salubrité publique, en vertu des lois du 5 avril 1884 et 21 juin 1898, sanctionnés par l'article 471, § 15 du Code Pénal (contravention).

Nous constatons que la divagation des chiens est réglementée par des lois et des arrêtés municipaux ou préfectoraux, à des fins diverses de sécurité. Mais au point de vue de l'objet qui nous intéresse ici, c'est-à-dire la protection du gibier, quels sont les pouvoirs de l'autorité administrative? les préfets (ou les maires) peuvent-ils prendre des arrêtés pour protéger le gibier?

A la question présentée ainsi on est obligé de répondre non.

Les préfets (ou les maires) parviennent à créer une protection indirecte, encore leurs pouvoirs sont-ils limités.

Le préfet peut prendre des arrêtés interdisant la divagation des chiens à une fin de « protection des oiseaux », en vertu de l'art. 9, § 4, 1° de la loi de 1844-1924. Cet arrêté est sanctionné par une peine correctionnelle, art. 11, 3°.

Les préfets et maires d'autre part peuvent prendre des arrêtés interdisant la divagation des chiens dans un but de sécurité, salubrité publiques en vertu de leurs pouvoirs de police conférés par les lois de 1884 et 1898, arrêtés sanctionnés par une peine de simple police, art. 471, § 15 Code Pénal.

Grâce à ces textes on obtient indirectement une certaine protection du gibier et quelquefois la jurisprudence se montre assez large dans son appréciation (1), mais il faut cependant se méfier ainsi qu'en témoigne un arrêt de la Cour de Grenoble (2). Non seulement il décide qu'un arrêté préfectoral pris « *pour la conservation du gibier* » est illégal et doit être considéré comme nul et non avenu, mais il ne lui accorde même pas de légalité en vertu de l'art. 99 de la loi du 5 avril 1884 ni par conséquent la sanction de l'article 471, § 15, du Code Pénal.

Le préfet n'a donc pour réaliser la protection du gibier que la faculté d'utiliser les deux pouvoirs précités, en prenant la précaution de ne viser dans son arrêté que le but autorisé par la loi. Il ne peut s'appuyer sur d'autres textes (3). Avouons que ces pouvoirs sont insuffisants et que la loi comporte une lacune, car la divagation des chiens doit être considérée à de nombreux égards comme faisant partie de la police de la chasse (4).

RECOURS CONTRE LES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX. — Nous avons eu souvent l'occasion de signaler que des arrêtés préfectoraux étaient entachés d'illégalité. Que se passe-t-il ?

(1) Dijon, 26 nov. 1890. S. 91.2.157.

La Cour considère qu'un arrêté pris en vertu de l'art. 9 § 4, loi de 1844, est légal quand il vise la protection du jeune gibier, des œufs et couvées.

(2) Grenoble, 16 nov. 1900. D. 1901.2.135.

(3) Crim. 12 février 1903. D. 1906.1.454.

(4) Tr. Cor. Château-Thierry, 24 février 1933. G. P. 1933.1.837.

Le Tribunal reconnaît aux gardes des brigades mobiles commissionnés par les Fédérations de chasse, le pouvoir de verbaliser pour divagation de chiens.

Lorsqu'un arrêté préfectoral établissant une sanction contre les particuliers est illégal (1), son illégalité est invoquée par le prévenu par voie d'exception et le tribunal, la Cour d'Appel ou la Cour de Cassation en repousse l'application, pour violation de la loi ; ou bien il est l'objet d'un recours en annulation, pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat.

Lorsqu'un arrêté préfectoral au lieu d'ajouter à la sévérité de la loi, en modère la rigueur (2), le ministère public ne poursuit pas, ou s'il poursuit le tribunal acquitte, « parce qu'on ne peut obliger les particuliers à se prononcer par avance sur la légalité des arrêtés préfectoraux ».

Les dérogations à la loi sont d'ailleurs souvent encouragées par des circulaires ministérielles et le ministère public serait mal venu d'en réclamer la nullité ; c'est un cas d'irrespect de la loi qui profite à l'intérêt général.

Exceptions à la nécessité de posséder le droit de chasser. — Dès le début de notre étude sur la chasse, nous avons dit que pour exercer la chasse il fallait être en possession du « *droit de chasse* » et du « *droit de chasser* ».

Nous avons étudié ce qu'il fallait entendre par ce dernier. Faut-il toujours en être titulaire pour accomplir sans délit un acte de chasse, c'est-à-dire faut-il toujours avoir un permis et se soumettre aux arrêtés préfectoraux limitant l'exercice de la chasse ?

Dans trois cas il paraît inutile de remplir ces conditions et suffisant de posséder le droit de chasse :

(1) Ex. : Arrêtés interdisant la divagation des chiens, pour la conservation du gibier.

(2) Ex. : arrêtés autorisant le transport du gibier en temps prohibé, la chasse à l'affût, la nuit.

Chasse dans un enclos attenant à une habitation.

Poursuite des bêtes fauves.

Destruction des animaux nuisibles.

Nous verrons que si le premier cas est une véritable exception, les deux autres relèvent d'une matière toute différente.

CHASSE DANS UN ENCLOS ATTENANT A UNE HABITATION.

— On peut chasser dans un enclos attenant à une habitation sans satisfaire aux conditions du Droit de chasser, art. 2, loi de 1844-1924: « Le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenant à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins et empêchant le passage de l'homme et celui du gibier à poil. »

Le propriétaire ou possesseur, il faut entendre par là le détenteur du Droit de chasse, peut chasser ou faire chasser sans permis, en tout temps, c'est-à-dire en temps de fermeture, en temps de neige, la nuit. La seule restriction consisterait en ce qu'il ne peut faire usage d'engins prohibés, leur simple détention constituant un délit. Mais la question est discutée (1).

DESTRUCTION DES BÊTES FAUVES. — Voici un autre cas où il semble qu'il soit inutile d'être muni du Droit de chasser : la destruction des « *bêtes fauves* », art. 9 de la loi de 1844-1924, § 3, 3°.

La destruction peut avoir lieu en tout temps, la nuit, en temps de neige, sans permis, avec des engins prohibés,

(1) Il faut plutôt voir une restriction en pratique dans le fait que les enclos attenant à une habitation sont souvent situés dans une agglomération et que par suite le tir y est interdit par mesure de sécurité par des arrêtés municipaux.

sauf ceux dont la détention constitue par elle-même un délit.

Il paraît y avoir là une seconde exception à la règle que nous avons posée, mais il ne faut pas se tromper : la destruction des bêtes fauves n'est pas un acte de chasse, mais un acte de défense de la propriété (1) de la part d'un propriétaire foncier.

Ce droit déjà reconnu dans l'article 15 de la loi de 1790, « Droit naturel de l'homme de défendre sa chose contre les animaux sauvages » est confirmé par la loi de 1844 (art. 9) et précisé dans une circulaire du garde des sceaux en date du 9 mai 1844 : « droit de légitime défense commandé par l'intérêt de l'agriculture, qu'il ne faut pas confondre avec l'exercice de la chasse. La loi l'a réglé afin d'empêcher de s'en servir comme d'un prétexte pour chasser en toutes les saisons. »

En conséquence : ce droit n'appartient qu'aux propriétaires ou fermiers (auxquels on assimile : les possesseurs, usufruitiers et usagers) qui défendent leur bien contre le dommage que lui causent les bêtes fauves et non au titulaire du droit de chasse sur un fonds (2). Conformément aux règles de la légitime défense, il faut que le dommage soit actuel ou imminent (3).

(1) Il est bien entendu qu'en période d'ouverture de la chasse les bêtes fauves peuvent faire l'objet d'un acte de chasse comme tout animal sauvage. En ce cas ce sont les règles ordinaires concernant la chasse qui s'appliquent.

(2) Le titulaire du droit de chasse ne pourrait invoquer le préjudice causé au gibier par les bêtes fauves pour prétendre au droit de les repousser, puisque le gibier est *res nullius*. Il serait difficile d'autre part de soutenir que les bêtes fauves causent un dommage au droit de chasse lui-même.

(3) Cas. Crim. 15 juillet 1910. S. 1913.1.171.

Cas. Crim. 10 décembre 1914. D. 1919.1.38.

Il reste un point à déterminer :

Puisqu'il faut un dommage actuel ou imminent, suffira-t-il que ces conditions soient remplies pour qu'on se trouve en droit d'exercer la légitime défense envers tout animal sauvage ?

En un mot, doit-on considérer tout animal qui porte un préjudice à la propriété comme une bête fauve au moment où il porte ce préjudice ? Ou bien les bêtes fauves forment-elles une catégorie spéciale d'animaux sauvages dont la liste limitative est laissée à l'appréciation des tribunaux ?

Selon le premier système, des pies, corbeaux, pigeons ramiers, lapins, même des lièvres, tout animal « quadrupède ou volatile constituant un danger pour les récoltes » (discussion parlementaire de la loi de 1844) pourront être regardés comme bêtes fauves et donneront lieu à l'exercice du droit de légitime défense en cas de dommage actuel ou imminent.

Le second système prévaut : la jurisprudence entend par « bêtes fauves » une énumération limitée, indiquée dans les ouvrages de vénerie (1), comprenant : les bêtes fauves proprement dites : cerfs, daims, chevreuils, chamois ; les bêtes noires : sangliers ; les bêtes rousses : loups, renards, blaireaux, fouines, putois, martres, belettes, chats sauvages (2).

La légitime défense de la propriété n'est pas assurée à l'égard de tous les animaux sauvages susceptibles de porter préjudice ; elle ne l'est que vis-à-vis des « bêtes fauves » et non de tous les animaux nuisibles.

(1) Cas. Crim. 11 juin 1880. D. P. 80.1.281 (Notes 1 et 2).

Cas. Crim. 3 janvier 1929. S. 1930.1.273 (Notes).

(2) Baudouin : *Conseils aux Gardes*, p. 202.

Les autres animaux qui causent un dommage aux biens peuvent être rangés dans la catégorie des « animaux malfaisants ou nuisibles » (pies, corbeaux, lapins) par le préfet qui réglemente en même temps le droit de les détruire.

DESTRUCTION DES ANIMAUX NUISIBLES OU MALFAISANTS.

— Dans un troisième cas, on est tenté de voir encore une dérogation à la nécessité de satisfaire au Droit de chasser : il s'agit de la destruction des animaux nuisibles ou malfaisants.

En dehors du droit en période normale d'ouverture de la chasse de poursuivre et capturer par les moyens autorisés aussi bien des animaux nuisibles que du gibier inoffensif, il existe, même en temps de clôture de la chasse, un droit de détruire certains animaux en raison de leur caractère malfaisant et nuisible. L'art. 9, § 3, 3°, loi de 1844-1924 reconnaît aux propriétaires, possesseurs ou fermiers un droit de détruire sur leurs terres, par eux-mêmes ou par leurs préposés, un certain nombre d'animaux nuisibles à l'agriculture (1). Les conditions d'exercice de ce droit sont déterminées par le préfet qui fixe la liste des animaux nui-

(1) Ce droit de destruction des animaux nuisibles est un droit accordé dans un intérêt particulier, dans l'intérêt des cultivateurs.

Soudée : *Revue Générale d'administration*, 1905, T. 3, p. 408.

Il est étranger aux règles spéciales qui concernent la destruction des animaux nuisibles dans un but d'intérêt général :

1° Louveterie : arrêté 19 pluviôse an V. Ordonnance 20 août 1814.

2° Loi du 10 mars 1930 : destruction des lapins.

3° Art. 90, 95, 96, loi du 5 avril 1884. Pouvoirs des maires d'organiser des battues pour la destruction des animaux nuisibles.

4° Loi du 23 juillet 1907 : destruction des corbeaux et des pies dans les contrées où le trop grand nombre de ces oiseaux occasionne des dommages aux ensemencements et aux récoltes.

Tous ces textes organisent la destruction des animaux nuisibles dans l'intérêt général.

sibles et malfaisants, l'époque où leur destruction est permise, les moyens spécialement autorisés pour cette destruction (1).

Sous quelle rubrique doit-on ranger la destruction des animaux nuisibles?

Est-ce un fait de chasse, est-ce un acte de légitime défense de la propriété?

Si c'est un fait de chasse, il y aura exception à la règle selon laquelle il faut pour exercer la chasse, être en possession du « *droit de chasse* » et du « *droit de chasser* », puisque d'après la loi les propriétaires ou fermiers, pourront détruire les animaux nuisibles en tout temps, dans les conditions fixées par les arrêtés préfectoraux.

A l'appui de cette opinion, on peut observer qu'ici, contrairement à ce qui se passe en matière de destruction des bêtes fauves, il n'est pas nécessaire pour pouvoir exercer le droit de destruction, d'avoir à repousser un dommage actuel et imminent. Il n'y aurait donc pas légitime défense. puisqu'il n'y a pas « *attaque* » des biens et la poursuite des animaux nuisibles ressemblerait plus à un fait de chasse qu'à un fait de défense.

Mais cette thèse n'est pas admise : Destruction des animaux nuisibles n'est pas chasse (2).

(1) Sans préjudice du droit complet de légitime défense qui existe à l'égard des bêtes fauves et qui peut être exercé vis-à-vis de certains animaux nuisibles lorsqu'ils sont également rangés dans la catégorie des bêtes fauves, et qu'ils sont un danger actuel ou imminent.

(2) Grivel : Interprétation de la règle « Nul ne peut chasser sans permis », 1877, p. 6.

« Cette destruction ne constitue pas à proprement parler un fait de chasse ».

Villequez : « Du droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles », Paris, 1884, 2^e édition, p. 121, cite une circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets, du 20 mai 1844. « Vous remarquerez

Bien qu'il n'y ait pas de menace actuelle, la destruction des animaux nuisibles se rattache à l'idée de légitime défense, mais le droit de l'exercer est limité par des arrêtés préfectoraux :

C'est un droit de légitime défense : il peut, en principe s'exercer en tout temps ; des moyens de destruction et engins spéciaux peuvent être autorisés. Exemple. art. 9, § 4, 2^e loi de 1844, 1924 : le préfet peut autoriser l'emploi de chiens lévriers. Les arrêtés préfectoraux concernant la chasse ne sont pas applicables. Exemple : interdiction de chasser en temps de neige. Les arrêtés concernant la destruction des animaux nuisibles doivent être spéciaux.

La loi dispense de permis de chasse (1).

Le droit de destruction appartient au propriétaire, possesseur, fermier (usufruitier et usager) et non pas au titulaire du droit de chasse sur un fonds (2) et l'autorisation de chasser n'emporte pas autorisation de détruire les animaux nuisibles (3).

que ce n'est pas ici un fait de chasse que vous aurez à autoriser ; il s'agit d'un acte de légitime défense qui a pour objet unique de préserver les récoltes des dégâts qu'y occasionneraient certains animaux. ».

Soudée : *Revue Générale d'administration*, 1905, T. 3, p. 408.

« C'est à tort que les préfets parlent de procédés de chasse autorisés pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles ; autre chose est chasser, autre chose détruire les animaux nuisibles ».

(1) Circulaire Minist. int. 20 mai 1844.

Villequez : *op. cit.*, p. 122. « Il n'est donc pas nécessaire pour l'exercice de ce droit que les propriétaires soient munis d'un permis de chasse ».

Crim. 27 octobre 1892. D. P. 1892.1.188.

(2) Paris, 25 mai 1928: G. P. 1928.2.169.

« Considérant qu'il est de principe que ce dernier droit est inhérent à la propriété ou à la jouissance du sol, que même un locataire de chasse n'a pas qualité de son chef pour détruire les animaux nuisibles, si ce droit ne lui a pas été délégué formellement par le propriétaire ou le fermier qui ont à protéger leurs récoltes. »

(3) Cas. Crim. 26 juin 1930. G. P. 1930.2.226.

Enfin la jurisprudence a fait une application importante, en matière d'assurances, de ce principe selon lequel chasse et destruction des animaux nuisibles sont deux activités différentes (1).

Le droit de destruction des animaux nuisibles est un droit de légitime défense, plus étendu à un point de vue que le droit de destruction des bêtes fauves, puisqu'il peut s'exercer sans qu'il y ait dommage actuel ou imminent, mais à d'autres égards limité et réglementé par l'autorité préfectorale.

Le préfet détermine limitativement la liste des animaux malfaisants ou nuisibles.

Il peut interdire certains moyens de chasse ; par exemple l'usage du fusil, pour la destruction des lapins.

Il peut aussi interdire la destruction en temps de neige et la nuit. A cet égard, la légalité des arrêtés qu'il prend en vertu de la loi de 1814 est contestable, puisqu'elle autorise la destruction, « en tout temps ». Quant aux arrêtés qu'il prend en vertu de ses pouvoirs de police afin d'assurer le bon ordre et la sécurité publique, on admet leur légalité (2).

(1) S. H. C. F., janvier 1933, p. 264 : article de M. P. Sire. Tribunal civil de Mamers, 3 mars 1933.

En l'espèce il s'agissait d'un chasseur qui avait garanti sa responsabilité civile pouvant résulter d'accidents de chasse. L'assuré blessa à la suite d'une méprise, un individu qui se reposait caché dans une meule de foin, croyant se trouver en présence d'un blaireau. Dans cette affaire l'auteur de l'accident ne chassait pas au sens juridique du mot : il détruisait. La Compagnie appelée en garantie déclina toute responsabilité, faisant valoir que son assuré s'était livré à un acte de défense agricole, pour lequel la possession d'un permis n'est pas nécessaire, acte non couvert par la police d'assurance. Le tribunal donna gain de cause à la Compagnie.

(2) Soudée : *Revue générale d'Administration*, p. 414, T. 3, 1905.

Le droit n'est pas prohibé d'une façon générale ; il n'est que limité.

En somme, le préfet peut réglementer les conditions d'exercice du droit de détruire les animaux nuisibles sans pouvoir toutefois le paralyser complètement (1).

C'est d'ailleurs une source de difficultés, car un droit de légitime défense souffre difficilement les restrictions.

La question est particulièrement délicate lorsque le préfet subordonne l'exercice du droit à la nécessité de posséder une autorisation préfectorale ou un permis de chasse.

Nous savons qu'en principe il n'est pas nécessaire d'avoir un permis de chasse pour détruire les animaux nuisibles ; mais le préfet a le pouvoir de réglementer les conditions d'exercice de ce droit, art. 9 § 3. 3° En cette qualité, peut-il subordonner l'exercice de ce droit à la délivrance d'une autorisation préfectorale et à la possession d'un permis de chasse ?

Voici ce que dit M. Sondée : « Annoncer, comme le font beaucoup de préfets dans leurs arrêtés permanents qu'ils n'accorderont d'autorisations individuelles qu'aux personnes munies de permis de chasse, est une mesure illégale. » « Obliger au paiement d'un impôt (permis) sous prétexte de réglementer l'exercice d'un droit, c'est grever irrégulièrement ce droit d'une charge. Quand il s'agit de destruction d'animaux nuisibles il ne peut jamais y avoir lieu à la condition de l'obtention d'un permis de chasse » (2).

Malgré le bien fondé de cette opinion, la jurisprudence décide néanmoins que l'exigence d'un permis de chasse doit être comptée au nombre des conditions que peut imposer le préfet à l'exercice du droit de destruction des animaux nuisibles.

(1) Poitiers, 5 juin 1905, D. P. 1905.5.33.

(2) *Revue générale d'administration* 1905, T. 3, p. 423.

La Cour d'Orléans (1), sur renvoi, a reconnu dans une espèce de destruction des lapins au fusil que des gardes qui avaient tiré des lapins sans permis, alors que le préfet en exigeait la possession pour la destruction au fusil des lapins, commettaient un délit sanctionné par l'art. 11, § 3.

Deux décisions postérieures, l'une de la Cour de Cassation (2), l'autre de la Cour de Rennes (3) sont conformes.

Mais il est intéressant de noter que dans chacune de ces espèces, il s'agissait de destruction au fusil d'animaux nuisibles. Bien que l'acte de destruction ait toujours le même caractère de droits de défense agricole, quelle que soit la façon dont il soit accompli, il semble que la jurisprudence soit plus disposée à reconnaître la légalité d'un arrêté préfectoral imposant la nécessité de posséder un permis de chasse quand il est question d'actes de destruction au fusil d'animaux nuisibles, comme si l'usage du fusil rapprochait cet acte d'un acte de chasse ou plutôt comme si le permis de chasse était en ce cas une survivance de l'ancien permis de port d'armes de chasse.

Remarquons encore que si le permis est exigé par le préfet comme condition de l'exercice du droit de destruction des animaux nuisibles, et qu'on ne le possède pas, on commet une infraction à l'arrêté préfectoral pris en vertu de l'art. 9 § 3, 3° et sanctionnée par l'art. 11 3°; mais non un délit de chasse sans permis, sanctionné par l'article 11, 1°

Il n'y a guère d'intérêt, dira-t-on; être condamné en vertu du 3° ou du 1° de l'article 11, on subit la même pénalité... pourtant il y a un intérêt.

Selon la loi du 29 avril 1921, une peine particulière frappe les auteurs de délits de chasse sans permis : article

(1) Orléans, 3 février 1893. D. 93.2.200.

(2) Cass. Crim., 3 janvier 1929. S. 1930.1.273.

(3) Rennes, 10 février 1930. S. 1931.2.71.

16 « Outre l'amende prévue par l'article 11 N° 1, ceux qui auront chassé sans permis valable seront condamnés à payer une somme égale au prix du permis de chasse général. »

Cette pénalité spéciale qui a le caractère d'une réparation civile frappe ceux qui sont punis pour délit de chasse sans permis en vertu de l'article 11, 1° ; la loi le précise, et non par conséquent ceux qui seraient punis pour défaut de permis dans l'exercice de leur droit de destruction des animaux nuisibles, conformément à l'article 11 3°.

Le cas ne s'est pas encore présenté, mais la solution paraît certaine ; une espèce voisine, antérieure à la loi du 29 avril 1921, a été jugée en ce sens (1) : « Le délit constitue non le délit de chasse en temps prohibé, réprimé par l'art. 12 1° de la loi du 3 mai 1844, mais le délit prévu par l'art. 11 3° de la même loi qui punit ceux qui auront contrevenu aux arrêtés préfectoraux concernant la destruction des oiseaux et celle des animaux nuisibles. »

En résumé, les préfets pourront exiger la possession d'un permis de chasse au nombre des conditions nécessaires à l'exercice du droit de destruction des animaux nuisibles ; en cas d'infraction on tombe non pas sur le coup de l'article 11, 1° (chasse sans permis), mais de l'article 11, 3° contravention aux arrêtés préfectoraux concernant la destruction des animaux nuisibles.

L'exigence du permis est une charge ajoutée à l'exercice du droit de destruction et une limitation au droit de légitime défense.

De cette façon, on aboutit en fait à un compromis. Le droit de destruction des animaux nuisibles est reconnu comme un droit de légitime défense de la propriété, mais

(1) Angers, 15 juin 1916. S. 1920.2.23.

comme son exercice ressemble souvent à l'exercice de la chasse il est soumis à une limitation, à un contrôle et grevé, à l'occasion, de la charge fiscale du permis de chasse.

Des trois sujets que nous venons d'étudier : destruction des animaux nuisibles, destruction des bêtes fauves et chasse dans un enclos attenant à une habitation, ce dernier seul constitue une exception à la règle que nous avons posée selon laquelle pour chasser, il faut satisfaire aux conditions du « *droit de chasser* » et « *du Droit de chasse.* »

CHAPITRE IV

La Propriété et le Droit de chasse

Aux termes de l'article I, § 2, « Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit », ce qui revient à dire que le droit de chasse appartient au propriétaire d'un fonds ou à ses ayants-droit. Nous apercevons immédiatement le lien intime du droit de chasse et du droit de propriété dans notre législation.

Que le droit de chasse ait été à une époque ancienne, peut-être préhistorique, le droit général de tout homme de poursuivre les animaux sauvages, cela est probable et même certain. Mais dès que l'homme, « le premier qui, ayant enclos un terrain... » créa et fit respecter la propriété foncière individuelle, le droit de chasse changea d'aspect ; dès que la Société fut organisée, le droit de chasse fut limité. Aujourd'hui il est en droit français un droit précis : c'est le droit de rechercher, poursuivre et capturer les animaux sauvages sur un terrain déterminé, droit intimement lié au droit de propriété, attribut et accessoire de celui-ci.

Il a été parfaitement défini dans un arrêt de la Cour de Paris, en date du 23 juin 1904 (1) :

« Ce droit (le droit de chasse), n'est autre chose pour le propriétaire ou son cessionnaire que celui d'être seul à pour-

(1) D. P. 1905.2.9.

suivre ou à capturer sur son sol le gibier qu'il peut y rencontrer. »

En cela il a un caractère spécifique et une portée précise qui le distinguent des autres droits, déjà étudiés, auxquels le chasseur doit satisfaire pour chasser sans délit.

C'est un droit absolu, exclusif, de poursuivre le gibier sur son terrain, mais il est bien entendu que ce droit ne confère aucune propriété sur le gibier qui peut y vivre, que ce gibier soit sédentaire, de passage ou même que ce gibier soit d'élevage et ait été lâché par le détenteur du droit de chasse. L'arrêt de la Cour de Paris, précité, ajoute : « Le droit de chasse ne confère pas à celui qui le possède, la propriété du gibier qui, même apporté par le propriétaire ne reste pas nécessairement attaché au territoire de chasse et demeure par nature *res nullius* ».

Le droit de chasse n'est pour le propriétaire ou son cessionnaire que le droit de rechercher et capturer le gibier sur son terrain, mais le gibier libre est *res nullius* et ne devient propriété individuelle qu'après avoir fait l'objet d'un acte d'occupation.

Rappelons à ce propos que le droit de chasse et le droit à l'occupation sont deux notions différentes. Le droit de chasse est un droit qui n'appartient qu'à certaines personnes : propriétaires ou ayants-droit et qui est restreint à un terrain déterminé ; c'est le privilège qui consiste à se réserver l'exclusivité de la recherche et de la capture du gibier sur un terrain, dans le but de se l'approprier, droit qui peut s'exprimer positivement par l'exercice de la chasse lorsqu'on y joint le *Droit de chasser*, droit qui peut s'exprimer négativement par la réserve, l'interdiction de la chasse sur son sol.

Le droit à l'occupation du gibier est au contraire un droit général, un mode d'appropriation appartenant à tous à l'égard des res nullius, pouvant être exercé indépendamment d'un acte de chasse et toujours sans délit.

Il peut être quelquefois difficile de les distinguer parce que souvent le fait d'occupation et le fait de chasse sont concomittants ; mais il ne faut pas oublier d'une part que le fait de chasse sur le terrain d'autrui, sans occupation consécutive, est par lui-même un délit, d'autre part, que lorsqu'il y a chasse sur le terrain d'autrui, avec acte d'occupation consécutif, c'est le fait de chasse prohibé qui est puni, comme atteinte au droit de chasse d'autrui mais non le fait d'occupation qui en lui-même ne peut faire l'objet d'aucune sanction.

Nous avons aussi séparé du *Droit de chasse* ce que nous avons appelé le *Droit de chasser*, droit de mettre en œuvre les procédés de chasse autorisés en se conformant aux arrêtés de l'autorité administrative ; nous n'y reviendrons pas ; mais il est un droit qui diffère du droit de chasse et dont nous devons dire quelques mots : celui dont dispose aussi le propriétaire foncier et qui consiste à interdire aux tiers l'accès et le passage sur sa propriété, droit que l'on appelle : « *jus prohibendi* ».

Il présente dans ses effets quelques ressemblances avec le droit de chasse puisque le détenteur d'un droit de chasse peut, en réservant son droit, empêcher les chasseurs d'avoir accès sur son terrain. Mais le *jus prohibendi* est tout autre chose : il est plus large en ce qu'il est le droit pour un propriétaire d'empêcher toute personne de passer sur son fonds, indépendamment de toute question de chasse, de toute recherche de gibier. Il permet de barrer le chemin à tout passant, promeneur ou touriste tandis que le droit de chasse

ne permet que d'interdire le passage des chasseurs en action de chasse (1).

Mais le jus prohibendi est-il si absolu et quelle est sa sanction ? La question n'est pas nette (2).

Si le terrain est clos et bâti, il peut y avoir dans le fait de pénétrer sur la propriété d'autrui bris de clôture et violation de domicile; si le terrain est ensemencé, préparé ou couvert de récoltes, il y a lieu d'appliquer les articles 444 (délit) 471, 13°, 475, 9°, 475, 10° (contravention) du Code Pénal (3).

Mais si le terrain est nu, le propriétaire possède-t-il quand même le jus prohibendi et comment est-il protégé ?

On pense que le propriétaire n'a pas le jus prohibendi, bien que l'article 544 du Code Civil déclare que « la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue ». En tout cas il n'existe pas de sanction pénale (*nulla poena sine lege*). Il ne peut y avoir qu'une sanction civile, si le passant a commis un dommage à la propriété.

(1) Labiche: *op. cit.*, p. 51. « Le jus prohibendi, c'est le droit de s'opposer au passage d'un tiers sur votre propriété sans avoir à rechercher si ce tiers exerce ou non le droit de chasse, mais en invoquant l'intérêt que l'on peut avoir à utiliser seul sa chose et à s'opposer à tout usage qu'en ferait autrui ».

(2) Capitant: *Cours de droit civil*, T. I, p. 759.

Planiol: *Traité élémentaire de Droit français*, T. I, N° 2385, p. 773.

Verzier: *op. cit.*, p. 47.

Labiche: *op. cit.*, p. 53 et s.

(3) Il est bien entendu que ces articles s'appliquent, indépendamment de tout fait de chasse. Si un fait de chasse se joignait à ces infractions, il serait puni comme délit de chasse avec circonstances aggravantes. Art. 11, 2°, § 2. Art. 13, loi de 1844-1924.

Cette solution se déduit de ce que le propriétaire a toujours le droit de clore sa propriété (art. 647); s'il veut interdire le passage sur son sol, il dispose de ce moyen : clore sa propriété. S'il néglige de le faire, le passage doit être libre : toute interdiction quelle qu'elle soit, est inopérante et ne peut être sanctionnée pénalement à défaut de textes.

En résumé, le propriétaire, en qualité de détenteur du droit de chasse, a le pouvoir d'interdire à toute personne qui chasse, le passage sur son sol; il a le jus prohibendi à l'égard de toutes personnes, mais sur ses propriétés closes seulement.

Nature du droit de chasse. - Le droit de chasse appartient en principe au propriétaire du sol, au propriétaire, quel qu'il soit : capable ou incapable, mineur, interdit ou femme mariée, personne physique ou personne morale, privée ou publique (1). Sans exception le droit de propriété emporte le droit de chasse.

Mais celui-ci peut être détaché du droit de propriété par la volonté du propriétaire et cédé par lui à un tiers avec toutes ses prérogatives. Il convient donc d'étudier le droit de chasse en lui-même et de déterminer ses caractères.

Tout détenteur du droit de chasse sur un terrain a le droit d'y rechercher, poursuivre et capturer le gibier et peut faire respecter son droit à l'égard de tous en faisant poursuivre correctionnellement toutes les atteintes qui y sont portées.

Le droit de chasse est donc un droit exclusif qui porte sur des immeubles et qui est protégé par des sanctions pé-

(1) Par exemple sur les biens communaux, le droit de chasse appartient à la commune. Cass. Crim. 5 février 1931. S. 1932.1.276.

nales et civiles vis-à-vis de tous. Logiquement nous arrivons à nous demander : le droit de chasse est-il un droit réel immobilier ?

En considération des avantages dont dispose son titulaire nous serions tentés de répondre affirmativement, mais après examen il faut repousser cette thèse présentée sous une forme catégorique. On ne peut pas dire que le droit de chasse soit un droit réel particulier, pouvant être aliéné, transmis, cédé librement, joint ou détaché de la propriété au gré de son titulaire, en un mot un droit qui ait une indépendance et une vie propre. Le nombre des droits réels est strictement énoncé en droit français (droit de propriété, d'usage, d'habitation, servitudes, usufruit, hypothèque, emphytéose). Le droit de chasse ne figure pas parmi eux. en outre, ni en doctrine, ni en jurisprudence il n'est de coutume de lui reconnaître un tel caractère. Le droit de chasse est toujours considéré comme un avantage attaché au droit de propriété, attribut qui peut être détaché de son principal, cela ne fait aucun doute, mais attribut dont la cession est cependant soumise à certaines restrictions.

Ainsi on se demande si le droit de chasse peut faire l'objet d'une cession à titre perpétuel.

La question s'est posée avant la loi de 1844 à propos d'une transmission de propriété avec réserve perpétuelle du droit de chasse au profit du vendeur et de ses héritiers (1).

La Cour d'Amiens reconnut la validité d'une telle clause. Mais on est d'accord aujourd'hui pour juger que cet arrêt est une exception et pour décider que l'insertion d'une clause de ce genre dans un contrat constitue un avan-

(1) Rép. de législation Dalloz, T. 8, chasse, N° 44, p. 120.

tage au profit de personnes, c'est-à-dire une servitude personnelle et qu'elle doit être comme telle frappée de nullité, conformément aux articles 637 et 686 du Code Civil.

Si le droit de chasse ne peut faire l'objet d'une servitude personnelle selon le principe qui condamne les servitudes de ce genre dans notre Droit, ne peut-il pas être cédé à titre de servitude prédiale, servitude au profit d'un fonds?

Dans un arrêt du 4 janvier 1860 (1), la Chambre des Requêtes avait reconnu la validité d'une telle servitude, dans un cas de cession perpétuelle de droit de chasse au profit des habitants d'une commune. Mais la Chambre criminelle de la Cour de Cassation a affirmé en termes absolus que « la concession d'un droit de chasse ne saurait avoir le caractère d'une servitude réelle » (2).

Enfin la Chambre des Requêtes abandonnant sa première thèse se rallia à celle de la Chambre criminelle (3). Elle décide « qu'il ne constitue pas, en effet, une servitude réelle qui a pour caractère d'être une charge imposée à un fonds pour l'usage et l'utilité d'un autre fonds ; que d'autre part le droit de chasse ainsi concédé n'est susceptible que de procurer un avantage à celui qui l'exerce, sans aucune utilité pour un héritage ». La jurisprudence est aujourd'hui unifiée sur ce point (4). La solution est assez exacte; le droit de chasse sur un terrain ne peut en étant

(1) S. 1860.1.743.

(2) Cass. Crim. 9 janvier 1891. S. 91.1.489.

Cass. Crim. 5 janvier 1907. S. 1908.1.419.

(3) Cass. Civ. 3 nov. 1932. S. 1932.1.388.

(4) Un arrêt du 16 mai 1933 (Cas. Req. D. H. 1933.345) paraît contrarier cette solution. En réalité il ne la contrarie pas; s'il aboutit en fait à une solution opposée, c'est parce qu'il se base sur l'autorité de la chose jugée et ne tranche pas la question de validité de la servitude de chasse.

adjoint à un autre terrain augmenter la valeur intrinsèque de celui-ci ; il y a plutôt addition de valeurs, d'autre part l'avantage profite plus au propriétaire qu'au fonds lui-même. Et pourtant on pourrait soutenir qu'un terrain de chasse prend de la valeur quand il est d'une étendue minima et surtout quand il est d'un seul tenant ; il n'y a pas de doute dans ce cas : le terrain qui bénéficierait d'une servitude de chasse sur des terres voisines, particulièrement sur des enclaves, jouirait d'une plus-value certaine. Remarquons d'ailleurs qu'en ce cas il est plus exact de dire que c'est le droit de chasse sur le terrain dominant et non le terrain lui-même qui acquiert une augmentation de valeur du fait de la servitude de chasse.

Quoiqu'il en soit, la jurisprudence refuse unanimement aujourd'hui de reconnaître que le droit de chasse puisse faire l'objet d'une servitude prédiale comme elle repousse la validité d'une servitude personnelle.

Les motifs qu'elle invoque peuvent être d'ordre divers et leur bien-fondé peut être discutable ; ce qui importe, c'est le but auquel elle tend : empêcher l'inégalité de s'introduire entre les terres, condamner une situation semblable à la féodalité, la prééminence d'un fonds qui comporterait le droit de chasse sur les fonds servants.

La confirmation de ce que nous avançons réside encore dans le fait que toutes les cessions de droit de chasse à titre temporaire sont permises. La jurisprudence accepte que le droit de chasse soit détaché du droit de propriété à un titre quelconque, mais toujours à condition que cette séparation ne soit pas définitive et que la propriété puisse un jour reprendre son attribut.

Le droit de chasse peut faire l'objet d'un droit d'usage au profit d'une personne ou peut être cédé en vertu d'un

contrat, le plus souvent un contrat de location. « Il est généralement admis que le droit de chasse et le droit de pêche qui ne peuvent constituer des servitudes prédiales, peuvent être établis, non seulement au moyen d'une location, mais comme droits réels au profit d'une personne; ils forment alors une sorte particulière d'usages viagers » (1).

Le cas s'est présenté : un vendeur s'était réservé sur sa propriété un droit de chasse viager. Le tribunal (2) a déclaré que ce droit avait le caractère d'un droit d'usage, droit réel immobilier, et qu'il était comme tel protégé par une action possessoire.

La Cour de Paris a même, dans un arrêt du 21 mars 1928 (3), pour interdire la retrocession d'un bail de chasse consenti intuitu personae, invoqué l'article 631 C. C. concernant l'usage et déclaré que le droit de chasse était plutôt un droit d'usage qu'un droit de location de bien rural, et qu'il ne pouvait par conséquent être sous-loué. Mais cette conception est douteuse. Le droit de chasse peut faire l'objet d'un droit d'usage viager sur un fonds au profit d'une personne, mais il peut aussi faire l'objet d'un bail; c'est même le cas le plus fréquent. La plupart des titulaires de droit de chasse, s'ils ne sont pas propriétaires des terrains sur lesquels ils chassent, louent leur droit de chasse au propriétaire foncier. Quand le droit de chasse fait l'objet d'un droit d'usage, l'usager possède un droit réel immobilier, viager,

(1) Flanier : *op. cit.* N° 419, 716 et s. 2.875.

Aubry et Rau : *op. cit.*, T. III, § 247, p. 110.

(2) Tribunal de paix, La Ferté-Vidame, 11 juillet 1925. D. H. 1925, p. 623.

(3) G. P. 1928.1.711.

personnel et incessible conformément aux règles du droit d'usage (1).

Quand il a été cédé en vertu d'une location, il y a bail, paiement d'un loyer et le preneur possède vis-à-vis de son bailleur un droit de créance mobilier, non un droit réel (2).

On peut donc posséder le droit de chasse à titres divers, c'est pourquoi lorsqu'on parle des personnes qui possèdent le droit de chasse sur un terrain déterminé, on les désigne généralement sous le nom de détenteurs du droit de chasse (3) et selon la définition que nous avons donnée de ce droit, tout détenteur d'un droit de chasse sur un fonds, a le droit d'y rechercher, poursuivre et capturer les animaux sauvages, droit reconnu et sanctionné par la loi de 1844 à l'égard de tous les tiers. Mais nous avons déjà signalé que le droit de chasse n'était pas un droit réel indépendant, mais un attribut du droit de propriété pouvant faire l'objet d'une cession, à condition toutefois qu'elle soit temporaire; et c'est ce qui fait la difficulté lorsqu'on veut déterminer la nature du droit de chasse. On ne peut pas attribuer au droit de chasse une nature juridique unique; celle-ci diffère selon la qualité de son détenteur (4).

(1) Planiol: *op. cit.*, N° 2.871.

(2) Le locataire peut n'avoir pas la faculté de sous-louer, quand le bail a été consenti *intuitu personae*, mais cette particularité ne retire pas à la cession son caractère de location.

Cour de Paris, 12 déc. 1867. D. 1867.2.211.

Cour de Paris, 21 mars 1928. G. P. 1928.1.711.

(3) Cass. Crim. 10 mars 1923. S. 1923.1.392.

(4) Cass. 3 janvier 1925. D, 1925.1.85. Notes de M. Nast: « Le droit de chasse peut être soit un droit réel d'usage, soit un droit mobilier, en vertu d'une location ou d'une simple concession temporaire in-nommée. »

Le propriétaire (auquel il faut assimiler le possesseur, l'usufruitier, l'usager, en un mot les personnes qui exploitent la propriété comme le propriétaire lui-même) possède le droit de chasse comme une partie de son droit réel de propriété. Le titulaire d'un droit d'usage restreint détient le droit de chasse à titre de droit réel d'usage (cas assez rare en pratique), enfin le locataire est détenteur du droit de chasse en vertu d'un contrat de bail qui lui confère un droit mobilier.

Donc le détenteur de droit de chasse n'a pas un droit de nature juridique constante. On ne peut pas dire que le droit de chasse soit de nature réelle ou mobilière. Il peut n'être qu'un attribut d'un autre droit, le droit de propriété; il peut quand il en est détaché faire l'objet d'un droit réel ou mobilier; ce caractère dépend de la façon dont il est constitué. Mais il est très important de remarquer que le droit de chasse confère sur les immeubles sur lesquels il repose les mêmes avantages et comporte les mêmes protections quel que soit le détenteur. Il présente ses deux aspects: positif, droit de capturer les animaux sauvages; négatif, droit d'interdire la chasse aux tiers et de poursuivre les délinquants. Comparons par exemple les droits du propriétaire et ceux du locataire.

Le locataire est détenteur du droit de chasse; il possède autant de droits sur le terrain de chasse en ce qui concerne cette activité, que le propriétaire lui-même; il peut réserver, garder, réglementer sa chasse; il peut faire respecter son droit, avoir recours aux sanctions légales qui punissent la chasse sur le terrain d'autrui, en poursuivant tous les délinquants qui portent atteinte à l'intégrité de son droit.

Cette identité paraît logique : le droit de chasse doit conférer les mêmes avantages à son détenteur quel qu'il soit, et cependant le droit du propriétaire et celui du locataire sont d'essence bien différente : le propriétaire a sur son fonds le droit de chasse comme attribut de son droit de propriété, par conséquent, sinon un droit réel, du moins une partie de droit réel; le locataire, lui, a un droit de caractère différent qu'il tient en vertu d'un bail, en vertu d'une obligation personnelle du bailleur, c'est-à-dire un droit personnel et mobilier.

Quel est l'intérêt de cette distinction, puisqu'en pratique nous savons qu'ils jouissent des mêmes avantages? C'est qu'elle pose une question dont la solution est assez curieuse.

Cas du propriétaire qui chasse sur le terrain sur lequel il a loué le droit de chasse :

Un propriétaire ayant cédé son droit de chasse sur son fonds, y chasse malgré ses engagements; commet-il un délit? Il manque certainement à ses obligations en qualité de bailleur et il est passible de dommages-intérêts envers son locataire qu'il trouble (1). Mais peut-on aller plus loin et le poursuivre pour délit de chasse sur le terrain d'autrui? La loi de 1844-1924 (art. 11, 2°) punit « ceux qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. » Il semble donc qu'il ne commette aucun délit, puisqu'il ne chasse pas sur le terrain d'autrui, mais bien sur le sien, et c'est la première solution de la jurisprudence (2).

(1) Crim. 12 janvier 1912. S. 1912.1.417. Note de M. Roux.

(2) Rouen 7 mai 1881. S. 1881.2.252.

Paris 12 février 1884. S. 1884.2.95.

Championnière: *Manuel du chasseur*, p. 13.

Mais on sent bien que cette façon de juger, si elle est conforme aux termes de la loi, est contraire à son but, et en tout cas contraire à l'équité.

C'est pourquoi la jurisprudence de la Cour de Cassation est aujourd'hui opposée à cette thèse (1). Elle condamne pour délit de chasse sur le terrain d'autrui le propriétaire qui chasse malgré le bail par lequel il a loué son droit de chasse. Elle emploie le procédé suivant pour motiver sa décision. « L'article 1^{er} de la loi de 1844 qui subordonne la faculté (droit) de chasse sur le terrain d'autrui au consentement du propriétaire, n'envisage la propriété que relativement au droit de chasse, de telle sorte que, lorsque le propriétaire s'est dépouillé de son droit au profit d'un tiers, celui-ci devient le véritable propriétaire au regard de cette disposition. »

Cette solution a d'heureux effets : le propriétaire devient un tiers par rapport au détenteur du droit de chasse ; il est puni pour délit de chasse quand il chasse sur le terrain sur lequel le droit de chasse ne lui appartient plus ; il est juste que le même fait soit puni également qu'il émane de qui que soit. Mais cette solution équitable est adoptée aux dépens des principes juridiques et la raison donnée par la Cour de Cassation est sujette à caution (2). Comment le locataire d'un droit de chasse peut-il être considéré comme « propriétaire au regard de la loi de 1844 », comment le contrat de bail pourrait-il conférer au locataire un droit réel sur le fonds ? C'est une impossibilité ; les re-

(1) Cas. Crim. 22 déc. 1899. D. 1901.1.484.

Cas. Crim., 12 janvier 1912. S. 1912.1.417.

Cas. Crim. 12 février 1932. G. P. 1932.1.609.

(2) Voir la Note de M. S. A. Roux, sous l'arrêt du 12 janvier 1912, précité.

marques de Monsieur Roux, indiquées ci-dessus viennent à l'appui de notre thèse; quel que soit la nature du droit de chasse, il est certain que le contrat de bail ne peut jamais procurer au preneur un droit réel sur une chose, droit dont le privilège est d'être opposable à tous.

Les motifs donnés par la jurisprudence sont donc critiquables, mais, contrairement à la conclusion de Monsieur S. A. Roux, nous approuvons la solution qu'elle consacre pour l'utilité de ses conséquences; il est bon que tout détenteur d'un droit de chasse ait les mêmes avantages et les mêmes possibilités de protection de son droit.

Afin d'éviter l'artifice juridique aujourd'hui nécessaire pour obtenir ce résultat satisfaisant, conforme à l'équité et aux intérêts de la chasse, il faudrait modifier les termes de la loi de 1844 punissant le délit de chasse « sur le terrain d'autrui » en disant que seront coupables d'un délit « ceux qui auront chassé sur un terrain, sans y être détenteur du droit de chasse, ou permissionnaire du détenteur » (1).

Les détenteurs de droit de chasse, à titre divers, propriétaires, locataires, titulaires d'un droit d'usage, auraient à leur disposition la même protection de leur droit, sans qu'on ait besoin d'avoir recours à un artifice juridique qui, selon M. S. A. Roux, soulève des « objections insurmontables ».

A la fin de cet exposé, nous concluons en ce qui concerne la nature du droit de chasse que si celui-ci n'a pas un caractère juridique défini et constant, la jurisprudence reconnaît néanmoins à tous ses détenteurs des avantages qui le font ressembler étrangement à un droit réel.

(1) Voir à la page suivante.

La permission de chasse. — Pour chasser sans délit il faut être titulaire du *droit de chasser* et détenteur du *droit de chasse*. Il y a pourtant certaines personnes qui, nanties du premier et démunies du second, peuvent chasser : ce sont les « *permissionnaires de chasse* ».

La permission de chasse est une autorisation d'user de son droit délivrée à un tiers par le détenteur du droit de chasse.

Généralement gratuite, elle est personnelle et incessible. Elle n'est cependant pas un droit d'usage, droit réel viager, mais une simple autorisation soit expresse (verbale ou écrite), soit tacite, ne conférant que le droit d'user d'un droit de chasse.

Révocable en principe, elle est reconnue toutefois irrévocable lorsqu'elle prend sa source dans un contrat : un propriétaire loue sa chasse et se réserve la faculté de venir chasser sur les terres louées tel ou tel jour, seul ou avec des invités; cette réserve insérée dans la convention, ayant le caractère contractuel, est irrévocable, mais le droit que conserve le propriétaire est une permission de chasse (1).

La permission doit émaner du détenteur actuel du droit de chasse. Emanant d'un détenteur antérieur, elle est sans effet ; lorsque le droit de chasse a été cédé par un propriétaire à un locataire, le permissionnaire qui, tenant sa permission du premier, chasse sur les terres louées, commet le délit de chasse sur le terrain d'autrui; la permission ne peut être opposée; la bonne foi, l'erreur invincible, ni la

(1) Cour d'Orléans, 26 janvier 1932. D. H. 1932, p. 244.

« Attendu qu'ayant aliéné par une location son droit de chasse en se réservant toutefois le droit de chasse à un fusil, une fois par semaine... la dame X n'était plus qu'une permissionnaire ordinaire. »

force majeure, prévue par l'art. 64 C. P. ne peuvent être invoquées (1).

La permission de chasse peut être désignée de façons fort diverses : permission de chasser, droit de chasser tel jour, avec telles personnes... réserve de droit de chasse... peu importe la terminologie; on a affaire à une « permission de chasse » chaque fois qu'on se trouve en présence d'une autorisation individuelle d'user d'un droit de chasse, accordée par le détenteur de ce droit.

On considère l'invitation comme une sorte de permission, temporaire et limitée. La permission de chasse doit être toujours distinguée du droit de chasse, car elle ne confère que la faculté d'user d'un droit et ne donne aucune aptitude à poursuivre les délits et atteintes au droit de chasse, de même que le permissionnaire ne peut être attaqué en dommages-intérêts pour dégâts de gibier.

Atteintes au droit de chasse. — Les atteintes au droit de chasse sont réprimées par des sanctions pénales et des sanctions civiles.

Article 11, 2° : « Seront punis d'une amende de 50 à 200 francs, ceux qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire ».

Nous avons déjà vu comment la jurisprudence interprétait cet article : « Les articles 1 et 11 de la loi du 3 mai 1844 qui subordonnent la faculté de chasser sur le terrain d'autrui au consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit, n'envisagent la propriété de ce terrain que relativement au droit de chasse. » Il serait donc préférable de dire :

(1) Cass. Crim. 24 janvier 1908. S. 1912.1.420.

Cass. Crim. 30 mars 1922. D. 1922.1.115.

Cass. Crim. 24 juillet 1925. D. H. 1925, p. 608.

« Seront punis... ceux qui auront chassé sur un terrain sans le consentement du détenteur du droit de chasse. »

Chaque fois que ce consentement faisant défaut, le chasseur accomplira un acte de chasse, il sera passible des peines de l'article 11 (1). S'il n'y a pas acte de chasse, il n'y a pas délit ; est licite par exemple le fait de ramasser sur le terrain d'autrui un gibier mort, ou mortellement blessé.

Signalons une particularité de ce délit : il doit être poursuivi par le détenteur du droit de chasse lui-même, par voie de plainte ou de citation directe, mais il ne peut l'être d'office par le ministère public.

L'atteinte au droit de chasse peut faire l'objet d'une réparation civile.

Il peut y avoir atteinte sans délit de chasse: entre co-contractants: le propriétaire apporte un trouble à la jouissance du droit de chasse de son locataire. L'installation d'un terrain de foot-ball, espèce qui s'est présentée (2), constitue bien un trouble de la part du bailleur et une atteinte au droit de chasse qu'il a loué auparavant sur le sol faisant l'objet de ce nouvel aménagement, le second sport nuisant certainement au premier.

Une réparation, c'est-à-dire une diminution de prix du loyer doit être accordée en échange.

Mais l'atteinte au droit de chasse peut être le fait de tiers.

(1) L'acte de chasse délictueux peut émaner du chasseur ou de ses auxiliaires: traqueur (Cass. 10 juillet 1901. D. 1902.4.84 et 26 juin 1930. G. P. 1930.2.221) ou chiens (Cas. Crim. 27 mai 1933. D. H. 1933, p. 415) sauf exception de l'art. 11, 2^o, al. 3 (chiens à la poursuite d'un gibier).

(2) Colmar, 5 mai 1931. G. P. 1932.2. Som. 32.

Faire du bruit et du charivari sur le terrain d'autrui ou en lisière de celui-ci, est un acte de nature à gêner le libre exercice de la chasse chez son voisin et à lui porter préjudice. Ainsi l'emploi de claqueurs, afin d'empêcher le gibier de passer sur la propriété voisine, est licite en principe, mais selon un arrêt de la Cour d'Amiens (1), l'abus de cette pratique devient un abus de droit et peut porter atteinte à la jouissance de la propriété et au besoin au droit de chasse (2). Quelques exemples originaux, inspirés vraisemblablement par des rivalités comme seule peut en susciter la chasse, illustrent la matière. Tel fait grand tapage à la veille d'une battue chez son voisin, pour la rendre infructueuse (3). Celui-là, à grands renforts de tambours et de trompettes s'en va rabattre le gibier chez lui à la veille de l'ouverture (4).

Bref il y a cent façons d'entraver un droit de chasse intentionnellement, et même involontairement (5).

Le détenteur du droit de chasse subit un dommage à l'occasion de toute atteinte; il a droit d'obtenir une réparation civile.

Nous savons maintenant que les atteintes au droit de chasse peuvent faire l'objet selon leur nature d'une sanction pénale ou d'une réparation civile. Mais ces sanctions ne peuvent-elles pas se cumuler? C'est-à-dire celui qui commet

(1) Amiens, 7 février 1912. S. 1913.2.83.

(2) Voir la note sous l'arrêt précité et Paris 4 mars 1869 cité par Giraudeau: *op. cit.*, N° 840.

Tr. Corbeil, 2 mars 1898 cité par Carême: Rep. des Droits et obligation des chasseurs, N° 121.

(3) Paris, 2 déc. 1871. D. 1872.2.185.

(4) Cass., 22 juillet 1861. D. 1861.4.475.

(5) Restriction apportée par la guerre : Cas. req. 8 mars 1926. G. P. 1926.1.762.

un délit de chasse sur le terrain d'autrui peut-il être, non seulement condamné pénalement, mais condamné civilement à une réparation pour préjudice causé au droit de chasse d'autrui? à l'occasion du délit de chasse qu'il commet, il cause en outre un dommage au détenteur du droit de chasse : ce droit est un attribut de la propriété, c'est un bien, il a une valeur susceptible d'être entretenue, augmentée, protégée par son détenteur (gardes, réserves, repeuplement) et celui qui en use sans autorisation en diminue la valeur et porte un préjudice au propriétaire de la chasse.

Il est bien entendu que le détenteur du droit de chasse n'a aucun droit sur le gibier, *res nullius*, que ce gibier soit né à l'état de liberté ou même ait été élevé et postérieurement lâché (1). On ne peut donc pas condamner le chasseur délinquant à lui payer la valeur du gibier tué sur son terrain (2), gibier vis-à-vis duquel il n'avait que des droits en espérance, mais on pourrait reconnaître qu'il a subi un dommage du fait de chasse; que son droit a été méconnu et s'est trouvé atteint dans son intégrité, qu'en conséquence il est fondé à réclamer une indemnité.

Si le droit de chasse ne comporte pas de droit exclusif sur le gibier, il n'en est pas moins pour son titulaire un avantage et une source de distractions et de profits auxquels nuisent les actes de chasse exécutés par des tiers.

Accorder une réparation civile est une solution équitable et bonne pour la conservation du gibier; elle protège plus étroitement le droit de chasse et indirectement le gibier en engageant le titulaire du droit de chasse à le défendre

(1) Arrêt précité. Paris, 23 juin 1904. D. P. 1905.2.9.

(2) Paris, 12 avril 1924. D. H. 1924, p. 400.

et à en augmenter la valeur. Nous verrons aussi que c'est une solution conciliante.

Quelle est la tendance de la jurisprudence? Elle paraît favorable (1). Elle accorde une indemnité quand il y a préjudice subi; mais nous n'avons pas à proprement parler de décisions allouant, à l'occasion d'une condamnation pour délit de chasse sur le terrain d'autrui, des dommages-intérêts pour *atteinte* ou *préjudice causé au droit de chasse* d'autrui. Elle reconnaît que le fait de chasse délictueux peut donner lieu à une réparation civile chaque fois qu'il cause un préjudice. Mais cette condition est vague : le préjudice peut être d'ordres divers. Celui qui est porté à la propriété elle-même est facile à évaluer et sa réparation conformément aux règles du droit commun ne fait pas de difficultés. « Le propriétaire peut prétendre à la réparation du préjudice qui lui est causé par le fait de chasse » (2). Les Sociétés, Associations, Fédérations peuvent se porter partie civile, chaque fois qu'elles ont subi un préjudice direct et personnel (3).

Mais la jurisprudence accepte-t-elle que le préjudice spécial causé au droit de chasse lui-même puisse faire l'objet d'une réparation?

Bien que la question ne soit pas résolue d'une façon expresse, nous penchons pour l'affirmative. Les auteurs (4)

(1) Alors que la loi de 1790, art. 1, 2, 3 avait fixé un minimum de dommages-intérêts qui devaient toujours être alloués au propriétaire, la loi de 1844 n'a pas maintenu cette particularité et déclare : art. 16, § 5, « Dans tous les cas, la quotité des dommages-intérêts est laissée à l'appréciation des tribunaux.

(2) Paris, 12 avril 1924, précité.

(3) Crim. 12 nov. 1865. D. 1866.1.45.

Crim. 3 janvier 1925. D. 1925.1.85.

(4) Championnière : *op. cit.*, p. 152.

Giraudeau : *op. cit.*, N° 953.

sont généralement d'avis que les tribunaux peuvent accorder au propriétaire du fonds, en l'absence de tout dégât matériel, des dommages-intérêts basés sur l'atteinte portée à son droit de chasse exclusif et sur la privation des bénéfices éventuels qu'il aurait été à même de réaliser en chassant le gibier que des tiers ont chassé sur son terrain sans son autorisation. Quels seront leurs éléments d'appréciation? la valeur du gibier tué? c'est contestable; ils pourront tenir compte par exemple de la valeur du droit de chasse, du prix du bail, des dépenses engagées par le propriétaire de la chasse, notamment en ce qui concerne la garde, le repeuplement, les frais de poursuites, ainsi que des profits et plaisirs dont il a été privé (1).

On doit donc considérer que la jurisprudence accorde des dommages-intérêts pour atteinte au droit de chasse, mais il faut que le préjudice soit estimable conformément aux règles du droit commun. L'appréciation des dommages est à sa disposition de telle sorte qu'on ne peut assurer que tout acte de chasse sur le terrain d'autrui, bien que comportant par lui-même une atteinte au droit de chasse d'autrui, donnera lieu obligatoirement à l'allocation d'une réparation civile.

Pourtant cette solution serait assez logique et surtout elle aurait l'avantage de concilier la thèse de ceux qui demandent un droit acquis de propriété sur le gibier au profit du détenteur de droit de chasse et la thèse de ceux qui restent fidèles à la théorie de la *res nullius*, refusant d'admettre que le gibier vivant et libre puisse être assimilé à un objet approprié. Le gibier demeure *res nullius* : le titu-

(1) Voir : Metz, 5 février 1868. *Répertoire de législation et de jurisprudence de la revue des Eaux et Forêts*, T. 4, N° 671.

laire du droit de chasse ne peut réclamer la valeur du gibier tué sur son fonds par un tiers, mais il peut lui demander une réparation pour le trouble qu'il apporte à son droit, pour l'atteinte qu'il porte à son bien en même temps qu'à son plaisir.

Le droit de chasse sur les propriétés des collectivités publiques. — Nous avons étudié le droit de chasse au point de vue des avantages qu'il confère à son détenteur, mais à propos de sa nature nous avons dit qu'à l'origine il était un attribut du droit de propriété; aussi chaque fois que le droit de chasse n'aura pas fait l'objet d'une cession il restera l'accessoire de la propriété et la question de savoir à qui il appartient sur un terrain reviendra à celle de savoir qui est propriétaire de ce terrain.

Lorsqu'il s'agit de propriétés privées, il suffit de déterminer quel est le propriétaire pour connaître le détenteur du droit de chasse. Il peut en disposer: le réserver, le garder, ou le céder.

Qu'advient-il quand un fonds appartient à une collectivité publique? La même solution doit s'appliquer; elle est titulaire du droit de chasse sur ce terrain; mais il faut mentionner certaines particularités.

Domaine privé. — Domaine privé de l'Etat. — La location du droit de chasse dans les forêts de l'Etat est soumise aux formalités de l'ordonnance du 20 juin 1845. Un cahier des charges est rédigé tous les 9 ans par le Conseil d'Administration des Forêts, adopté par le Directeur des Forêts et approuvé par le ministre de l'agriculture. Elle fait l'objet d'une adjudication (1). Les propriétés non boisées de l'Etat sont régies par l'Administration des Domaines.

(1) Quelquefois peuvent être délivrées des permissions annuelles.

Domaine privé des communes. — Le droit de chasse sur les biens fonciers de la commune est loué par le Conseil Municipal, par adjudication ou de gré à gré, après rédaction du cahier des charges par le maire. Les baux supérieurs à 18 ans nécessitent une approbation préfectorale. Les forêts communales sont sous la surveillance de l'Administration des Eaux et Forêts. Le maire ne peut accorder des permissions qu' « en respectant les formes administratives ». Les chasseurs ne peuvent invoquer l'usage ou l'autorisation tacite (1), solution contraire à celle admise en ce qui concerne la chasse sur la propriété des particuliers.

Le droit de chasse sur les biens des établissements publics est loué par bail passé par la Commission administrative de gré à gré ou par voie d'adjudication, l'autorisation préfectorale étant nécessaire pour les baux supérieurs à 18 ans.

Domaine public. — Le droit de chasse sur le domaine public devrait comme sur le domaine privé, appartenir exclusivement aux personnes publiques propriétaires de ce domaine, état, départements ou communes.

En certaines parties du domaine public de l'Etat, le droit de chasse est effectivement réservé et exploité. La chasse sur les fleuves navigables et flottables est louée ; les compagnies de chemins de fer interdisent la chasse sur les voies ; le droit de chasse sur les terrains militaires fait la plupart du temps l'objet de location ; mais le droit de chasse sur une quantité de terrains du domaine public n'est ni loué, ni réservé au profit de la personne publique propriétaire. Le droit de chasse est laissé à la disposition de qui-

(1) Crim. 4 mai 1855. D. 1856.1.80.

Limoges, 26 juin 1902. D. 1902.2.412.

conque veut en disposer sur certains terrains militaires utilisés comme camps et champs de manœuvre, notamment dans la « zone rouge » zone des régions dévastées comprenant des terres de peu de valeur que l'Etat a rachetées après la guerre au lieu de verser aux propriétaires des indemnités nécessaires à la reprise en culture. Sur certaines portions de cette zone utilisée temporairement à l'exécution de manœuvres ou de tirs, le droit de chasse n'est ni réservé ni loué (1).

Il en est de même sur les rivages de la mer qui font partie du domaine public (2) et généralement sur tous les chemins publics (3).

Pourquoi sur ces terrains, chemins publics, rivages de la mer, camps, le droit de chasse n'appartient-il pas exclusivement à la personne publique propriétaire ou tout au moins n'y est-il par réservé ? A cela on donne plusieurs raisons et de mauvaises.

L'erreur vient d'un raisonnement trop simple : l'Etat est détenteur du droit de chasse. Or l'Etat c'est nous ; c'est l'ensemble des Français, donc chaque Français est détenteur pour sa part d'une parcelle de droit de chasse. A ce sophisme s'en joint un autre : l'Etat ne loue pas et ne réserve pas le droit de chasse sur certaines parties de son domaine ; ce qui n'est pas défendu est permis...

(1) Par ex. certaines parties du Camp de Suippes (Marne).

(2) En mer on admet que la chasse est complètement libre, les lois concernant la chasse n'y étant pas applicables. Contra : Grivel « Nul ne peut chasser sans permis ».

(3) La liberté de la chasse sur les chemins publics est d'ailleurs presque toujours restreinte par des arrêtés municipaux ou préfectoraux y interdisant le tir pour des raisons de sécurité publique. (Sanction : contravention, art. 471, § 15 C. P.).

Ces explications ne résistent pas à la critique : Les personnes publiques ne peuvent accorder gratuitement des permissions, à plus forte raison des autorisations tacites de chasse sur leur domaine ; les particuliers, d'autre part, ne peuvent pas plus se prévaloir d'un droit de chasse sur le domaine public que sur le domaine privé ; le droit de chasse est réservé ou loué sur certaines parties du domaine public, pourquoi ne pourrait-il l'être sur les autres notamment sur les terrains militaires et les rivages de la mer. Quant aux chemins publics, certains soutiennent : la chasse y est permise parce que l'usage des chemins publics appartient à tout le monde. Mais il ne faut pas se duper ; l'usage qui est concédé à tous, c'est un usage pour la circulation, les déplacements, le stationnement temporaire. Mais cet usage est limité par l'affectation. Les voies de communication se sont affectées à l'usage du public, que pour ces utilisations. Il n'y a pas de raison pour que le droit de chasse sur ces voies soit considéré comme attribué au public par cette affectation spéciale.

C'est en partant de cette idée d'affectation que nous concluons que le droit de chasse sur le domaine public comme sur le domaine privé devrait toujours appartenir à la personne publique propriétaire du sol et à elle seule. En effet l'affectation à un usage ou service public est le criterium de la distinction entre domaine privé et domaine public et a pour conséquence l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité du domaine public, mais elle n'a aucun effet sur le droit de propriété à tel point qu'un bien communal peut être affecté à un service d'Etat. Les biens peuvent passer d'un domaine à l'autre, public ou privé, par classement ou déclassément ; il n'y a donc pas de différence d'essence entre eux.

C'est pourquoi nous pensons que le droit de chasse sur le domaine public devrait toujours être réservé exclusivement à la personne publique propriétaire du sol, solution qui contribuerait à la protection du gibier.

Nous touchons à la fin de l'exposé d'ensemble sur la législation concernant la chasse en France. Pour nous diriger dans cette matière assez confuse et ténébreuse nous nous sommes efforcés de dissocier, pour les étudier séparément, les droits que l'on groupe dans le vocabulaire courant sous la dénomination « Droit de chasse ». Nous avons eu l'occasion de constater un manque d'unité certain et un fréquent défaut de certitude provenant de la juxtaposition de plusieurs droits et réglementations.

Ces défauts ont pour conséquence économique une mauvaise protection du gibier français et une exploitation défectueuse de la richesse qu'il constitue.

Nous exposerons dans un dernier chapitre les principales critiques adressées à notre système.

Critiques et projets

« La chasse se meurt », « il faut prendre des mesures », Tel est le cri d'alarme et tel est le mot d'ordre traditionnel de tous ceux qui s'intéressent aux questions cynégétiques. Il n'est pas douteux que le gibier diminue de plus en plus devant l'assaut des chasseurs (1) et la situation est déjà désastreuse sinon désespérée en beaucoup de régions.

Diverses causes de disparition ont été envisagées. Les causes physiques telles que maladies du gibier, nouvelles méthodes agricoles... peuvent être des facteurs d'importance, notamment le second, mais ils sont traités comme secondaires ; on accuse surtout les mœurs, le trop grand nombre de chasseurs, enfin surtout on condamne la loi ; la plupart des études concluent en ce sens : la réglementation déplorable de la chasse aboutit à la perte inévitable du gibier.

La Théorie de la Res nullius — La majorité des auteurs s'acharne notamment à combattre un principe qui est à la base de notre législation, le principe du gibier « res nullius ». Cette théorie, archaïque, serait la source de tous les maux : mauvaise exploitation de la chasse, diminution du gibier, encouragement au braconnage.. « Nous constatons, écrit M. Forgeot (2), que la théorie du gibier res nullius offre tous les inconvénients, sans aucun avan-

(1) En 1933 : 1.544.100 porteurs de permis.
S. H. C. F. juillet 1934, p. 154.

(2) Forgeot : *op. cit.*, p. 164.

tage, qu'elle est contraire à la nature des choses et au bon sens public, lequel sans doute n'a pas toujours, mais a parfois raison ». Et encore (1) : « La source du mal dont périt aujourd'hui la chasse, c'est la théorie du gibier sans maître,... anachronisme aux conséquences désastreuses ».

Non seulement cette théorie est attaquée pour ses conséquences, mais elle est minée dans son essence même : elle ne serait pas consacrée par nos textes (2), elle serait même contraire aux principes du droit consacré par notre Code. Selon Monsieur Verzier (3), le gibier appartiendrait au propriétaire du sol par voie d'accession (art. 546, 47, 51, 52) et serait immeuble par destination, comme les lapins des garennes, les pigeons des colombiers, les poissons des étangs.

Vivement combattue dans ses effets comme coupable de la disparition du gibier et dans sa légalité comme non conforme aux principes de nos textes, la théorie de la res nullius doit-elle résister ? Serait-elle une erreur juridique ?

Le Code et la loi du 3 mai 1844 n'ont pas traité la question dans des articles spéciaux, mais il est admis traditionnellement par les auteurs que ce principe issu du Droit romain (Digeste, L. 1, § 1. De acquirendo rerum dominio) s'est perpétué en Droit français et continue à demeurer applicable, puisqu'aucun texte ne l'a abrogé ni n'a rompu avec la tradition (4).

(1) Verzier : *op. cit.*, p. 113.

(2) Forgeot : *op. cit.*, p. 158 et s.

(3) *Op. cit.*, p. 95.

(4) Pothier : *Du domaine de la propriété*, Nos 21-22.

Aubry et Rau : *op. cit.*, § 168, p. 44 et § 201, p. 359.

Demolombe : *op. cit.*, T. 10, N° 176, p. 150.

Demogue : *Traité des obligations*, T. 5, p. 202, N° 986.

L'argument qui se base sur les articles relatifs à l'accession, se retourne contre la théorie qui prétend faire du gibier un accessoire de la propriété du sol; les art. 524 et 564 établissent une disposition spéciale pour les poissons, pigeons et lapins des garennes; on ne peut étendre cette situation exceptionnelle à tout le gibier en général. Si le Code avait voulu assimiler le gibier à ces catégories d'immeubles par destination au service de l'exploitation du fonds, il lui aurait fallu le préciser, car c'était rompre avec l'Ancien Droit (1). Au contraire le Code par son silence a consacré la solution traditionnelle. « Les articles 713, 14, 15 et les conditions dans lesquelles ils ont été substitués à l'ancien projet indiquent suffisamment que l'intention du législateur a été de laisser subsister l'occupation comme moyen d'acquérir les choses qui n'appartiennent à personne et notamment le gibier... L'expression, loi de police, employée à dessein, indique de la part du législateur, l'idée bien arrêtée de placer au-dessus de toute atteinte les principes du droit naturel et du droit civil concernant l'acquisition de la propriété des choses qui n'appartiennent à personne » (2).

Enfin la question primordiale pour nous sera de savoir si le système de la *res nullius* est vraiment funeste dans ses effets et si le système préconisé pour le remplacer présente des avantages indéniables, car si réellement ce dernier est préférable il est encore possible d'en poursuivre l'adoption en modifiant la loi, plutôt que de se perdre en des discussions stériles.

La théorie de la *res nullius* est critiquée par un certain nombre d'auteurs parce qu'ils trouvent mauvais que le gi-

(1) Pothier: *De la communauté*, N° 43.

(2) Rep. Fuzier-Hermann: *Chasse*, N° 390.

bier soit « sans maître » et qu'il devienne la propriété du premier occupant. Le gibier sans maître, disent-ils, est sans protecteur. Chacun cherche à se l'approprier et cette concurrence aboutit à la destruction.

Quel système proposent-ils ?

Le gibier a besoin d'un maître (1). L'Etat ? La solution n'est pas satisfaisante, le maître est trop lointain et sa protection risque de demeurer illusoire. On nous propose : le propriétaire du sol. Le gibier sauvage sera désormais la propriété du maître du sol, un fruit de la terre sur laquelle il vit, une « *res propria* », chose faisant partie du patrimoine du propriétaire foncier.

Théoriquement cette conception est séduisante, elle est commode et peut être soutenue ; mais dès qu'on l'examine attentivement, on s'aperçoit qu'elle est impossible dans son application et même contraire à la nature des choses ; or un système juridique pour être bon doit être adapté aux réalités matérielles. Le gibier est bien un produit du sol en ce sens qu'il se nourrit lui-même des produits du sol, mais il est produit du sol en général, de l'ensemble des bois, des prés, des champs ; il est avant tout libre, sauvage et sans maître ; il court ou vole, se déplace, mange les produits de centaines ou de milliers de champs selon sa race et ses coutumes. On ne peut l'attacher à un champ, à un sillon. Est-il le fruit du champ où il est né, où il dort, où il mange ou simplement de celui sur lequel le chasseur a la fortune de le rencontrer ?

C'est encore de cette dernière façon que le procédé apparaît comme le moins impraticable : c'est celui qui nous est proposé : la propriété du gibier s'envisagera relative-

(1) Verzier : *op. cit.*, p. 93.

ment à la terre que le gibier foulera ou couvrira de ses ailes à tel moment déterminé.

Ainsi le gibier, produit du sol, tirera de son origine une servitude qu'il traînera partout, mais en changeant de maître à tout instant, au saut d'un fossé, d'un sillon, au passage d'une route, d'une haie ou même d'une ligne artificielle qu'auront tracée les hommes. Comment parler d'un maître pour ce gibier qui dans sa vie peut changer constamment de propriétaire éphémère? Comment dire que celui-là est propriétaire d'un animal dont il n'a pas la disposition, et dont la fantaisie ou l'instinct sont les seuls guides. Le droit de propriété dans ces conditions est un droit sans sujet ou plus exactement un droit à sujet mobile.

Le système ne serait admissible que si la terre n'était pas divisée et que tous les animaux sauvages soient sédentaires. Mais « la nature errante du gibier ne lui permet pas de s'adapter aux morcellements du sol » (1). Les grandes propriétés sont des exceptions en notre pays ; certaines régions sont morcelées, divisées, telles de véritables mosaïques. Ce propriétaire de quelques arpents de terre peut-il revendiquer la propriété d'un animal déterminé que le hasard a conduit à traverser son bien ? Il faudrait pour accepter que le gibier soit l'accessoire d'un sol déterminé que le terrain envisagé soit d'une superficie suffisante pour que le gibier n'en sorte pas ou n'en sorte que très rarement. Encore faudrait-il faire des restrictions. Lorsqu'on parle de gibier, on a généralement en vue les lièvres, perdreaux, lapins, ou chevreuils. Ces animaux dans une certaine mesure sont sédentaires et vivent dans un rayon limité ; mais il y a des espèces qu'il serait inique de considérer comme des

(1) Verzier : *op. cit.*, p. 7.

accessoires, des fruits du sol sur lequel on les rencontre, pour légitimer son droit : les oiseaux de passage, canards, bécasses, bécassines, grives, oies sauvages... franchissant au cours de leur vol domaines, provinces, états, peuvent-ils être les accessoires d'un morceau de terre ? Ici se découvre l'artifice du système qui fait du gibier une *res propria*. Comment justifier sur eux un droit individuel lorsque ces animaux guidés par l'instinct, les climats, la recherche de leur subsistance, évoluent dans le cadre d'une commune, d'un département ou d'un état ?

Nous ne pouvons concevoir que le propriétaire d'un étang, d'une mare, d'un pré inondé ait un droit de propriété sur les centaines de vanneaux qui vont s'abattre sur ses eaux pendant quelques instants pour reprendre leur vol au moindre signal vers des régions lointaines.

Nous ne pouvons reconnaître au propriétaire d'un boqueteau qu'une troupe de sangliers traverse un droit de propriété quelconque sur ces animaux.

Il est juste que les propriétaires aient un droit de chasse, droit exclusif de poursuivre le gibier sur leur propriété ainsi qu'un droit de défense contre les dégâts que peuvent leur causer les animaux nuisibles.

Vis-à-vis du gibier le droit de chasse est un privilège qui consiste à pouvoir le rechercher, le poursuivre et le capturer sur un terrain déterminé ; il ne peut être remplacé par un droit de propriété, droit réel qui permet de disposer, user et abuser de sa chose, opposable à tous et sanctionné par un droit de revendication.

Il ne faut pas oublier que le gibier ne se déplace pas seulement pour manger ou satisfaire ses goûts vagabonds,

mais souvent pour échapper à l'homme et à la mort, et ses moyens, sa ruse et son instinct ne sont pas à dédaigner.

Faire du gibier une simple production de la terre, un profit du propriétaire ou du fermier de chasse, a même quelque chose de choquant pour ceux qui connaissent le gibier, ses coutumes, sa soif d'espace et de liberté, pour ceux qui l'ont étudié et qui ont assisté à ces scènes émouvantes où l'animal lutte jusqu'au dernier effort, jusqu'au dernier espoir pour une liberté qui meurt, ultime sursaut de l'être qui va devenir une chose.

L'homme a certainement aujourd'hui des moyens, des engins, des armes et munitions qui l'aident à affirmer sa domination sur la nature et les êtres vivants, mais il lui faut souvent l'expérience, la ruse et l'adresse pour triompher du gibier ; c'est à ce combat qui peut avoir des traits chevaleresques et qu'on nomme la chasse que le vrai chasseur s'intéresse ; c'est à cette lutte d'instincts et d'intelligences que le chasseur prend plaisir. Quel chasseur se glorifiera d'avoir tué un lapin au gîte ou un oiseau perché ?

Mais quel plaisir d'atteindre parfois après des heures de chasse l'animal qui s'est défendu bravement. La joie est cruelle certes, mais la poursuite est noble.

Laissons au gibier sauvage sa liberté dans le domaine juridique comme elle existe dans la réalité et rendons à l'adresse du chasseur un hommage qu'on voudrait lui ravir en invoquant le progrès.

Nous repoussons le système qui consiste à faire du gibier une « *res propria* », une propriété du propriétaire du sol sur lequel on le rencontre, comme une création juridique contraire à la nature des choses.

Outre l'artifice sur lequel il repose, il se condamne dans son application.

Le propriétaire d'un terrain, considéré comme le propriétaire du gibier qui circule sur son bien, n'a aucun droit de revendication sur ce gibier lorsqu'il franchit les limites de son domaine et passe sur celui de son voisin, de même que celui-ci n'a aucun droit similaire dans le cas inverse. Par une concordance automatique qu'on pourrait juger comique, le gibier entre et sort du patrimoine du propriétaire foncier lors de chaque saut ou de chaque coup d'aile qui le fait entrer ou sortir de son champ.

Avouons que ce droit de propriété est bien précaire, mais où l'affaire froisse notre sens de la justice, c'est lorsque ce droit dépourvu de tout pouvoir de revendication en devient tout à coup pourvu par la seule intervention d'un tiers qui tue le gibier.

En effet la malheureuse bête qui tombe sous la cartouche d'un chasseur, délinquant, n'appartient plus dans le système nouveau à cet occupant, mais au propriétaire du sol sur lequel a eu lieu le délit. Ce dernier intervient : on a chassé sur son sol, on a tué « son » gibier : il le réclame à bon droit. Le droit qui flottait incertain sur le gibier, se trouve soudain solide et bien protégé, parce qu'un chasseur étranger a réussi par son adresse à surprendre le gibier dans sa course.

Il est vraiment injuste de voir la revendication, vaine en temps normal, devenir effective au profit du propriétaire foncier sans qu'il ait accompli un fait quelconque et s'exercer à l'encontre de celui qui a eu le mérite de fixer par son adresse un droit sans sujet défini.

Un animal est lancé par un chasseur sur sa terre, passe sur le fonds voisin où il est tué par un braconnier. A qui

revient la propriété ? Non au premier chasseur qui l'a découvert, non au braconnier qui l'a arrêté, mais au propriétaire du fonds sur lequel le gibier a trouvé la mort : sa seule activité consistera à revendiquer la pièce que lui attribue le système juridique de la *res propria*.

Un autre inconvénient de la réforme demandée : l'adoption du système transforme les règles de la réparation des dégâts causés par le gibier.

Dans l'état actuel du droit la responsabilité pour dégâts de gibier est fondée sur les articles 1382, 1383 du Code Civil ; l'agriculteur, propriétaire ou fermier qui a subi un dommage a un recours contre le détenteur du droit de chasse sur le terrain qu'il cultive à raison des dégâts commis par le gibier qui s'y trouve et un recours contre les propriétaires ou détenteurs de droits de chasse sur les fonds voisins à raison des dommages que lui cause le gibier venu de ces fonds sur le sien pour manger ses récoltes (1).

Selon la jurisprudence, le gibier étant *res nullius*, on ne peut demander une réparation à quiconque pour un dommage causé par des animaux qui ne lui appartiennent pas (2) ; pour engager la responsabilité d'autrui le cultivateur doit prouver que le préjudice qu'il subit est dû à la

(1) Demogue : *Traité des obligations*, T. 5, N° 1050 et s.

Mazeaud : *Responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, 2° éd., 1934, T. 2, N° 1116, p. 75.

Req. 19 juillet 1859. D. 1860.1.425.

C. Civ. 30 janvier 1933. G. P. 1933.1.728.

(2) Sauf en ce qui concerne particulièrement les lapins des garennes immeubles par destination appartenant au propriétaire du sol.

V. arrêts précités : D. 1881.1.176. D. 1890.1.432. En ce cas la responsabilité est celle de l'art. 1385.

faute ou négligence (ou bien imprudence) de tel ou tel détenteur de droit de chasse, faute ou négligence qui réside dans le fait d'avoir laissé se développer le gibier sur son terrain de telle façon qu'il crée un dommage aux cultivateurs.

Il faut que le dommage soit appréciable, soit supérieur aux « inconvénients ordinaires du voisinage » (1) sans toutefois qu'il existe une servitude légale consistant à supporter les dégâts de gibier dans une mesure déterminée, par exemple un dixième de la récolte (« servitude du dixième ») (2).

Dans le système actuel où le gibier est une *res nullius*, la responsabilité repose donc sur une notion de faute dont il faudra faire la preuve à l'égard du détenteur de droit de chasse.

La jurisprudence exige une faute ou une négligence prouvée, sinon elle ne condamne pas (3).

Cette responsabilité pourra être atténuée s'il y a eu faute ou négligence du défendeur, c'est-à-dire au cas où il n'aurait rien fait pour éviter le dommage, et même être supprimée s'il y a eu fraude de sa part consistant à provoquer ou faciliter le dommage (4).

(1) C. Civ. 4 déc. 1901. S. 1902.1.8.

(2) Tr. Civ. Bayeux, 27 janvier 1931. G. P. 1931.1.597.

Tr. Civ. Caen, 27 juin 1933, en sous-note G. P. 1933.2.758.

(3) Cass. Civ. 2 février 1898. S. 1898.1.184.

(4) Req. 25 avril 1877. D. 1878.1.21.

Tr. Civ. Corbeil, 21 mars 1883. D. 1884.5.430.

En adoptant le système qui fait du gibier une res propria, nous nous rapprochons de la théorie du risque (1).

Le propriétaire ou celui qui le remplace quant au droit de chasse devient propriétaire du gibier sur son terrain. Les règles de la responsabilité pour dégâts de gibier se trouvent complètement modifiées. La responsabilité au lieu de reposer sur les articles 1382, 1383 en vertu desquels il faut prouver la faute, négligence (ou imprudence) du détenteur de droit de chasse poursuivi, est désormais régie par l'article 1385 aux termes duquel le propriétaire d'animaux, ou celui qui s'en sert, est responsable de plein droit des dommages causés par eux.

Nous touchons à la théorie du risque, surtout depuis l'arrêt des chambres réunies du 13 février 1930 sur la responsabilité du fait des choses que l'on a sous sa garde. Le propriétaire ou le gardien sont déclarés responsables sans qu'il soit besoin de démontrer à leur charge une faute ou une imprudence (2). Seuls, la force majeure, le cas fortuit ou la faute de la victime peuvent les exonérer.

En conséquence le détenteur de droit de chasse, propriétaire du gibier, sera de plein droit responsable des dégâts commis par son gibier.

(1) Selon la théorie du risque, réparation est due chaque fois qu'il y a dommage, sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve d'une faute ou négligence. Demogue: *op. cit.*, T. 5, N° 1060, p. 296.

En outre, en Belgique la loi du 4 avril 1930 accorde au cultivateur victime de dégâts de lapins une réparation égale au double de la valeur des dommages qu'il subit. Solution bizarre: on ne comprend pas pourquoi le cultivateur tire un bénéfice de cette situation.

(2) Selon M. Demogue, le risque est la contre-partie du profit économique.

H. et C. Mazeaud: *op. cit.*, T. 2, N° 1314, p. 254, restent attachés à la théorie de la faute dans la garde. Il pèse sur le propriétaire ou le gardien une « présomption de responsabilité ».

Pas de faute ou de négligence à prouver : une présomption de responsabilité l'oblige (1).

Tout dommage causé par le gibier sera réparé intégralement par son propriétaire, sans qu'il y ait faute ou négligence de sa part.

Solution simple et juste, dira-t-on : le détenteur de droit de chasse est moins intéressant que le cultivateur ; il entretient le gibier pour son plaisir ; il est naturel qu'il paie cet entretien et qu'il solde les dégâts du gibier dont lui seul profite.

Mais si l'idée est séduisante parce qu'elle est théoriquement simple et équitable, elle est impraticable et inique dans son application.

Le propriétaire du sol, ou son ayant-droit, propriétaire du gibier qui se trouve sur son terrain à tel moment déterminé, est responsable à ce titre des dégâts causés par celui-ci ; il est donc impossible de réclamer à un voisin réparation pour dégâts causés par un gibier qui en sortant de son champ cesse de lui appartenir et devient propriété de la victime.

Entendons-nous bien : dans le système actuel un cultivateur possède un champ en bordure d'un bois peuplé de lapins ; ceux-ci, en surnombre, sortent du bois et viennent manger ses récoltes ; il peut réclamer une indemnité au propriétaire de ce bois en prouvant qu'il a commis une faute ou négligence en laissant les lapins se multiplier à l'excès et qu'il est ainsi responsable du dommage causé à ses récoltes. La responsabilité s'appuie sur la faute du propriétaire voisin ou sur l'abus qu'il a fait de son droit.

(1) Demogue : *op. cit.*, T. 5, N° 991 bis. « La responsabilité ne fait pas de difficulté si l'animal est abandonné ou libre ».

Mais dans le système nouveau la responsabilité doit avoir une base différente : elle repose sur la propriété des animaux, sur le profit qu'on en tire ou sur la charge de les garder, selon qu'on adopte la théorie du risque ou la théorie de la faute dans la garde ; est donc responsable le propriétaire des animaux en tant qu'usager ou gardien.

Qui est propriétaire du gibier au moment du dommage? Le propriétaire du sol. Nous avons déjà vu que pour déterminer la propriété du gibier sauvage, il fallait le situer dans le temps et dans l'espace (une des grosses difficultés du système de la *res propria*). Accessoire d'un principal qui est le terrain, mais essentiellement mobile il change de principal et par suite de propriétaire chaque fois qu'il passe d'un domaine sur un autre. Fruit du sol il est cependant difficile de le rattacher à une portion plutôt qu'à une autre. Le lapin à la rigueur pourrait être domicilié : à son terrier ; c'est pourquoi probablement les textes lui font une situation particulière lorsqu'il vit en garennes en consacrant juridiquement ses habitudes sédentaires. Mais le gibier en général vit sur un grand espace, parfois un très grand espace. On est donc forcé de considérer que le propriétaire du gibier est le propriétaire du sol (ou son ayant-droit) sur lequel se trouve le gibier au moment où on détermine sa propriété.

Dans notre espèce, le propriétaire du gibier est justement la victime des dégâts ; il ne peut réclamer aucune indemnité au voisin, propriétaire du fonds d'où vient le gibier et où vraisemblablement il retournera, mais qui au moment du dommage n'a aucun droit de propriété sur le gibier.

Chacun cesse d'être propriétaire au moment où le gibier franchit la limite de son champ, et c'est pourtant la seule façon d'envisager la propriété du gibier. Tout autre mode créerait des situations inextricables.

Il n'y a donc ni recours, ni réparation possible basée sur l'article 1385 contre le propriétaire du fonds voisin ; on serait forcé pour engager la responsabilité du voisin d'avoir recours à la théorie de la faute ; ce serait sur ce point revenir dans une large mesure au système actuel.

Nous avons envisagé le cas où le propriétaire des récoltes victime des dégâts était en même temps détenteur du droit de chasse sur le terrain qu'il cultivait et nous avons conclu qu'il ne pouvait tirer aucun bénéfice de la réforme juridique demandée, étant dans l'impossibilité de fonder la responsabilité du voisin pour dégâts de gibier sur l'article 1385.

Voyons le cas où le cultivateur n'est pas propriétaire du sol qu'il cultive, ou en tout cas n'y est pas détenteur du droit de chasse. Vis-à-vis des propriétaires voisins (ou ayants droit) sa situation ne change pas. Mais vis-à-vis de son propriétaire ou du détenteur du droit de chasse sur le terrain qu'il cultive, en un mot vis-à-vis du propriétaire du gibier qui mange ses récoltes quels sont ses droits ? En ce cas, le chasseur sera tenu de payer tous les dégâts supportés par le fermier ; le gibier qui mange les récoltes lui appartient au moment du dommage ; il est responsable sans limite et sans condition, en vertu de l'article 1385 ; il est tenu de réparer dès qu'un dommage sera constaté et cela automatiquement, sans qu'il y ait faute ou négligence à prouver à se charge.

Voilà des solutions qui ne sont guère concordantes : selon les espèces la responsabilité de l'art. 1385 fera tout à

fait défaut ou s'appliquera d'une façon complète et inévitable sans qu'on puisse s'en défendre.

Quant à la protection du gibier, but de la réforme, elle sera plus négligée qu'aujourd'hui ; c'est un grief important que nous lui adressons.

Chaque fois que la responsabilité basée sur l'article 1385 aura l'occasion de s'appliquer, elle sera lourde et indiscutable ; un seul fait à prouver : les dégâts et le chasseur est engagé. Tout dommage aux biens entraîne l'obligation d'indemniser la victime. Cette responsabilité lourde et automatique sera intolérable au détenteur du droit de chasse qui, s'il a la garde juridique d'animaux sauvages, n'a sur leurs actes aucun pouvoir d'action ni d'empêchement, d'autant plus intolérable que l'objet de la propriété, cause de cette responsabilité, peut disparaître d'un instant à l'autre par le passage de l'animal sur le fonds voisin, sans qu'il ait un droit de revendication, sans qu'il ait commis une faute ou négligence et sans qu'il ait tiré un profit économique en compensation des indemnités dont il peut être débiteur.

Cette situation est tout à fait défavorable à la conservation du gibier : le chasseur est encouragé à tuer le plus de gibier possible pour en tirer profit d'une part et surtout pour se soustraire à la dangereuse responsabilité qui le menace ; il est à craindre dans ces conditions que la réforme tant réclamée par beaucoup n'ait des résultats plus désastreux que ceux du régime actuel et que le « maître du gibier » au lieu d'apparaître comme son protecteur, ne se révèle comme son persécuteur.

Quelles que soient les difficultés de principe relatives à l'adoption du système des propriétés et les graves inconvénients qu'il présente à propos de la responsabilité pour

dégâts de gibier et par suite de la protection du gibier, ce système possède-t-il à d'autres égards des avantages précieux ? Quelles sont les qualités que lui reconnaissent ses promoteurs ?

Possède-t-il des avantages nombreux qui ne peuvent être obtenus que moyennant cette réforme ? En ce cas nous nous résignerons à sacrifier la réalité à l'artifice, afin de réaliser le but recherché : la protection rationnelle du gibier.

Les propriétaires, avance-t-on, confiants dans leur droit sur le gibier, cesseront de le poursuivre avec ténacité et s'efforceront de l'épargner. La propriété du gibier les rendra conservateurs. Il ne faut pas se leurrer. Le droit sur le gibier est renforcé théoriquement, mais il n'en reste pas moins précaire. C'est un droit qui par rapport au propriétaire a un objet incertain, par rapport au gibier un sujet indéfini. Le droit n'est fixé définitivement que par la capture du gibier. Auparavant le soi-disant droit de propriété ne confère à l'égard du gibier sauvage pas plus de privilèges que le droit de chasse actuel ; c'est un droit de préférence à l'acquisition du gibier par une opération de capture, non un droit réel définitif sur un objet précis, puisque le gibier peut changer librement de terrain et par suite de patrimoine. Les chasseurs devront comme dans le système actuel, pour assurer leur droit, appréhender matériellement le gibier, c'est-à-dire le tuer la plupart du temps. Peut-être seront-ils même tentés d'abuser d'un droit qu'on leur décrit très fort et dont ils sentiront toute la fragilité.

Leur droit n'est renforcé qu'à l'égard des tiers qui seraient susceptibles d'occuper le gibier sur leur terrain ; à ce point de vue tout acte de chasse sur le terrain d'autrui, suivi d'un acte d'occupation devient un vol. Le gibier, pro-

priété du détenteur du droit de chasse, ne peut être occupé par un tiers sans qu'il y ait vol et les partisans de la théorie vantent les avantages de cette transformation. Le vol est sévèrement réprimé, le jeu des circonstances atténuantes permet le dosage des peines, la procédure est rapide, les receleurs peuvent être poursuivis... enfin M. Verzier (1) prétend que la destruction du gibier par un chien engagerait ainsi la responsabilité pénale de son maître, ce qui est douteux car il ne peut y avoir délit de vol sans intention délictueuse. Quant aux divers avantages du nouveau système, ils peuvent être obtenus facilement sans avoir besoin de recourir à une révolution de principe. Il serait très simple d'augmenter les peines pour délit de chasse et de permettre l'application des circonstances atténuantes afin d'obtenir une échelle de peines permettant au juge de doser la sanction selon le délinquant, récidiviste ou délinquant exceptionnel. La question de rapidité de la procédure est une question générale à résoudre.

Un dernier argument est présenté à l'appui de la thèse de la *res propria* : c'est une critique du régime actuel. Il est inadmissible qu'on puisse tirer un titre de propriété d'un fait délictueux, c'est-à-dire qu'on puisse être propriétaire d'un gibier tué à l'occasion d'un délit de chasse.

Nous avons déjà remarqué qu'en vertu de la séparation qui existe entre le droit d'occupation du gibier et le droit de chasse, on pouvait commettre un délit de chasse et rester cependant propriétaire du gibier.

Cette solution pourrait être facilement modifiée sans qu'il soit nécessaire de transformer la condition juridique du gibier; en raison du principe qu'on ne peut tirer profit

(1) *Op. cit.*, p. 111.

d'un délit, le gibier serait confisqué au profit d'un établissement de bienfaisance ; ce procédé est déjà employé pour sanctionner le transport du gibier tué en temps prohibé et du gibier tué en tout temps à l'aide d'engins prohibés. Le généraliser en l'appliquant à tout délit de chasse serait une mesure utile et juste.

La livraison à un établissement de bienfaisance du gibier tué à l'occasion d'un délit de chasse nous paraît plus équitable que son attribution au propriétaire du terrain sur lequel a été tué le gibier ; ce propriétaire ou le détenteur du droit de chasse, son cessionnaire, peut de son côté obtenir des dommages-intérêts pour atteinte au droit de chasse ; cette réparation nous semble plus juste et plus conforme à la nature des choses : le titulaire d'un droit de chasse subit un dommage du fait des actes de chasse accomplis par un tiers sur son terrain ; il mérite à ce titre une indemnité, mais il ne doit avoir aucun droit de revendication à l'égard d'une chose sur laquelle il n'avait pas un droit réel véritable, muni de tous ses attributs.

Le droit du propriétaire du sol sur le gibier dans le système de la res propria n'est pas juridiquement un droit de propriété complet ; c'est un droit imprécis, droit de préférence limité dans l'espace, droit qui ne se transforme en un droit de propriété, droit réel, exclusif, opposable à tous que par un fait de capture. Pour faire entrer un être dans son patrimoine, l'homme doit lui imposer la servitude, tel autrefois le vainqueur faisait du vaincu sa chose ; c'est le prestige de la liberté qui permet d'échapper au domaine des choses.

Le droit du propriétaire du sol sur le gibier ne pouvant être reconnu comme un droit de propriété, on doit en déduire que l'occupation d'un gibier même lors d'un délit

ne peut être qualifiée vol ; il convient en outre de remarquer que la capture du gibier est un fait d'adresse du chasseur qui met un terme à l'incertitude de sa condition juridique. Il serait anormal que ce fait qui émane d'un tiers constitue pour le propriétaire du sol en même temps un titre de propriété et un titre de poursuite.

Le droit du propriétaire du sol sur le gibier, ainsi analysé, n'est en somme que le droit que lui confère l'actuel droit de chasse ; c'est un droit de préférence à l'acquisition du gibier, lorsque celui-ci traverse sa propriété. La réforme qui consisterait à modifier la condition juridique du gibier en en faisant une *res propria*, ne nous paraît pas utile en ce qu'elle n'est qu'une réforme de mots et nous restons fidèles à la théorie de la *res nullius* qui, après accommodement, peut présenter plus d'avantages que la précédente, tout en gardant le mérite d'être plus conforme à la nature.

Ne la blâmons pas d'avoir subi l'épreuve du temps et d'avoir de lointaines origines. Combinée de nos jours avec les restrictions apportées par le *droit de chasse* et le *droit de chasser*, elle peut encore durer longtemps, à condition qu'on ne cesse de l'adapter aux nécessités du temps dans le cadre de la législation de la chasse.

Le but actuellement à rechercher est le salut du gibier français.

Avant tout, avant toute réforme théorique, il faut un effort unanime des chasseurs français, un effort d'*organisation*.

Laissant de côté les causes accessoires de la disparition du gibier, nous nous attacherons à signaler particulièrement l'inorganisation de la chasse.

Cet état de choses est capital, car une fois que l'organisation aura été réalisée, par cela même cessera la plus grande cause de destruction du gibier et grâce à elle il sera facile de lutter contre les derniers ennemis du gibier.

En de nombreux points du territoire français la chasse est à l'état d'anarchie. La réglementation de la chasse qui dans son ensemble présenterait des garanties suffisantes, si elle était strictement appliquée, est en fait déformée par la pratique et les fissures qui se glissent dans l'édifice en font une construction chancelante.

C'est le droit de chasse qui fait généralement l'objet d'une méconnaissance complète.

Les chasseurs et même les braconniers satisfont presque toujours aux obligations du Droit de chasser. Ils sont munis d'un permis, respectent les dates d'ouverture et de fermeture et les divers arrêtés préfectoraux. Pour la plupart d'entre eux seule la possession de ce droit importe. Le droit de chasse, ils le négligent. Etre propriétaire du terrain, être détenteur du droit de chasse sur le terrain où ils vont chasser, est pour eux souci accessoire. « Tout ce qui n'est pas défendu est permis », telle est leur formule. Il arrive ainsi qu'en beaucoup de régions, sans être un braconnier de profession, on ait coutume, à tout moment de loisir, de prendre son fusil et de s'en aller à travers la campagne tirer à droite et à gauche sur tout animal rencontré. Cette pratique est facilitée, pour ne pas dire encouragée par la négligence des autorités et surtout par la tolérance de tous ceux qui ne font pas respecter leur droit de chasse et l'abandonnent à tous : c'est le système de la « banalité », une des manifestations de l'inorganisation.

Il faut entendre par chasse banale celle où les détenteurs du droit de chasse, au lieu de garder leur droit pour en jouir eux-mêmes, le laissent à la disposition de quiconque veut en user.

Ils accordent ainsi une suite de permission générale de chasse sur leurs terres à tous ceux qui désirent en profiter et qui n'ont à répondre qu'aux obligations du « droit de chasser ».

Les inconvénients de ce système ne sont plus à énoncer (1). Outre le coup qu'il porte à l'équilibre du système législatif concernant la chasse, il est extrêmement nuisible à la conservation du gibier ; les chasseurs qui sillonnent les terrains libres, détruisent tout gibier sans merci, levrauts, jeunes perdreaux, petits oiseaux de toutes sortes, tuent, blessent, avides de destruction, sans esprit de mesure et sans scrupules, pensant que, s'ils l'épargnent, les autres dépeupleront. C'est la ruine du gibier ; chaque chasseur tablant sur le manque de scrupules de son prochain devient le moins scrupuleux des chasseurs.

Nous nous associons à toutes les critiques formulées contre la chasse banale, une des principales causes de la disparition des espèces. Son règne est trop étendu et elle est reconnue trop facilement par les tribunaux qui consacrent le système de *l'autorisation tacite*.

C'est le système en vertu duquel les chasseurs sont censés autorisés tacitement à chasser sur une terre par le détenteur du droit de chasse qui, au lieu de réserver son droit, en laisse l'usage à tous.

(1) Gallicher-Lavanne : *Le droit de chasse, ses rapports avec la propriété*, Orléans, 1901.

Wauthier : *op. cit.*

Verzier : *op. cit.*, p. 45.

Tout détenteur de droit de chasse peut accorder des permissions de chasse expresses ou tacites. La jurisprudence considère que le silence et l'inaction du détenteur d'un droit de chasse doivent être interprétés comme une permission tacite générale de chasse sur son bien. Or il arrive qu'un grand nombre de propriétaires détenteurs de droits de chasse, ne réservent pas leur droit ou ne poursuivent pas les atteintes qu'il subit, à raison d'intérêts divers, ou plus souvent à raison de manque d'intérêt.

La propriété en France est très morcelée, autour des grosses agglomérations principalement où la chasse banale a d'autant plus de chance de s'implanter que le nombre des candidats chasseurs est plus élevé. Les grandes propriétés d'un seul tenant sont l'exception.

Le droit de chasse sur la propriété exigüe et morcelée est difficile à garder, et il est de peu de valeur. Les droits de chasse de chaque propriétaire, qui, groupés auraient une valeur d'exploitation, restent sans prix parce qu'ils sont divisés; chaque propriétaire néglige de s'y intéresser et la chasse banale s'installe. Si quelques-uns s'efforcent de lutter contre cela, ils sont peu à peu vaincus par l'indifférence de leurs voisins, les sollicitations multiples, la réprobation du village ou de la ville; s'ils résistent encore ils sont mis dans l'impossibilité de faire respecter leur droit par la facilité qu'ont les chasseurs de se dérober sur les terres contigües.

C'est tantôt cette négligence ou cette tolérance forcée, tantôt la mésentente qui règne entre propriétaires fonciers qui crée l'inorganisation dont souffre la chasse en France et dont profitent les amateurs de chasse banale.

Unissons-nous, organisons, réglementons... Mais qui ne connaît l'atmosphère des campagnes où se débattent les questions de chasse ?

Il faut situer le problème dans son cadre, au village où nous sommes loin des assemblées courtoises où s'échangent discours et vœux traitant d'intérêts généraux. Les intérêts, ici, sont trangibles et immédiats, d'après querelles divisent le pays, les familles ou les amis, opposent la ville et la campagne, les propriétaires et les fermiers. Des clans se forment, des trahisons se trament dans l'ombre des cabarets dès la saison d'été et la bataille éclate au jour de l'ouverture. Le résultat : c'est l'inorganisation, le bonheur des braconniers et des chasseurs sans chasse.

Il arrive souvent qu'une transaction s'établisse ; on pourrait dire qu'elle s'impose : devant la menace d'intrusion de chasseurs étrangers, les intéressés se retrouvent tout à coup solidaires, le droit de chasse est mis en commun entre plusieurs détenteurs qui se supportent plus qu'ils ne s'entendent.

Est-ce là une organisation ? Certainement non ; il existe une tolérance réciproque nécessaire, mais pas d'entente, pas de société de chasse avec un règlement, un programme, un intérêt en un mot.

La discorde subsiste et la bataille se livre au détriment du malheureux gibier, victime innocente des rivalités humaines, traqué, poursuivi de toutes parts par des chasseurs que guident, plus que le plaisir, l'intérêt et la jalousie. Chacun s'adonne avec rage à la destruction pour se satisfaire soi-même et pour faire le désert devant son rival, sacrifiant le gibier et son plaisir futur à la passion de nuire à son adversaire. Le défaut de scrupules s'équilibre ainsi au niveau du plus cynique.

Cette politique est désastreuse.

« Nous dirons que toutes les fois où plusieurs chasseurs chasseront en concurrence sur un même terrain sans que règne entre eux l'entente et sans que s'impose à eux un règlement commun, ce sera la course à la destruction. »

Si on veut sauver le gibier français, il faut que cette inorganisation cesse. Avant toute réforme sur les principes juridiques, il est nécessaire que les chasseurs s'entendent. Voyons dans quelle mesure la loi peut les y aider.

Tendances réformistes. — L'organisation s'impose : Tous, chasseurs, détenteurs de droits de chasse, représentants des pouvoirs publics sont d'accord, et si elle ne règne pas, c'est qu'une somme de facteurs, intérêts divers, égoïsme, individualisme ou négligence paralysent les efforts, malgré le désir commun.

Aussi a-t-on pensé avoir recours au système de l'*obligation*, par une intervention des pouvoirs publics dans l'organisation et la mise en exploitation du droit de chasse.

Les systèmes proposés en France s'inspirent du droit germanique et de la législation de même origine qui existe en Alsace-Lorraine (loi du 7 février 1881). Le courant fut assez fort vers le début du vingtième siècle à l'époque des circulaires Mougeot ; elles exposaient le système de la « communalisation », obligatoire ou facultative, de la chasse, c'est-à-dire l'abandon du droit de chasse de la part des propriétaires au profit de la commune qui le loue par adjudication et en répartit le produit entre eux ou le leur impute en déduction de leurs impôts fonciers.

Ces propositions qui témoignaient de l'intérêt des pouvoirs publics pour l'amélioration de la chasse, stimulèrent le mouvement vers l'organisation qui se traduisit par la

création de sociétés de chasse, de fédérations et du Comité National de la chasse.

Mais tandis que la communalisation s'étendait à l'étranger notamment en Europe Centrale (Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne...) où elle aboutissait à une meilleure exploitation de la chasse et permettait de prendre des mesures générales de protection des espèces (réserves, interdiction de tuer certains animaux) (1), en France, les systèmes exposés étaient mal accueillis et repoussés à raison de leur caractère obligatoire et étatiste ainsi que le système voisin, la *syndicalisation*, et le procédé de *l'impôt cynégétique* (2).

Quelles sont les difficultés que rencontre en France l'organisation du droit de chasse ?

La réglementation actuelle de la chasse a ses racines dans les textes de la Révolution.

Les principes écrits dans notre déclaration présidaient à son élaboration :

Figures rigides et souveraines, c'étaient, d'une part, le Droit de propriété et d'autre part les principes jumeaux de Liberté et d'Egalité.

Devant ces principes aussi absolus qu'opposés, le législateur devait prendre une décision ; il fallait choisir, par conséquent sacrifier.

Il attendit un demi-siècle que leur autorité fut moins exigeante pour donner sa réponse. Il consacra l'exclusivité du droit de propriété en n'accordant qu'au propriétaire le

(1) Mesures de protection et repeuplement prises en Pologne.

S. H. C. F., août 1934. *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1931, p. 476.

(2) Pour l'étude détaillée de ces différents systèmes, voir : Wauthier : *op. cit.*, et Verzier : *op. cit.*, p. 60 et s.

droit de chasse. Il satisfait aux principes de liberté et d'égalité en donnant à tous l'aptitude à acquérir le droit de chasser.

La solution fut une transaction, transaction délicate certes et souvent mal saisie qui repose sur une distinction que nous nous sommes efforcés de faire ressortir au cours de notre thèse.

La loi reconnaît à tous un *droit général d'occupation du gibier* res nullius et un droit adjoint soumis à une réglementation administrative, le *droit au transport du gibier*, de même un droit de mettre en œuvre les procédés de chasse autorisés moyennant un certain nombre de conditions administratives que nous avons appelé *droit de chasser*, enfin elle a réservé à la propriété le *droit de chasse* proprement dit, c'est-à-dire le privilège exclusif de poursuivre le gibier sur un fonds. Ces diverses déterminations de la loi sont souvent difficiles à analyser, surtout les deux dernières; bien qu'on puisse encore leur contester la qualité de droits dont nous les avons dotées pour la clarté de l'exposé, il n'est pas douteux qu'elles forment des entités distinctes et nous pouvons dire qu'en règle générale il faut pour chasser sans délit satisfaire aux prescriptions des quatre droits étudiés.

Voilà la législation telle qu'elle est. Cette complication a toujours rendu les questions de chasse épineuses et l'opposition des principes rend les réformes impossibles.

Dès qu'on tente de s'orienter dans un sens, on se heurte à des adversaires inconciliables, partisans de la liberté ou partisans de la propriété.

Des projets, tels que la communalisation soutenus par un certain nombre de chasseurs soucieux de sauver le gibier français, ont même trouvé des ennemis irréductibles dans

les deux camps, aussi bien parmi les partisans de la liberté que parmi les défenseurs de la propriété.

M. Madelin, inspecteur des eaux et forêts, dans son rapport au Congrès de la chasse en 1907 proposait de repousser « comme inapplicable au territoire français le principe de la communalisation obligatoire, c'est-à-dire l'obligation telle qu'elle est imposée en Allemagne aux propriétaires fermiers de la mise en commun du droit de chasse. »

La population ouvrière et urbaine y est hostile, parce qu'elle n'a généralement pas les moyens de concourir aux adjudications. Les chasseurs qui bénéficient de la chasse banale et qui sont en grand nombre, constituent une force qui s'oppose à la réforme. Quant aux propriétaires fonciers ils y sont défavorables par esprit d'individualisme.

Dans ces conditions il est difficile d'arriver à une organisation efficace qui nécessite obligatoirement des sacrifices, puisque la plupart des intéressés n'y sont pas disposés.

Il faudrait que les chasseurs qui participent aux chasses banales comprennent que leur activité est néfaste et tend à se détruire elle-même ; quand il n'y aura plus de gibier, ils ne chasseront plus ; il est vrai que la question serait résolue, mais négativement.

D'autre part il est indispensable que les propriétaires dans leur intérêt et dans celui de la chasse, s'organisent et en outre aident les faibles et obligent les imprévoyants à s'organiser.

Nous sommes à une époque où la science procure des moyens de destruction puissants qui peuvent exterminer des espèces animales entières, si l'on ne met un frein à la cupidité de l'homme.

En bien des régions il ne s'agit même plus de sauver la chasse, mais de la reconstituer.

CONCLUSION

A chaque situation économique convient un système législatif.

Si le nôtre est déficient, renforçons-le. Le but à atteindre est l'organisation : l'initiative privée, recommandable avant tout parce qu'elle témoigne d'un besoin sérieux, s'est révélée insuffisante, elle a besoin d'être encouragée aujourd'hui. C'est pourquoi nous pensons qu'une réforme, simple adaptation de notre système actuel aux nécessités de l'époque, doit intervenir.

Il faut que le droit de chasse qui existe sur les diverses propriétés morcelées soit protégé et exploité par des sociétés de chasse groupant des terrains d'un seul tenant et d'une superficie suffisante pour que la chasse puisse y être l'objet d'une exploitation rationnelle.

Laisser à chaque propriétaire le pouvoir de disposer sans contrôle de son droit de chasse est une mauvaise politique ; imprévoyante à l'égard de la protection du gibier français, elle est en outre une politique contraire à la nature de la plupart des espèces : le gibier, produit du sol, est le produit d'un ensemble de terrains dont les propriétaires sont solidaires pour la mise en valeur de ce cheptel commun (1).

(1) Voir en ce sens : La réforme en Pologne. S. H. C. F., novembre 1933, p. 298.

La chasse individuelle, désordonnée et destructrice doit faire place à la Chasse en Société réglementée.

Partant de cet axiome, nous interdirons l'exercice de la chasse sur les terres dont l'étendue d'un seul tenant sera inférieure à un certain nombre d'hectares (30 ou 50 par exemple).

Sauf cette exception pour les propriétés d'une superficie minima, les droits de chasse portant sur les diverses propriétés morcelées seront rassemblées entre les mains d'une société de chasse.

Des sociétés, semblables à celles qui sont déjà issues de l'initiative privée, grouperont chacune une partie de l'ensemble du territoire français qui devra dans un délai déterminé être entièrement soumis à ce régime.

Afin d'en assurer la généralité, il peut être décidé que dans toute commune où un accord n'aura pu intervenir avant une date fixée ainsi que dans toute commune où la chasse sur une certaine partie des terres n'aura pas pu être organisée en Société, le Conseil municipal sera autorisé à intervenir d'office pour louer par adjudication le droit de chasse sur les dits fonds et répartir le produit de ce bail entre les propriétaires intéressés.

Enfin, pour donner à l'exploitation de la chasse un caractère d'unité que sa nature impose, tous les détenteurs de droit de chasse, Sociétés et propriétaires de fonds de superficie minima seront affiliés à des fédérations de chasse, départementales ou régionales, organismes de synthèse chargés de veiller aux intérêts de la chasse dans leur ressort.

De cette façon seront atteints les buts actuellement recherchés : organisation, réglementation détaillée de la chasse, protection, conservation et entretien du gibier grâce aux règlements élaborés par les Sociétés et Fédérations

selon les besoins, disparition de la chasse banale et d'inconvénients accessoires tels que la question des enclaves.

On critiquera peut-être ce projet en prétendant qu'il s'inspire des systèmes basés sur l'obligation, qu'il est égoïste en ce qu'il prévoit l'intervention accessoire du Conseil Municipal et qu'il constitue une atteinte à la propriété foncière. Mais, le droit de propriété urbaine n'a-t-il pas subi d'importantes restrictions ? Le droit de propriété est sacré, sans doute, mais on nous apprend que l'intérêt privé doit céder devant la nécessité publique, et, qui plus est, devant l'intérêt public. La vie en Société a de ces servitudes, mais si le propriétaire est sage, il réfléchira que la limitation qu'il subit est justifiée par le caractère du gibier et que le sacrifice qu'il consent sera compensé par une source de profits.

Repoussons enfin le grief qu'on ne manquera pas de nous objecter : la chasse sera réservée à une minorité, elle sera le privilège de l'argent...

Aujourd'hui déjà la chasse coûte cher et si le droit n'était pas méconnu, s'il fallait pour chasser, exhiber un titre de propriété ou produire la preuve du consentement du propriétaire, comme la loi l'exige, il y aurait un sérieux déficit parmi la quantité de chasseurs.

Rester indéfectiblement attaché au régime actuel, c'est avouer qu'on profite de cette tolérance coupable.

Les actions des sociétés seront accessibles à un grand nombre de bourses, aux citadins et aux ruraux ; quant à ceux qui, moins favorisés par la fortune n'auraient pas les moyens de solder une action, il leur sera toujours possible de recevoir des invitations. Ils pourront même se procurer des cartes journalières d'un prix modéré leur permettant de chasser un jour sur le territoire d'une société de chasse.

L'argument pécuniaire n'est pas décisif. Les frais d'action ou de permission de chasse ne constituent qu'une partie des dépenses auxquelles entraîne la pratique de la chasse.

L'organisation de la chasse, telle que nous l'esquissons, a des avantages multiples. Elle permet d'avoir une « politique de chasse » à l'aide d'un « Budget de chasse ». La loi du 28 février 1934 s'est déjà orientée dans ce sens en décidant la perception de 5 francs sur chaque titulaire de permis en vue de l'amélioration de la chasse. Cependant tant que la chasse n'est pas organisée, ce prélèvement demeure illusoire car les fonds perçus ne peuvent être affectés qu'à des usages secondaires et les efforts des organismes subventionnés demeureront vains ou disséminés parce qu'une masse de chasseurs nuisent à leur action.

C'est seulement lorsque l'ensemble du territoire et l'ensemble des chasseurs seront groupés en Sociétés qu'il sera possible d'accomplir une œuvre utile et générale pour l'amélioration de la chasse.

Les subventions pourront être rationnellement réparties entre les Sociétés de chasses, désormais surveillées par les Fédérations, ou de préférence entre ces Fédérations, dont la consécration officielle précisera le rôle en même temps qu'elle marquera le terme d'une évolution progressive.

Elles pourront avoir un programme en ce qui concerne l'amélioration ou la reconstitution de la chasse.

Avoir une action efficace sur les Sociétés de leur ressort.

Elaborer un règlement de chasse minimum commun à ces Sociétés.

Emettre des vœux après avoir délibéré sur la situation de la chasse, la destruction des animaux nuisibles et s'être

mis en rapport à ce propos avec les Lieutenants de Louverie.

Donner leur avis aux Préfets pour les arrêtés préfectoraux en matière de chasse (ouverture, fermeture, protection d'espèces).

Faire usage des sommes provenant du « fonds pour l'amélioration de la chasse » : repeuplement en gibier, destruction des animaux nuisibles, création de réserves, parcs d'élevage, répression du braconnage, constitution d'école de gardes, études et travaux intéressant le gibier et la chasse.

Elles pourront enfin réclamer des dommages-intérêts aux braconniers, principalement aux braconniers organisés, qui lui portent préjudice. Il serait même utile de leur reconnaître le pouvoir de recevoir le gibier tué en délit et confisqué et d'affecter le produit de sa vente aux buts qu'elles se proposent

Un pas vient d'être fait vers la réforme que nous demandons, par le décret du 25 août 1934 pris en exécution de la loi du 28 février 1934 et fixant les conditions dans lesquelles pourront bénéficier des ressources créées par cette loi le Comité National de la Chasse, les communes détentrices du droit de chasse sur les quatre cinquièmes de leur territoire, et les Fédérations. Le sens de ce décret est très intéressant (1) et les efforts doivent être poursuivis dans cette voie. Mais la répartition des fonds du Budget de la chasse ne pourra être équitable et utile que lorsque l'organisation de la chasse sera réalisée dans toute la France et que l'œuvre de repeuplement ou de conservation du gibier ne sera plus

(1) Voir J. O. 7 septembre 1934. Décret du 25 août 1934. Arrêté Min. Agr. 31 août 1934 et 1^{er} sept. 1934.

réduite à néant par l'activité destructive des chasseurs inorganisés, grâce à la complicité des propriétaires négligents

Encourageons l'initiative privée, mais lorsqu'elle se révèle inopérante, intervenons pour contraindre les récalcitrants ou les faibles, et le gibier repeuplera bientôt pour le plaisir et le bien de tous, nos plaines trop souvent désertes.

Vu : le Président de Thèse,

A. MESTRE.

Vu : le Doyen,

E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

RECUEILS

FUZIER-HERMANN. — *Répertoire général alphabétique de Droit français.*

SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts.*

DALLOZ. — *Recueil pratique de Législation, de doctrine et jurisprudence.*

Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

Répertoire de législation et de jurisprudence de la revue des eaux et forêts, 1862 à 1896.

LEBON. — *Recueil des arrêts du Conseil d'Etat statuant au contentieux, du Tribunal des conflits et de la Cour des Comptes.*

DUVERGIER. — *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat, année 1844.*

Bulletin de la Société de Législation comparée.

Journal Officiel.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

AUBRY et RAU. — *Cours de Droit Civil français, 5^e éd., 1900.*

DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon.*

COLIN et CAPITANT. — *Cours de Droit Civil français.*

- PLANIOI et RIPERT. — *Traité pratique de Droit civil français*, 1926.
- DEMOGUE. — *Traité des obligations*. Paris, Rousseau, 1923, T. 5.
- H. et C. MAZEAUD. — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, 2^e éd., 1934.
- POTHIER. — *De la communauté*, 1770.

OUVRAGES SPÉCIAUX

- BAUDOUIN, JAFFEUX ET RADOT. — *Dictionnaire de la jurisprudence générale en matière de chasse*. Paris, 1910.
- BEAUDOUIN, RADOT ET SIRE. — *Conseils aux gardes*. Paris, 1925.
- GRIVEL. — *Interprétation de la règle « Nul ne peut chasser sans permis. »* 1877. broch. in 8.
- GIRAUDEAU, LELIÈVRE, SOUDÉE. — *La chasse*, Paris, 1882. 2^e éd. 1 vol. in-8.
- LEBLOND. — *Code de la chasse et de la Louveterie*. 1878. 2 vol. in-8.
- VILLEQUEZ. — *Du droit de destruction des animaux malfaisants et nuisibles et de la Louveterie*. 1884. 2^e éd. 1 vol. in-8.
- *Du droit du chasseur sur le gibier*. 1884.
- H. BACQUIAS. — *La réglementation de la chasse dans le cadre départemental et communal*. éd. Berger-Levrault, 1932.
- MAXIME BERTIN. — *La Louveterie. La destruction des animaux nuisibles*. Paris, Ed. Sirey, 1930.
- Charles DUPRET, avocat près la Cour de Bruxelles. — *Le gardiennat. Guide pratique du Directeur de chasse et du garde*. 1933.

- CHENU. — *Chasse et Procès*. Paris, 1890, in-8.
- CHAMPIONNIERE. — *Manuel du chasseur*. Paris, 1844.
- BELAN. — *De la propriété du gibier tué, blessé ou poursuivi*. Paris, 1904.
- WAUTHIER. — *La communalisation de la chasse*. Paris, 1908.
- LABICHE. — *De la nature du Droit de chasse*. Paris, 1909.
- FORGEOT. — *Les lapins de garenne devant la loi et la jurisprudence*. Paris, 1911.
- DELERUE. — *La réforme du régime de la chasse en France*. Paris, 1925.
- VERZIER. — *La chasse*. Lyon, 1926.

REVUES

- Revue générale d'administration*. Article de M. Soudée, 1905, T. 3 ; 1906, T. 1.
- Saint-Hubert Club de France*. Paris, 21, rue de Clichy.
- Revue de l'Association des Lieutenants de Louveterie*.
- L'Eleveur*.
- L'Ami du Chasseur*.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	9
Division de l'étude du droit de chasse en 4 parties	
Droit à l'occupation du gibier.	
Droit au transport du gibier.	
L'administration et le droit de chasser.	
La propriété et le droit de chasse.	
Droits qui peuvent s'exercer indépendamment de tout acte de chasse.	
CHAPITRE I. — <i>Droit à l'occupation du gibier</i>	17
Le gibier	18
Res nullius	19
Les pigeons	23
L'occupation	26
Cas particulier d'occupation.....	35
CHAPITRE II. — <i>Droit au transport du gibier</i>	39
Intérêt	39
Transport du gibier vivant.....	40
Les œufs, couvées, portées.....	45
Transport du gibier mort.....	48
Sens du mot gibier.....	51
Transport des animaux nuisibles détruits confor- mément à l'art. 9, 3°, loi du 3 mai 1844, modifiée 1 ^{er} mai 1924.....	54
Transport des bêtes fauves, détruites conformé- ment au droit reconnu par l'art. 9, 3°, loi de 1844, modifiée 1924.....	58
Transport du gibier tué accidentellement.....	60
Le gibier et l'automobile.....	62
Droits qui s'exercent à l'occasion d'un acte de	

le Droit de chasser.....	67
chasse. Distinction entre le Droit de chasse et	
CHAPITRE III. - <i>L'Administration et le Droit de chasser</i>	77
Les procédés de chasse autorisés.....	77
Le permis de chasse.....	79
Les arrêtés préfectoraux.....	88
Exceptions réelles ou apparentes à la nécessité de posséder le Droit de chasser.....	98
Chasse dans un enclos attenant à une habitation	99
Destruction des bêtes fauves.....	99
Destruction des animaux nuisibles ou malfaisants	102
CHAPITRE IV. — <i>La Propriété et le Droit de chasse...</i>	111
Définition	111
Nature du Droit de chasse.....	115
Les détenteurs du droit de chasse.....	120
La permission de chasse	125
Atteintes au droit de chasse.....	126
Le droit de chasse sur les propriétés des personnes publiques	132
CHAPITRE V. — <i>Critiques et projets.....</i>	137
Critique et défense de la théorie du gibier res nullius	137
Le système res propria. Critique.....	140
Conséquence au point de vue de la réparation..	145
Conséquence au point de vue de la réparation des dommages causés par le gibier.....	145
L'inorganisation de la chasse.....	155
Banalité. Autorisation tacite. Course à la destruc- tion	156
Tendances réformistes	160
CONCLUSION	165
BIBLIOGRAPHIE	171

